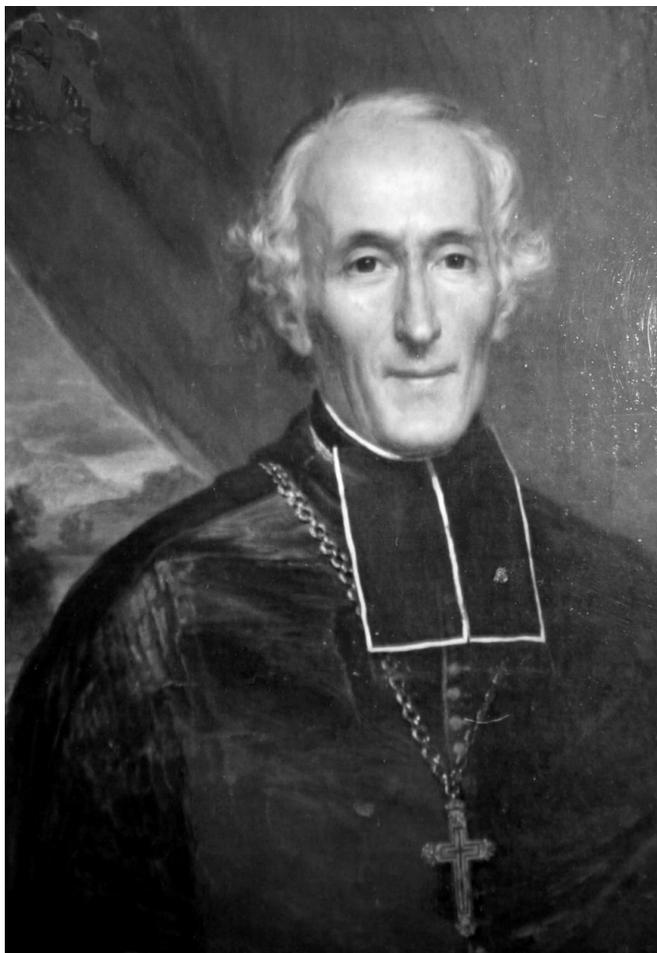


**ANNALES DES FRÈRES DU MIDI
(1842-2014) :**

**BRANCHE DE LA CONGRÉGATION
DES FRÈRES DE PLOËRMEL**

Frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel
Frère Arnaud Aguegaray
AVRIL 2015



MONSEIGNEUR DELACROIX D'AZOLETTE

1779-1861

Archevêque d'Auch, Fondateur des Frères de l'Instruction
Chrétienne de Gascogne,
en collaboration avec Jean-Marie de la Mennais

AVERTISSEMENT ET REMERCIEMENTS.

Nos recherches auraient pu aboutir à de meilleurs résultats si nous avions disposé des archives de Lavacan, lieu-dit de la commune de Pavie (32), à une lieue de la ville d'Auch, où se trouvèrent longtemps le postulat, le noviciat et le siège de la province des Frères du Midi. Hélas, ces sources et ces documents restent, à ce jour, introuvables !

Pour sa part, « La Chronique », revue officielle de l'Institut des FIC à partir du 8 décembre 1874, relate à plusieurs reprises qu'elle ne mentionne pas systématiquement les événements de la province de Gascogne ou de la province du Midi. Ce que corrobore à sa manière le « Ménologe » qui, pour la période de 1842 à 1993, ne fait cas que d'une soixantaine de maisons ou de religieux de cette région.

*Nous avons en outre puisé dans les travaux des investigateurs comme les **FF. L. Balanant, J. Blanco, D.-A. Caron, J. Cuesta, P. Cueff, S.-A. Durand, H. Ferchaux, P. Friot, J. Laprotte, J. Le Bihan, H.- M. Libert, L. Mayoral, X. Ménoret, H. Nourrisson, J. Pinel, G.-H. Potier, A. Pruneau, E. Sainz, B. Vachon...** et surtout **H.-Ch. Rulon**, grand historien de l'Institut. (Quand elle n'est pas référenciée, notre documentation renvoie à leurs recherches rassemblées aux AFIC). Qu'ils soient ici remerciés, ainsi que tous ceux qui nous ont apporté leur concours.*

Nous avons également consulté des manuscrits déposés dans des archives départementales ou diocésaines ; des annales de maisons religieuses ; des registres d'état civil, spécialement ceux des localités où les FIC furent présents. Nos emprunts en font implicitement écho. Car dans cet essai, qui n'est pas un travail d'université, nous avons évité de surcharger le texte de notes et de renvois, dont la provenance se devine en parcourant aussi la bibliographie.

SIGLES ET ABREVIATIONS

A.F.I.C. : Archives des Frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel

A.T.L.C. : À travers la correspondance de J.- M. Robert de la Mennais

Chr. : La Chronique

C.G. : Correspondance générale

E.D.M. : L'Écho des Missions

E.M. : Études mennaisiennes

F. : Frère.

FF. : Frères

F.E.C. : Frères de l'Éducation chrétienne

F.I.C. : Frères de l'Instruction Chrétienne

F.I.C.P. : Frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel

Mén. : Ménologe des FIC

R.F. : « Révérend Frère » : titre donné aux supérieurs généraux jusqu'en 1970

S. G. : Abréviation de « Supérieur général ».

Les autres abréviations sont connus ou facilement repérables, grâce à la bibliographie notamment.

PROLOGUE.

Ces lignes sans prétention voudraient décliner comme de l'intérieur un aspect de l'histoire de l'Institut des « Frères de l'Instruction Chrétienne de Ploërmel » (FIC ou FICP), voués à l'enseignement et plus généralement à l'éducation des enfants et des jeunes. Ces religieux sont actuellement répartis sur les cinq continents, dans vingt-six pays différents.

Il s'agit d'une expérience innombrable initiée en Gascogne, ancienne région française, située entre la Garonne et les Pyrénées. Elle fut appelée à s'étendre dans le Midi et plus largement dans le Sud de la France. Elle débuta en 1842, à Éauze, commune du Gers, pour se poursuivre jusqu'à nos jours, après avoir connu une phase d'expansion maximale sur quatorze départements.

Les voici par ordre alphabétique avec - que l'on nous pardonne cet anachronisme voulu pour mieux les actualiser -, leurs dénominations et leurs numéros actuels : Aude (11), Charente-Maritime (17), Dordogne (24), Haute-Garonne (31), Gers (32), Gironde (33), Hérault (34), Landes (40), Lot-et-Garonne (47), Pyrénées-Atlantiques (64), Hautes-Pyrénées (65), Pyrénées-Orientales (66), Tarn (81), Tarn-et-Garonne (82).

À vrai dire, il faudrait écrire une monographie sur chacune des implantations. Mais, vu l'ampleur du sujet, nous nous bornons à ébaucher en fragments successifs ce « drame » unique étalé sur trois siècles, et qui depuis la crise de 1903 ira se dénouant, au point que n'en subsistent plus que de rares vestiges. Mais une influence s'arrête-t-elle à la disparition des acteurs d'une aventure ?

Nous sommes en présence d'un parcours effectué en parallèle à celui de la Bretagne, puis vécu en accord avec elle. Ainsi, l'arbre planté ensemble à Ploërmel, au début du XIXe siècle, par Jean de la

Mennais (1780-1860) et Gabriel Deshayes (1767-1841), et destiné d'abord à l'Ouest, permettrait-il à l'une de ses branches de s'épanouir dans le Midi, jusqu'à se fondre avec lui en 1876.

Avec ses audaces et ses réussites, ses approximations ou ses échecs, cette province apporterait également sa contribution à la scolarisation progressive de la jeunesse, après la période de la Révolution et de l'Empire, peu soucieuse d'instruction et d'éducation. Mais ces nouveaux maîtres seront souvent en butte à l'incompréhension de l'idéal qu'ils portaient au plus secret de leur cœur.

Ce dernier aspect mérite d'être mis en valeur, tant il est clair que, dès le début, il donne sens et consistance à leur vie et à leur action. Car, autant par profession que par vocation, ces enseignants ne visent pas seulement à développer l'intelligence et la mémoire de leurs élèves. Inspirés par l'évangile, ils cherchent en même temps à les former dans toutes les dimensions de leur être.

L'évocation des diverses situations sous-tend une dynamique commune illustrée de faits authentiques ou émaillée d'anecdotes significatives qui ne débordent jamais le sujet. Et, bien que chaque fondation possède son propre vécu et qu'elle ait droit à un créneau spécifique, nous ne nous refusons, le cas échéant et par commodité, ni répétitions, ni retours en arrière, ni incursions dans le futur.

À la suite de ces prises en main successives d'établissements affectées par toutes sortes d'aléas, il faudra s'attendre nécessairement à ce qu'il manque des affinements aux statistiques, quantité de noms aux listes du personnel, et de précieux compléments aux allusions géographiques ou historiques, tant sur un plan général que local : il a fallu choisir et abréger pour aller à l'essentiel.

En l'occurrence, chacun fera sienne, en la transposant, cette phrase d'un grand philosophe du XVIII^e siècle mise en introduction de l'une

de ses œuvres : « Les livres les plus utiles sont ceux dont les lecteurs font eux-mêmes la moitié ; ils étendent les pensées dont on leur présente le germe ; ils corrigent ce qui leur semble défectueux et fortifient par leurs réflexions ce qui leur paraît faible. »

Le tout fait penser à un long reportage sur l'ensemble des implantations dont chacune constituera un article à part, avec pour jalons quelque peu scolaires, titres et sous-titres intentionnels. C'est dans ce cadre que nous évoquons, sans les juger et malgré le mystère qui les enveloppe, un certain nombre d'acteurs-en-situation habités par cette haute idée de leur mission.

Puisse cette façon de procéder nous éviter de trop sombrer dans la monotonie – ces allusions historiques s'y prêtant à l'envi –, balisée qu'elle est d'années scolaires sans cesse recommencées, bien que jamais totalement identiques. D'où notre souci de varier la présentation des faits en combinant différents éléments : récits, dialogues, citations, portraits, descriptions...

Nous avons opté pour une « inégalité de traitement ». Elle résulte de la volonté de mettre en relief, non tant les performances que les prestations humaines qui, quelque part, reflètent une atmosphère spécifique ou nous servent toujours de révélateurs. À ce sujet, le vécu d'une modeste école peut s'avérer plus signifiant que celui d'une autre, pourtant plus réputée ou plus considérable.

Dans le but de satisfaire certains lecteurs, plutôt pressés ou attirés par des détails circonstanciés, nous recourons en outre, comme en des phrases musicales, à des reprises, à des sortes de refontes, à des touches successives évoquant un tableau impressionniste. Ce qui nous offre un autre regard sur des réalités déjà abordées, en même temps qu'une économie de notes ou de renvois.

Cet essai paraîtra bien superficiel aux yeux des chercheurs. Puisse-t-il cependant leur permettre de le prolonger par une lecture transversale de divers thèmes fondamentaux abordés sur des décennies, telles l'histoire locale, l'importance progressive de la scolarisation, la vie quotidienne des maîtres et des élèves... Bien que partielle, la bibliographie n'a d'autre but que de les y aider.

Que le lecteur ne soit pas surpris par les toponymes qui enluminent ces lignes et leur donnent un halo d'exotisme. Ils invitent l'imagination à voguer dans l'espace : Tournecoupe, Ponsan-Soubiran, Astafort ou Verfeil, Castelmoron et Casteljaloux, Bize-Nistos et La Barthe-de-Neste, Agos-Vidalos et Saint-Rome-de-Cernon ... Bref, ces trouvailles et tant d'autres, prononcées avec l'accent du cru, ne sauraient s'inventer spontanément.

Pour la commodité du propos et de la mise en page, nous avons divisé en quatre chapitres la présence des FIC dans le Midi, depuis les débuts jusqu'à 2014. D'abord, la période qui s'étend de 1842, date des origines, à la démission du fondateur. Puis celle qui court de 1856 à la crise de 1903. La troisième partie balaie la période qui va de 1903 à 2014. Le tout se clôt par l'historique plus poussé de deux maisons importantes qui semblent comme résumer la complexité de tout le reste.

L'ordre alphabétique restait en apparence le moyen de classement le plus immédiatement et le plus universellement accessible. Pourtant, nous avons dû y renoncer, les résultats perdant en lisibilité. Quant à une approche synthétique, elle aurait minimisé l'apport des protagonistes de cette aventure. Nous avons donc procédé autrement et laissé au lecteur le choix de s'orienter à sa guise, grâce notamment à la chronologie et la table des matières.



**Les quatorze départements du Midi de la France
où les Frères de Gascogne ont travaillé.**

1^{ère} PARTIE : MGR DELACROIX ET DÉBUTS DE L'OEUVRE (1842).

A - NICOLAS-AUGUSTIN DELACROIX À LA RECHERCHE D'UN PARTENAIRE.

1 – ORIGINES, ENFANCE ET JEUNESSE : 1779-1786.

Ce futur prélat - que certains historiens, suivant en cela les registres officiels de Lyon, de Belley et de Rome, écrivent « Delacroix », ce que nous ferons également -, naquit le 15 juillet 1779, dans la commune de Propières, limitrophe de celle d'Azolette, située dans l'arrondissement de Villefranche-sur-Saône, aujourd'hui incluse dans le département du Rhône (69).

Le vocable d'allure nobiliaire, ajouté plus tard à son nom, n'indique qu'une précision géographique. M. de la Croix, père, médecin à Propières, avait une maison de famille à Azolette, une paroisse voisine d'environ 300 âmes. Le petit garçon passa ainsi son enfance au milieu des vignobles du Beaujolais. Une cuvée porterait d'ailleurs, plus tard l'appellation de « Mgr de la Croix d'Azolette ».

Son père descendait d'une antique maison noble et portait le titre de « Seigneur d'Azolette », dont le château, transformé, subsiste toujours. Sa mère s'appelait Marie-Magdelaine Verchère. L'extrait du registre de baptêmes, fourni par la paroisse, semble déjà porter comme en filigrane des renseignements sur la vie de l'enfant.



Département du Rhône

Son parrain : Nicolas de la Croix, jésuite de formation, était prêtre chapelain de Sens (89), en Bourgogne. Sa marraine : Anne-Marie Verchère, avait épousé Monsieur Circaud, docteur de son état, qui exerçait à La Clayette (71), localité située 40 km de Roanne. Ses parents veillèrent à son éducation religieuse et à sa formation intellectuelle qui débutèrent en famille.

Il fut ensuite confié aux prêtres de Sainte-Barbe, à Lyon. Il fit ses humanités au Grand-Collège de cette même ville. À la suite de brillantes études, il reçut la proposition d'entrer à l'Ecole Polytechnique de Paris qui venait d'être fondée en 1794. Mais il décida de prendre une autre direction.

Son parcours n'aura rien d'un calme plat. De 1797 à 1800, il se lance dans la médecine et se spécialise en botanique qui en faisait partie. Au point d'être choisi comme membre d'une commission scientifique en partance pour le Moyen-Orient. Offre qu'il récusait. Mais, l'ambiance délétère des cours le rebutait au plus haut point. C'est pourquoi il prit sur lui de les désertier.

Au fond de lui, en effet, il se sentait appelé au don total de sa personne à Dieu et aux autres, quel qu'en fût le prix. Il entra, pour deux ans, au séminaire de Saint-Sulpice, à Paris, rouvert en 1800, à la faveur de la paix religieuse recouvrée et bientôt officialisée par le Concordat de 1801.

Son responsable, Monsieur Emery, était un homme de caractère et un releveur de ruines. N'avait-il pas été deux fois emprisonné durant la Révolution ? Nous savons par ailleurs combien ce même confesseur de la foi marquera Jean de la Mennais pendant son séjour de cinq mois à Paris, en 1806, à la suite de fréquentes entrevues (Laveille, t. I, p. 62-63).

Un ennui de santé obligea le jeune Delacroix à retourner à Azollette, chez son parrain nommé desservant de cette paroisse en 1783. C'est auprès de lui qu'il poursuivit sa formation. Puis, rétabli au bout de 18 mois, il songea à retourner à Saint-Sulpice. C'était sans compter avec le vicaire général de Lyon qui s'y opposa.

2 - PREMIERS ENGAGEMENTS : 1806-1836.

Il le fit entrer au séminaire provisoire de cette ville. Le jeune séminariste y reçut le sous-diaconat en 1806. La même année, le grand séminaire de Lyon fut racheté à la Nation par le cardinal Fesch, oncle maternel de Napoléon. C'est là que Nicolas-Augustin sera ordonné prêtre des mains de Mgr Claude Simon, évêque de Grenoble et suppléant du cardinal.

Désormais, les dates marquantes de son ministère iraient bon train. Le voici d'abord vicaire à Belleville, puis curé à Fareins où deux de ses prédécesseurs avaient entraîné leurs ouailles dans le jansénisme qui imprégnait encore un certain nombre de contrées de France. Là, les paroissiens manifestèrent contre son changement quand il fut nommé responsable du petit séminaire d'Alix.

En 1812, le voilà supérieur de celui d'Argentière, qu'il quittera un an plus tard. Il devient alors directeur du grand séminaire Saint-Irénée de Lyon, où il aura affaire à une pléiade d'élèves appelés à s'illustrer, tels Mgr Donnet, futur cardinal de Bordeaux, Jean-Marie Vianney, curé d'Ars, Marcellin Champagnat, fondateur des Frères Maristes ...

De 1817 à 1823, il exerce à Lyon deux fonctions importantes. D'abord, celle de curé de la paroisse de Saint-Bruno, l'une des 30 que comptait l'archevêché, dont le nom évoque le lien historique avec le Grande-Chartreuse, et qu'il réorganise. Ainsi, aménagea-t-il son église, aujourd'hui classée, où avait œuvré le célèbre architecte Germain Soufflot à qui nous devons entre autres le Panthéon.

Ensuite, celle de supérieur et cofondateur des « Chartreux », installés à la Croix-Rousse dès le XVI^e siècle, dont « la Société, restaurée, embrasse les travaux de prédication et d'enseignement, les ministères avec charge d'âmes et généralement toutes les fonctions ecclé-

siastiques » (*Statuts et règlements de la Société des prêtres de Saint-Irénée*, p. 3-4).

En 1823, Mgr Alexandre Devie, premier évêque concordataire de Belley, choisit Nicolas - Augustin Delacroix comme vicaire général. À ce poste, le futur archevêque d'Auch, tout en s'initiant à l'administration d'un diocèse, apprend l'art d'écouter, de comprendre, de conseiller et d'encourager ceux qui l'approchent de plus près.

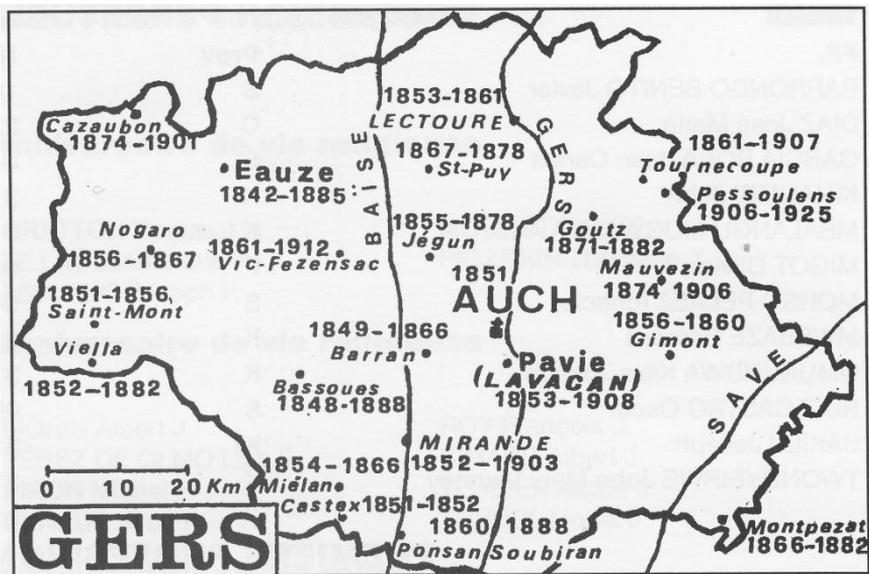
3 - MGR DELACROIX, EVEQUE DE GAP : 1836-1840.

Malgré ses réticences, Mgr Delacroix fut nommé, le 23 novembre 1836, évêque de Gap. Il continua l'œuvre de ses devanciers et procéda à des innovations. Partout, il releva les ruines et fit face aux besoins. Il initia des chantiers comme au séminaire d'Embrun et à celui de Gap. Il confia au Père Lagier l'œuvre hospitalière et enseignante des « Sœurs de la Providence de Gap ».

Il amorça aussi une fondation de Frères enseignants pour la scolarisation des garçons. Mais cette initiative ne concernerait que sept ou huit aspirants. Le Père Lagier, devenu chanoine, également chargé de s'en occuper, se rendit à Ploërmel pour demander conseil au Père de la Mennais. Mais le prélat ne put mener à terme ce projet en raison de sa nomination à Auch (*CG*, t. V, p. 534).

4 - MGR DELACROIX, ARCHEVÊQUE D'AUCH : 1840.

Mgr Delacroix fut nommé archevêque d'Auch en février 1840. La devise de l'archevêque résumerait et éclairerait son action future : *In cruce salus* : « Le salut [réside] dans la croix ». Le prélat gardera les mêmes priorités que précédemment et ouvrira bientôt les collèges séminaires d'Éauze, de Gimont et de Lectoure.



Implantation des Frères dans le Gers

En cabriolet, en calèche ou en carrosse, il parcourrait inlassablement les paroisses de son diocèse. Pendant son mandat, elles auront toutes reçu sa visite, à cinq reprises pour le moins, « même, nous dit Maurice Bordes, historien du Gers, les chapelles les plus reculées ou difficilement accessibles ». Ce qui ne l'empêchera pas d'aller à Rome en 1844 et 1848, plusieurs fois à Paris, aux conciles régionaux de Lyon, à Toulouse et à Bordeaux, sans oublier Ploërmel.

Comme Jean de la Mennais, il se munissait d'une écritoire pour rédiger notes et correspondance durant ses longs périple. D'où la graphie tourmentée de certains de ses manuscrits. Il avait une plume facile, avec une affection pour le style élégant aux longues phrases. Mais personne n'a édité l'ensemble de son œuvre qui éclairerait d'un jour particulier l'histoire d'un diocèse au milieu du XIX^e siècle.

Circulaires, mandements et lettres pastorales lui permettaient de communiquer avec ses diocésains. À eux trois, ils couvrent quelque 3 000 pages aux archives du Grand Séminaire d'Auch. Il faut leur ajouter une abondante correspondance. Soulignons enfin que Mgr Delacroix convoqua en 1851 un concile diocésain destiné encore à alerter le clergé sur les méfaits du jansénisme et qu'il publia en 1854 *Le Nouveau Catéchisme du diocèse d'Auch*.

Le prélat restait préoccupé par l'éducation des enfants. Mais à cause de ses responsabilités, il n'avait pas le temps de fonder un institut de Frères enseignants, comme celui qu'il avait initié à Gap d'une façon embryonnaire. La situation de l'enseignement laissait aussi beaucoup à désirer dans le Gers. Pour les filles, il fit venir « ses » Sœurs de Gap, dont il favorisa l'implantation et le recrutement et qui connurent très vite un succès grandissant (*Chr.*, n° 303).

5 - PREMIER VOYAGE DE MGR DELACROIX À PLOËRMEL : 1841.

À partir de 1846, entre Mgr Delacroix et Jean de la Mennais, allait se nouer une profonde amitié qui permettra la création de la future « province de Gascogne ». Connaissant la personnalité et l'œuvre du prêtre breton, de Paris où il se trouvait, le prélat inaugure avec lui, en mai 1841, une correspondance qui se poursuivra jusqu'en 1860.

Il va ensuite le rencontrer à la maison mère. Sa proposition de voir quelques jeunes Gersois formés à Ploërmel, avant de pouvoir entreprendre à leur tour une expérience similaire dans le diocèse d'Auch, trouve un accueil des plus favorables auprès de l'abbé Jean. C'est le début d'une grande collaboration qui sera jalonnée de joies profondes et de peines cruelles.

Ces deux personnalités que tout rapprochait ne virent jamais poindre de nuage dans le ciel de leur amitié. Et cette entrevue initiale

ouvrait de vastes perspectives. C'est même de cette-année-là - et non de 1842 ou 1843 -, que certains historiens de l'Institut des FIC, comme le **F. Paul Cueff**, datent le début de l'œuvre de Gascogne (CG, t. V, p. 422).

Si Mgr Delacroix avait jugé préférable de s'entendre avec l'abbé Jean dans le but de former les futurs enseignants de son diocèse, c'est que l'œuvre de Bretagne, - parmi toutes celles qu'il connaissait -, lui semblait parfaitement répondre à ses aspirations, subvenir aux besoins de l'époque et donner déjà la caution d'une expérience solidement ancrée.

Concrètement, le Père se chargeait de former en deux ans, à Ploërmel, les jeunes Méridionaux désireux de devenir Frères instituteurs. En principe, le noviciat aurait lieu la première année, la seconde étant dévolue aux études, à l'obtention du brevet et à l'apprentissage de l'enseignement, Mgr Delacroix se chargeant de tous les aspects pécuniaires inhérents à l'œuvre naissante.

Au préalable, le prélat ferait bâtir une annexe au collège ecclésiastique d'Éauze. Elle servirait de postulat que fréquenteraient obligatoirement, pendant un temps plus ou moins long, les futurs aspirants. De la sorte, on pourrait les connaître et les aider, avant de les orienter éventuellement vers Ploërmel où ils poursuivraient leur formation.

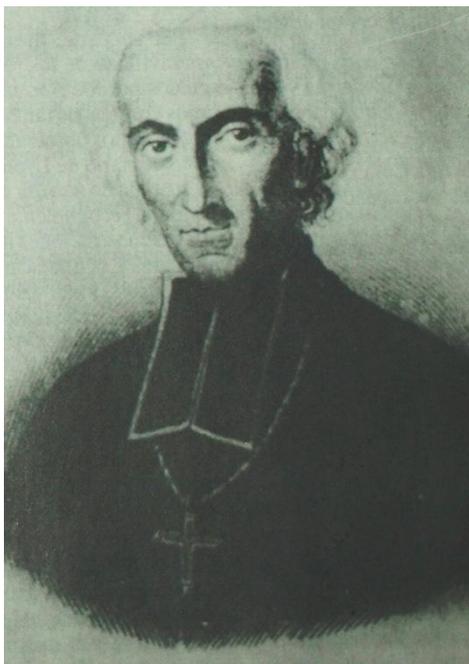
6 - MGR DELACROIX ET L'ABBÉ JEAN : SECONDE ENTREVUE À PARIS : 1841.

En juin de la même année, le Père vit à nouveau Mgr Delacroix, à Paris cette fois. Ils parlèrent de leur projet. Puis l'abbé Jean retourna en Bretagne tandis que le prélat, demeuré sur place, reçut une lettre de l'abbé Barciet, curé d'Éauze, chargé d'y fonder le postulat. Elle lui apprenait que dans cette paroisse tout se prêtait à l'ouverture immé-

diatè d'un collège ecclésiastique qui s'annexerait une école primaire (*Mén.*, p.526, 659).

À cet effet, l'abbé disposait de professeurs du secondaire. Pour les classes élémentaires, il demandait au prélat deux Frères de la congrégation de M. Moreau établie au Mans. Mais Mgr Delacroix se saisit de la requête pour la soumettre au Père et lui demander de ses religieux. Le 13 juillet 1841, l'abbé Jean lui répondit que, malheureusement, il n'en disposait pas (*CG*, t. 4, 440).

Les jeunes recrues se faisant désirer, le Père invita peu après les prêtres du collège d'Éauze à faire selon son expression « le pèlerinage de Ploërmel ». Les abbés Senescau, Fourquet et Sentis, secrétaire-adjoint de l'archevêché, s'y rendirent en octobre 1841 afin d'étudier l'organisation et le fonctionnement de l'Institut breton (*Chr.*, n° 286).

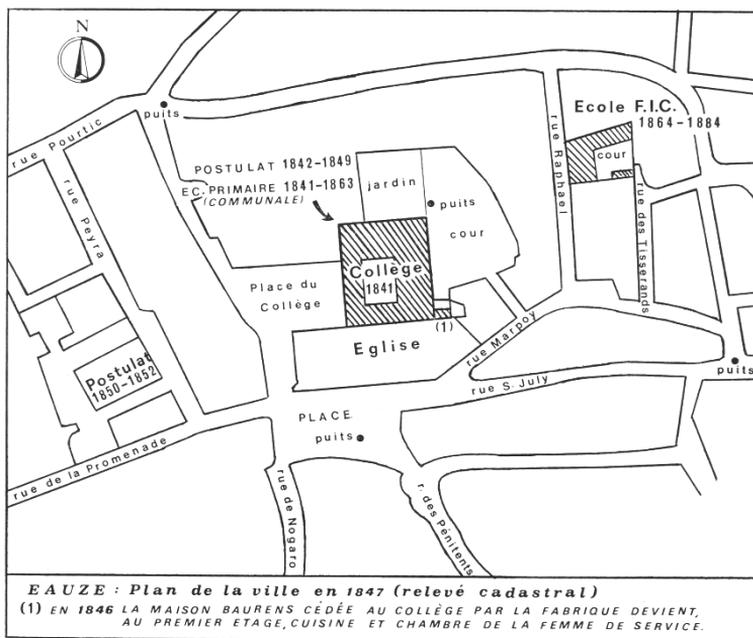


Mgr DELACROIX, jeune

7 - POSTULAT D'ÉAUZE (32) : 1842-1850.

À l'instigation de M. l'abbé Barciet, naquit le 1^{er} mai 1842, un motif d'espoir avec l'arrivée des premiers aspirants au postulat d'Éauze

situé dans les dépendances du collège de la ville. Mais le recrutement constitua dès le début une cause particulièrement décevante, dans cette localité (3 202 hab. en 1846), politiquement divisée, véritable clocher méroule avant la lettre, et qui souffrait d'isolement : Condom, le chef-lieu d'arrondissement, était situé à 29 km, et Auch, la préfecture, à 50 km (Laveille, t. II : p. 430-437).



8 - PREMIERS NOVICES GASCONS : 1843-1844.

Enfin, les trois premiers postulants de Gascogne se présentèrent à Ploërmel, le 2 juin 1843. Ces arrivées à la maison-mère de Bretagne ne signifient pas, ici comme plus tard, que les aspirants entraient immédiatement au noviciat, qu'ils y entraient tous automatiquement, non

plus qu'ils y entraient jusqu'à s'engager provisoirement, puis définitivement, dans la vie religieuse.

Car chaque sujet reste libre de ses choix. De plus, il faut des années de probation avant de s'engager pour toujours. Cependant, l'usage - ici respecté jusque vers le Concile Vatican II -, veut que dès le début on désigne un novice sous le nom de « Frère ». Il prenait alors un nouveau prénom, simple ou composé. Par la suite, ils garderaient leur nom de baptême.

Peu après, l'un des trois jeunes Gascons se désista. (Dans certains cas et pour des raisons d'ordre didactique, nous mettrons entre parenthèses le lieu de naissance et le numéro du département). C'est sur le **F. François-Xavier Despaux** (Sainte-Dode, 32), le premier postulant du Midi, et sur son camarade, **F. Joseph-Marie Capdecombe** (L'Isle-de-Noé, 32), que reposaient tous les espoirs du Gers. Les deux entrèrent au noviciat le 2 juin 1843.

Ce dernier avait vécu une période d'hésitation attribuée au mal du pays, à des soucis de santé et aux conseils de ses parents qui l'incitaient à l'étude du latin pour se faire prêtre. La vie consacrée était alors peu connue, voire peu considérée. Finalement, il choisit de rester chez lui (*ATLC*, 7^e série, p. 296 ; Laveille, t. II, p. 432).

Nous avons dressé la liste détaillée de tous les novices du Midi avec leurs lieux d'origine. Elle revêt à nos yeux une grande importance. Elle aide à connaître la complexité des situations. Elle traduit au mieux les efforts d'une région pour se développer. Elle rend compte de la vitalité ou du déclin de l'œuvre à un moment précis de son parcours. Mais la reproduire ici demanderait un espace trop considérable dans le cadre de cette esquisse.

Plus tard, il en sera fait un rapide bilan. Pourtant, malgré le temps passé à restituer ces noms propres, il nous semble que tous n'y figu-

rent pas encore ou qu'ils mériteraient quelquefois un affinement supplémentaire, nos diverses sources, au nombre de sept, nous ayant posé des problèmes de transcriptions, de recoupements ou de choix embarrassants ...

Le 16 décembre 1843, deux autres postulants se présentèrent au noviciat, dont **Jean-Pascal Dubourdiu** (Sarragachies, 32), qui deviendrait **F. Jean-Louis de Gonzague** ou **F. Jean-Louis**. Quant à son camarade, il avoua qu'il n'avait pas été bien informé, qu'il ne resterait pas à Ploërmel et qu'il voulait retourner chez lui. Aussi, réintégra-il sans tarder sa terre natale (CG, t. V, p. 137).

À 29 ans, le **F. Jean-Louis** faisait figure d'ancêtre au milieu des autres. Il avait étudié au collège d'Aire-sur-Adour (40). Mais ne se sentant pas appelé au sacerdoce, il songeait à se consacrer à l'enseignement dans un institut religieux. Son condisciple et ami, l'abbé Senescau, lui fit alors part du projet de Mgr Delacroix. C'est ainsi que l'aspirant entra au postulat d'Éauze.

Il se distinguait par sa maturité et sa réserve naturelle. Il serait l'un des pivots de l'œuvre de Gascogne dont, le premier, il assumerait la charge du postulat, du noviciat, de la direction des écoles du Midi et de la maison provinciale de Lavacan, lieu-dit de la commune de Pavie, à cinq kilomètres d'Auch, arrondis parfois à une lieue. Tant de responsabilités lui causèrent des ennuis de santé dont il ne se remettrait jamais entièrement (*Mén.*, p.714).

Plus précisément, il prendrait possession du postulat en 1853 à Éauze, du noviciat à Lavacan en 1856, dans cette « maison provinciale » appelée Saint-Nicolas, en l'honneur du prénom de Mgr Delacroix, son acquéreur et fondateur. Loin d'y être oublié, l'abbé Jean y eut droit à une attention particulière puisqu'une chambre lui serait réservée au cas où il viendrait en Gascogne.

Ce qui n'eut jamais lieu ! Le 31 mai 1854, le Père, non sans humour, répondait à ce sujet à un Frère du Midi dont le nom n'est pas décliné : « Je vous remercie de m'avoir envoyé le plan de Lavacan : que ne puis-je aller le vérifier par moi-même et passer quelques jours dans ma chambre ? Ce serait pour moi une consolation » (J.-M. de la Mennais : *Lettres et circulaires*, t. II, p. 1189).

Le 27 septembre 1844, trois autres Gersois franchirent le seuil du noviciat : **F. François de Sales Tallès** (Cazaubon, 32), **F. Alphonse (de Liguori) Fillos** (Campagne-d'Armagnac, 32), et **F. Stanislas Kostka Ganté** (Cazaux, 32). Ils furent imités en 1845 par les **FF. Sébastien Tinarrage** (Lannux, 32), **Augustin Richou** (Ramouzens, 32) et **Antonin Paulin** (Mansle, 16). Ce simple aperçu des origines montrent que les premiers aspirants venaient du Gers.

9 - SECOND VOYAGE DE MGR DELACROIX À PLOËRMEL : 1846.

Depuis le départ des premiers postulants pour Ploërmel, les diocésains du Gers se demandaient ce qui pouvait bien se produire dans cette « lointaine et mystérieuse Bretagne ». Justement, à la fin du mois d'août 1846, l'archevêque, accompagné de M. l'abbé Barciet, allait se rendre à Ploërmel dans le but d'avoir des informations plus précises.

Entre Auch et Ploërmel, il était bien sûr question d'argent. Ainsi, le 29 janvier 1846, le Père adresse-t-il cette lettre au prélat : « J'ai l'honneur de vous annoncer la réception du mandat de 1 200 F., que vous m'avez adressé le 15 de ce mois, et de vous remettre le compte des dépenses de vos jeunes postulants jusqu'au 31 décembre 1845 : il en résulte qu'à cette époque nous restons vos débiteurs de la somme de 91 F. 20 c. »

Par la même occasion, nous apprenons les nouvelles des Méridionaux en formation à Ploërmel. Ce qui témoigne d'une attention et d'un suivi particuliers de la part de l'abbé Jean, très sensible en outre à la santé de chacun. Il avoue par exemple que l'état général du **F. Alphonse de Liguori Fillos** lui a causé de sérieuses inquiétudes (CG, t. V, p. 421).

Malgré le petit nombre de jeunes présents à Éauze et à Ploërmel, les responsables envisagèrent les modalités de fondation des premières écoles du Gers. Le Père promit de l'aide en ce sens. En attendant, il s'engageait à former les futurs maîtres dans ses écoles de l'Ouest, lors de séjours pratiques, plus ou moins prolongés.

Entre autres exemples, et avant leur placement en Gascogne, le **F. Dubourdiu** irait à Pontivy, à Saint-Nazaire et à Herbignac. Le **F. François-Xavier Despaux** passerait par Cancale et Saint-Méen ; le **F. Sébastien Tinarrage** par Dinan, Saint-Malo et Couëron-sur-Loire. En outre, ces séjours permettaient aux stagiaires de préparer les examens.

C'est alors qu'à la surprise générale, le **F. François-Xavier**, qui se disposait à passer le brevet, fut atteint de typhoïde. Cette grave maladie infectieuse, due souvent à l'eau de boisson, était déterminée par un bacille qui ne fut identifié qu'en 1880 et dont le vaccin ne serait mis au point qu'en 1896. Le malade dut rejoindre Ploërmel où il mourut le 23 septembre 1846. Ce fut un choc terrible pour tous, notamment pour ses compatriotes (CG, t. V, p. 510, 511).

L'inhumation eut lieu au cimetière de la maison mère, en l'absence de ceux qui aimaient le défunt, loin, très loin de sa chère commune d'origine. Il laissait un très grand vide et un excellent souvenir. **Yves Le Fichant** en Bretagne (1800-1822) et **François-Xavier Despaux** pour le Gers (1825-1846) demeurent nos deux premiers

espoirs emportés par la mort, respectivement à 22 et 21 ans, à l'aube d'une vie prometteuse (*Chr.*, 1875, n° 5 ; *Mén.*, p.1158).

D'une manière générale, en parcourant la liste des Frères de cette époque, on ne peut pas ne pas être ému par les disparitions, nombreuses et précoces, qui endeuillèrent notamment la province. De temps à autre, nous en mentionnons quelques-unes. À titre indicatif, l'espérance de vie en 1872 était de 36 ans et un mois en France et, selon le *Dictionnaire Géographique de la France* d'Adolphe Joanne (1872), de 36 ans et deux mois dans le Gers.

<u>1846</u>									
NOM	Nom de religion	né le	à	Noviciat	Décès	à	Âge	VR	
LE RAZAVET Louis	Médéric	17/09/1807	Plourivo	17/07/1826	13/01/1846	Plouharnel	38,3	19	
LE CORNEC Pierre	Jean Colombini	25/03/1828	Plouha	11/08/1842	28/01/1846	Ploërmel	17,8	3	
RAULT Guillaume	Engelbert	16/07/1824	Langueux	06/08/1845	23/02/1846	Ploërmel	21,6	1	
LE FEVRON Eugène	Isidore Marie	01/11/1827	Guadeloupe	19/10/1844	04/03/1846	Ploërmel	18,3	1	
DESCHAMPS F	Régis	11/05/1819	St-M'Hervé	11/01/1843	18/05/1846	en mer (retour de G.)	27,0	3	
GUERN Jean Marie	Anicet	21/04/1825	Tonquédec	21/01/1845	09/06/1846	Ploëzal (22)(phtisie)	21,1	1	
PICARD Louis	François de Paule	20/01/1793	Trémuson	10/04/1827	17/06/1846	Ploërmel	53,4	19	
CAMENEN Joseph	Nicolas	23/03/1820	Locmariaquer	23/12/1838	12/07/1846	Guadeloupe(F.jaune)	26,3	8	
DESPAUX François		29/01/1825	Ste-Dode	02/06/1843	23/09/1846	Ploërmel(typhoïde)	21,6	3	
GUENOT Jean Pierre	Didier Marie	04/07/1813	Laignes	31/10/1843	14/12/1846	Martinique(typhoïde)	33,4	3	
Nombre :		10	Âge moyen des décès :		27,91				
Années de vie religieuse:					6,28				

Cet extrait de la liste des défunts de la congrégation donne les noms des 10 frères décédés en 1846. Leur moyenne d'âge est 27,9. Le frère François-Xavier DespauX figure en neuvième position.

Après la cérémonie, encore étreint par l'émotion, l'abbé Jean met Auch au courant de la tragédie. Voici des extraits de cette lettre : « Tous les habitants de la maison sont désolés de cette perte ; mais les **Frères Louis de Gonzague** et **François de Sales**, surtout, ont été vivement affectés. Ils n'ont pas eu le courage de suivre le convoi. Nos

autres Frères d'Auch, quoique non moins affligés, ont été plus fermes. » (CG, t. V, p. 511).

Quand lui parvint le pli, Mgr Delacroix présidait une retraite. Il répondit le soir même d'une manière qui paradoxalement peut nous surprendre dès l'abord : « Votre lettre m'a consolé en me disant comment ce pauvre jeune homme avait terminé sa vie. J'ai confiance que Dieu nous en aura fait un avocat pour son œuvre ...

« J'ai parlé à Messieurs les retraitants de l'état où elle se trouve, de la confiance qu'elle vous inspire ; je leur ai dit la mort du bon Frère ; tout cela a fait sur les prêtres le meilleur effet, et je vois que l'on commence à croire au succès » (*Mén.*, p. 1158).

Loin de verser dans le pathétique, de remettre tout en question, les deux hommes poursuivent leur dessein, plus unis que jamais par l'épreuve. Entre temps, dans son collège d'Éauze, M. Barciet se rongeaient les sangs à force d'attendre les premiers Frères. Aussi, l'archevêque se permit-il de soumettre cette inquiétude au Père lui-même.

B - LES LABORIEUX DÉBUTS DE L'ŒUVRE DE GASCOGNE (1846 - 1849).

1 - ÉAUZE : UN PIONNIER VENU DE ... L'OUEST : 1846.

Dérogeant à ses habitudes, le Père consentit en octobre-novembre 1846, à envoyer au collège ecclésiastique Saint-Taurin d'Éauze un religieux instituteur de l'Ouest en la personne d'un Nazairien : le **F. Mérite-Marie Touplain** (CG, t. VII, p.16).

Par circulaires, Mgr Delacroix avait informé ses diocésains, aussi bien le clergé que les fidèles, de l'identité des Frères qui étaient sur le point d'arriver et de leur mission spécifique. Ces diverses communications, ici rassemblées pour l'essentiel dans l'ordre de parution, revêtent une importance particulière. Et leur contenu donne un relief singulier au charisme du prélat.

« Il faut, *écrit-il*, que le Frère pratique toutes les vertus. Il les faut toutes pour remplir pendant la vie entière des fonctions aussi pénibles et aussi peu honorables aux yeux du monde que celles d'instituteur... Tout calcul d'intérêt, toute arrière-vue sur l'avenir, toute pensée d'ambition serait une preuve que Dieu n'appelle pas à cet état...

« Une capacité suffisante, la souplesse de caractère, une piété bien établie, d'excellentes mœurs, un désintéressement parfait, pas la moindre ambition si ce n'est l'ambition de servir Dieu et de se sanctifier en travaillant à la sanctification des enfants, voilà ce qui est indispensable... Il faut bannir chez le Frère l'ombre même de l'ambition, de la cupidité...

« Ce qu'il nous faut pour instituteurs, *continue-t-il*, ce ne sont pas tant des hommes qui sachent beaucoup de choses mais des hommes

qui sachent convenablement ce qu'ils doivent enseigner aux enfants ; des hommes qui soient des exemples de vertu pour les enfants et des modèles de conduite pour les paroissiens ; des hommes d'une vertu solide, dévoués, désintéressés, retenus et modestes, dont la conduite toujours régulière et chrétienne soit à l'abri de la séduction et de tout reproche ...

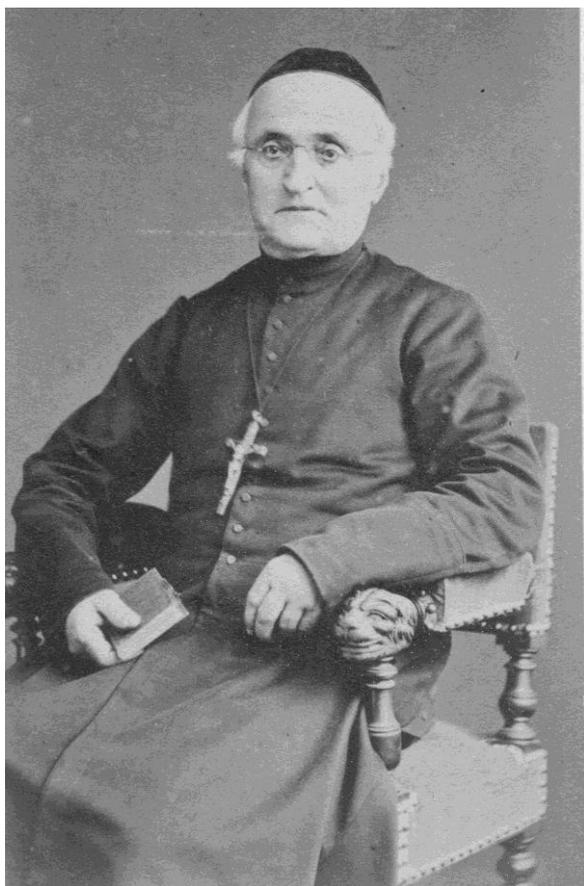
« Enfin, des hommes religieux comme le sont les Frères de la Salle. » Allusion judicieuse que chacun pouvait comprendre, ces derniers étant implantés dans certaines villes importantes du diocèse et connus de tous. Le prélat renchérit, et résume tout son propos dans cette phrase : « Le désintéressement et la parfaite indifférence [sont] absolument indispensables à un religieux »...

... Par la suite, le nombre des collèges ecclésiastiques où exerceraient les FIC s'avéra important - et trop élevé au dire du **F. J.-L. Dubourdieu** lui-même. Ce fut le cas pour Éauze, Auch, Lectoure, Saint-Pé-de-Bigorre, Gimont, Buglose, Vic-Fezensac, Bordeaux-Tivoli, Toulouse-Le-Causou, Agen, Marmande, Castelnaudary, Matha, Toulouse-Saint-Stanislas, Montpellier, Sarlat, Sorèze, Larressore, Perpignan, Prades, Dax, Villeneuve-sur-Lot, Bayonne et Pau.

2 - EAUZE : LES PREMIERS FIC GASCONS : 1847-1884.

En règle générale, il apparaîtrait d'abord que les effectifs scolaires seraient loin d'être pléthoriques. Mais comme les exceptions confirmant la règle, ils pourront parfois dépasser l'imaginaire. Tel enseigna à 160 élèves en attendant le remplacement de son adjoint malade ! À Lourdes, en 1855, deux maîtres feraient la classe à 225 garçons, à raison de 120 pour l'un et de 105 pour le second ! Autre constatation : le personnel changeait trop fréquemment aux dires de certains parents.

Le 16 octobre 1847, les responsables du collège ecclésiastique Saint-Taurin d'Éauze initié par Mgr Delacroix accueillirent avec joie les deux premiers religieux natifs du pays : les **FF. Jean-Louis Dubourdieu** et **Bernard Villa**. Nommés comme « auxiliaires » de l'abbé Fourquet, nouveau Supérieur, ils remplacèrent en novembre le **F. Mérite-Marie Touplain**. La première implantation des Frères du Gers trouvait enfin son aboutissement gascon (CG., t. 6, p. 134).



**Frère Jean-Louis
Dubourdieu, maître
des novices et pre-
mier Supérieur des
Frères du Midi**

Concrètement, le **F. Jean-Louis** aidait l'abbé dans sa classe, tandis que le **F. Bernard** devait sous leurs ordres s'occuper des petits en-

fants qu'on amenait fort jeunes à l'école, la ville (3 915 hab. en 1846) ne disposant pas encore de l'institution bienfaisante d'une « salle d'asile ». Nos deux instituteurs donnèrent d'emblée entière satisfaction.

L'école primaire communale fonctionnerait dans le collège d'Éauze, selon cette formule, avec des effectifs encourageants. Les Frères quittèrent ce local en 1864 pour enseigner dans un immeuble proche, situé plus à l'est. Ils y resteraient jusqu'en 1884, date de sa laïcisation. Il s'agit là du premier exemple où les religieux enseignèrent dans deux lieux distincts au sein d'une même commune.

3 - LE POSTULAT D'ÉAUZE : 1850-1852.

Depuis 1842, le postulat se trouvait dans les dépendances du collège d'Éauze. Le **F. Jean-Louis Dubourdiu** en prendrait la relève. Le 13 février 1850, Frères et postulants, quittant leurs locaux d'origine, se mirent à leur ménage dans une maison particulière. Ils y resteraient jusqu'à la fin de 1852.

Les deux FIC qui exerçaient au collège amenaient les postulants en classe le matin. Le soir, ils les accompagnaient à l'église pour la prière. Il ne leur était pas rare d'entendre des moqueries formulées à leur endroit. On devine aussi aisément que, vu ses responsabilités, le **F. Jean-Louis** ne pouvait pas toujours disposer d'assez de temps pour se consacrer à la formation des jeunes.

Sur ces entrefaites, un autre malheur s'abattit sur la colonie bretonne. Le **F. François de Sales Tallès**, né le 18 décembre 1823, tomba gravement malade et mourut de la tuberculose à Ploërmel, le 4 août 1847, après que le Père lui eut administré les derniers sacrements. Le bacille de cette maladie ne serait découvert qu'en 1882.

C'était la seconde disparition d'un jeune de Gascogne. Un témoin rapporte que « le Père en pleura ». Ce dernier adressa immédiatement un courrier au prélat d'Auch, en des mots bien sentis, voire prophétiques : « Cette nouvelle perte est bien douloureuse; mais j'ai la confiance que si le Seigneur éprouve de la sorte l'œuvre entreprise pour sa gloire, il la bénira et la fera prospérer plus tard » (CG., t. V, p. 606 ; *Chr.*, année 1875).

*... Précédés de points de suspension, il nous arrivera – comme pour mieux appréhender la vie de la province -, de mentionner des « brèves » concernant l'année ou la période indiquée en en-tête. Ainsi, en 1847, entrèrent au noviciat les **FF. Adolphe Lacomme** (Jégun, 32), **Priscien Rixens** (Saint-Gaudens, 31), **François-Xavier Laffargue** (Bouzon, 32) et **Paul Lagarde** (Manciet, 32).*

Ce dernier détient deux records. Celui de s'être engagé à treize ans et demi. Et celui d'avoir reçu le plus d'obédiences. Il fut aussi correspondant de *La Chronique* pour laquelle il rédigea des « Notes sur la fondation des Frères de l'Instruction Chrétienne en Gascogne. » (*Chr.*, oct. 1877, déc. 1877, févr. 1878 ; *Mén.* : p. 714).

4 - BASSOUES - D'ARMAGNAC (32) : 1848-1888.

Le 21 novembre 1848, le **F. Sébastien Tinarrage**, aidé du **F. Adolphe Lacomme**, ouvrit pour 55 garçons l'école communale de Bassoues (1 667 hab. en 1846). Les deux maîtres n'avaient pourtant pas fait l'unanimité au sein du conseil municipal. (*Les verbes « ouvrir » et « fermer » ne doivent pas nous abuser ici comme plus tard. Selon le contexte, un établissement pouvait exister avant l'arrivée des FIC ou continuer à fonctionner après leur départ.*)

Pourtant, lors de la laïcisation, on relèverait cinq listes de protestation, dont celle du conseil municipal qui rendait hommage au dévouement de ses instituteurs. Rien n'y fit. En décembre 1888, les enseignants durent quitter l'unique école de cette attachante localité, un des plus beaux sites touristiques du Gers (*Chr.*, année 1877 ; *Mén.*, p. 659, 715, 862).

... *Le F. Arnoul Halbide (Gotein, 64) décéda prématurément aux Saintes, en Guadeloupe, le 25 mai 1848, à 30 ans. Il représente comme le premier maillon de la chaîne des missionnaires du Midi. Enfin, le F. Stanislas Kostka Dupuy (Sarragachies, 32) fut apparemment le seul novice de l'année 1848 (Chr., année 1875 ; EM, n° 29; Mén., p. 659, 715).*

5 - BARRAN (32) : 1849-1866.

Bien que divisée également, la commune de Barran (1 821 hab. en 1846) voulut à son tour faire sienne en mai 1849 l'expérience de Bas-soues, quand l'instituteur vint à décéder à 80 ans, laissant après lui de rares élèves désœuvrés. Le F. Bernard Villa devint le premier directeur de cette école communale de 45 élèves, qui, ne pouvant se suffire, ferma dès 1866 (1863, *d'après le F. Paul Lagarde, ce témoin déjà rencontré*). Ce qui prouve qu'il est parfois difficile de trouver la vérité (*Chr.*, 31 décembre 1877 ; *EM.*, n° 39, p. 127).

C - DE L'ASSOCIATION À LA DÉMISSION DE MGR DELACROIX (1849-1856).

1 - LE CONTRAT D'ASSOCIATION : 1849.

Désireux de mettre au clair les rapports entre Ploërmel et Auch, l'archevêque voulait rédiger un contrat en bonne et due forme entre M. de la Mennais et l'autorité diocésaine, en vue de renforcer les liens avec la Bretagne. Il prit donc le chemin de Ploërmel après s'être annoncé pour le 12 octobre 1849. Deux témoins assistaient à la rencontre : l'abbé Rouault, aumônier de la maison mère, et l'abbé Raiboisson, bras droit du prélat, chargé depuis 1847 des FIC du Gers.

Plusieurs jours durant, ils élaborèrent les dispositions particulières relatives aux écoles des FIC du diocèse d'Auch, qu'ils signèrent le 17 octobre 1849. À la demande du prélat, l'abbé Jean prenait en main la haute direction des établissements du Gers et devenait le jour même supérieur général des Frères de Gascogne, dont la règle devenait celle des FIC de Ploërmel.

Le reste en découlait. Sauf que le Midi conservait une certaine autonomie, à cause de la distance : 530 km séparent Auch de Ploërmel. Les Frères obéiraient au Frère qui exercerait la fonction de directeur principal, le **F. Jean-Louis Dubourdieu** en la circonstance. L'abbé Jean rédigerait et approuverait les règlements particuliers et le prélat en surveillerait l'exécution, directement ou par son délégué. Il était aussi prévu de bâtir un noviciat sur place.

Quant à la formation des sujets, on décida que serait effectué un postulat de trois mois au minimum. Le supérieur général conviendrait ensuite de l'opportunité d'appeler les sujets en Bretagne, soit pour

recevoir un complément de formation, soit pour entrer immédiatement au noviciat. Quant aux Frères, ils ne pourraient en aucun cas émettre ou renouveler leur vœu d'obéissance sans l'accord du Père.

Le **F. Dubourdiu** n'était pas habilité à placer ni à déplacer un religieux sans en avoir référé au Père, quitte à recourir au prélat d'Auch en cas d'urgence. Aucun établissement ne pourrait être promis ni fondé sans le concours des deux autorités. L'abbé Jean était libre d'appeler les sujets du Midi à un quelconque emploi dans la congrégation, après entente avec l'ordinaire d'Auch.

Ce qui sous-entendait deux cas de figure. Si le déplacement concernait le diocèse, ou bien s'il était requis par le prélat, le supérieur général n'était pas tenu de remplacer le sujet ni d'assumer les frais de voyage. Dans le cas contraire, l'abbé Jean tenait à ce que cette mutation ne nuise pas à l'école qu'aurait quittée le maître appelé en Bretagne et supporterait les dépenses du voyage.

Le prélat ou son délégué superviserait annuellement les comptes dont le récapitulatif serait envoyé en Bretagne. Mgr Delacroix, comme ses successeurs, assurerait cette autonomie de gestion aux dépens de son diocèse et de ses ressources personnelles. Pour le bien de l'œuvre, il investirait de la sorte plus de 100 000 F. dont 30 000 proviendraient de sa fortune et de ses biens propres.

Malgré son inévitable bicéphalisme, ce compromis tiendra jusqu'en 1876. Concrètement, l'abbé Jean héritait d'un surcroît de travail, mais il obtint que dorénavant l'abbé Raboisson se rendrait disponible pour les retraites, tant en Bretagne qu'en Gascogne. Ainsi prêcha-t-il à Éauze celle de 1849 destinée aux **FF. Jean-Louis Dubourdiu, Sébastien Tinarrage, Bernard Villa et Adolphe Lacomme**, les voyages à Ploërmel s'avérant trop dispendieux (*Chr.*, année 1877).

... L'année 1849 ne fut guère heureuse en aspirants. **F. François de Sales Pérès** (Monlézun, 32), entra seul au noviciat au mois d'août. Jusqu'ici, le **F. Dubourdieu** détenait un record : celui de s'être rendu en Bretagne à 29 ans. Dans le cas présent, le novice allait sur ses 32 ans. Il mourut à Pavie à l'âge de 45 ans.

2 - CASTEX (32) : 1851-1852.

En 1851, le **F. Adolphe Lacomme** ouvrit une classe unique à Castex (565 hab.). Mais dans des conditions telles qu'elle serait fermée dès l'année suivante, le presbytère ne pouvant offrir une chambre au nouveau titulaire. Au bout du compte, le curé, encore fort réticent, se décida à la lui procurer, in extremis (*Mén.*, p. 1038).

Cependant, il persistait toujours à ne pas le recevoir à sa table, « pour n'être compromis en rien », au cas où l'école susciterait des problèmes inédits plus ou moins graves. Or la règle de l'Institut exigeait qu'un Frère placé seul prît toujours sa pension chez un ecclésiastique de la localité.

Une lettre de Ploërmel, du 26 janvier 1852, aide à comprendre cette situation particulière et nous montre l'intransigeance respectueuse du Père - même envers l'ordinaire d'Auch -, sur les points essentiels des Statuts. « À Castex, note l'abbé Jean, et à Auch même, les Frères ont été logés chez les laïques : cela peut avoir de graves inconvénients, et jamais en Bretagne je n'ai autorisé rien de semblable ».

3 - SAINT-MONT (32) : 1851-1856.

Saint-Mont (700 hab. en 1851), célèbre par ses vignobles, accueillit le **F. Augustin Richou** qui prit avec beaucoup de douceur les 28 élèves de l'école publique. Mais l'expérience prit fin dès 1856, à

cause du climat délétère ambiant et des jalousies tenaces qui ne manquaient pas de diviser les Saint-Montais.

Le **F. Augustin**, un être d'exception, mais de santé fragile, eut beaucoup à en souffrir. M. Dupuy, ex-Frère Stanislas, neveu du **F. Dubourdieu**, exerçait à l'école libre de Riscle, limitrophe de Saint-Mont où il avait enseigné auparavant. Comme il avait toujours sa propriété à Saint-Mont et s'y était marié, il désirait être placé à nouveau dans cette localité comme instituteur communal.

Le **F. Richou** écrivit au Père : « Dans ce but, il me prend, - ce qui est modéré -, une douzaine d'élèves. Voilà pourquoi je n'en ai que 28. Cependant, la loi s'oppose à ce qu'il soit remplacé ». M. Dupuy monta une cabale contre le titulaire afin de récupérer son poste. Et après le départ du Frère, il réussit à réaliser son rêve (*Mén.*, p. 715).

4 - AUCH (32) : 1851-1869.

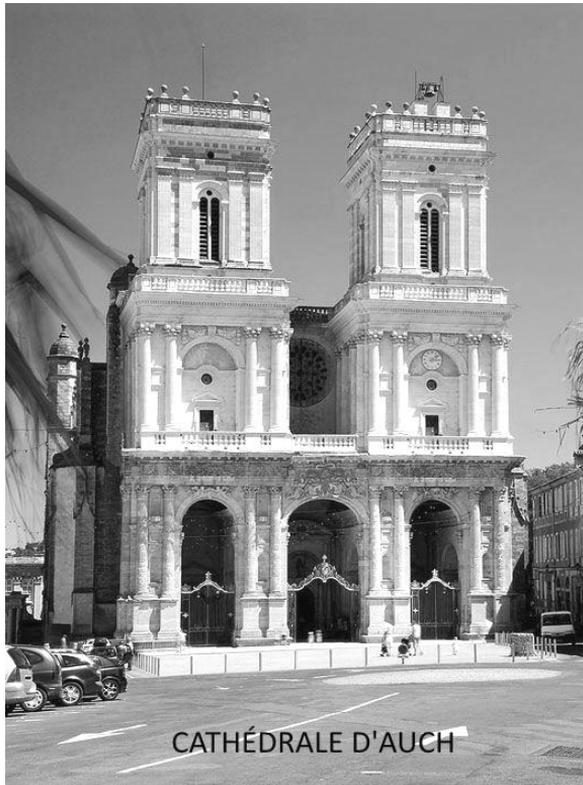
Devant le manque d'aspirants, le P. Raboisson écrivit au **F. Dubourdieu**, le 7 octobre 1851 : « Si l'école des Frères s'accrédite au séminaire, l'œuvre prendra beaucoup de faveurs parmi les ecclésiastiques. Il est donc à propos d'établir cette école sur un pied solide. Je voudrais la voir dirigée par deux Frères brevetés, capables, et qui parleraient mieux le français que nos Frères gascons. » Ce souhait reviendra plusieurs fois au cours de cet historique.

Aussi, en novembre, le petit séminaire d'Auch (12 141 hab. en 1851) demanda-t-il deux religieux. Le **F. Mélite-Marie Touplain**, titulaire, envoyé en renfort de Bretagne, et le **F. Paul Lagarde** s'acquittèrent parfaitement de leur tâche. Ils furent remplacés par les **FF. Celse-Marie Bourgneuf** et **Aldric Pigeon**, natif de Normandie.

Le 19 novembre 1855, le **F. Celse-Marie** se plaignait au Père de son emploi du temps surchargé. Jugeons-en plutôt : « 7 h : classe de

dessin faite par moi, le **F. Aldric** est libre - 8 h : déjeuner – 8 h ½ classe – 10 h ½ : récréation – 10h ¾ : écriture puis étude par le **F. Aldric** - 1 h ½ : étude par moi – 2 h ½ : classe – 4 h ½ : récréation – 5 h : étude faite moitié par moi, moitié par le **F. Aldric** - 7 h 30 : souper. Ces malheureuses études, poursuit le Frère, nous tiennent séparés tous deux de 7 h du matin jusqu'à 8 h du soir. Je ne les eus jamais acceptées s'il eût dépendu de moi. »

Le fait d'enseigner dans des écoles ecclésiastiques était une des caractéristiques du Midi, avons-nous signalé. Mais il comportait des avantages : on était soustrait à quelques contraintes ou dispensé parfois de certains diplômes. Mais surtout, on n'avait pas besoin de construire à tout coup, soit les écoles, soit les maisons communautaires.



... Concernant Auch, on trouverait en outre, à la maîtrise de la cathédrale, un Frère en 1856. (Archives du diocèse d'Auch ; Chr., avril 1892)... En juillet 1851, les **FF. Joseph-Marie Marsan** (Bassoues, 32) et **Jean-Baptiste Dugoujon** (Éauze, 32) furent les derniers postulants du Midi à se rendre à Ploërmel. Car le noviciat se déroulerait désormais à Lavacan, sous la conduite du **F. Dubourdiou**. (Chr., III, p. 114 ; E. M., n° 39; Mén., p.1038).

5 - MIRANDE (32) : 1852-1903.

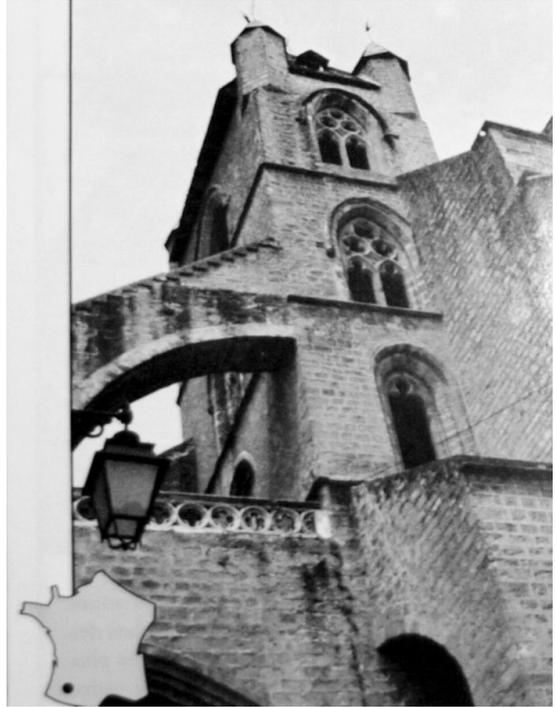
De 1852 à 1903, les FIC ouvrirent et fermèrent plusieurs fois cet établissement. Il s'agit en l'occurrence d'un véritable cas d'espèce, l'un des plus complexes à démêler, qui eut lieu dans cette petite sous-préfecture du Gers (3 454 hab. en 1851). De 1852 à 1857 d'abord ; puis de 1860 à 1868; de 1869-1871 ensuite ; de 1887 à 1903 enfin.

Les demandes en maîtres étant nombreuses et les titulaires manquants, l'année 1852 fut surtout marquée par l'arrivée d'un renfort exceptionnel dépêché par le Père depuis Ploërmel. Il s'agissait du **F. Mélite-Marie Touplain**, rentré à Ploërmel aux vacances d'août, et qui accompagnait les **FF. Hermin Vellet-Marie Perrot, Savin-Marie Richard, Celse-Marie Bourgneuf** et son frère **Léobard-Marie Bourgneuf**.

Les **FF. Léobard** et **Hernin** furent affectés à la nouvelle école libre de Mirande qui comptait 60 élèves, cependant que la localité possédait déjà un établissement communal du même genre. Pour la première fois, les Frères allaient donc prendre en main la direction d'une maison jugée « importante ». Le **F. Austinde-Marie Jacob** leur vint en renfort en 1853. En 1855, le **F. Léobard-Marie** quittait Mirande pour être remplacé par le **F. Evariste Lyezevski**, né à Ian'ov, en Pologne,

Les familles focalisèrent bientôt leur mécontentement sur ce dernier qui avait du mal à se faire comprendre en français et qui souffrait d'un manque d'autorité en classe.

L'établissement périclita, avant d'être fermé le 17 octobre 1857. En 1860, le **F. Paul Lagarde** procéda à sa réouverture, avec 40 élèves, nombre qui progressa vite et atteignit 82 en 1863, pour trois maîtres. Il y en aurait dix à exercer de 1860 à 1868, date d'une seconde fermeture.



Église de Mirande

Nous n'avons que peu de renseignements sur la période de 1869 à 1871. Peut-être l'école libre annexée au collège fut-elle alors supprimée ? Elle fut rouverte en 1887 et accueillit une quarantaine de garçons. Les deux Frères recevaient un traitement de 2 000 F., la rétribution de la cuisinière comprise. En 1894, le **F. Abel Gaudichon** au cours d'un voyage notait la présence de trois FIC et de 76 élèves à Mirande.

Mais dans un rapport du 21 octobre 1902, l'Inspecteur d'Académie communiquait au Préfet : « L'école des Frères de Mirande compte de 30 à 35 élèves. Les cours sont gratuits mais les fournitures payantes, sauf pour les nécessiteux. Cette école où l'on

n'enseigne que des principes anti-démocratiques n'offre aucun caractère d'utilité publique ». Nous savons ce qu'il en était à l'époque des problèmes de l'enseignement.

6 - VIELLA (32) : 1852-1882.

Les **FF. Adolphe Lacomme**, titulaire, et **Sabin-Marie Richard** inaugurèrent l'école communale de Viella (1 811 hab. en 1846). Ils s'installèrent dans « la halle municipale, avec ses mille désagréments », local très incommode tant à cause du bruit que du froid en hiver et de la chaleur en été. À la nomination du second directeur, les effectifs se mirent à diminuer à cause notamment du départ, unanimement déploré, du **F. Adolphe**.

Deux autres raisons expliquaient en outre cette baisse. La mauvaise vendange, dommageable aux rétributions, et l'émergence d'un parti hostile aux religieux. Pour pallier cette situation, les FIC inaugurèrent une classe du soir et gagnèrent l'estime de la population. Le **F. Michel-Marie Carmouet**, qui deviendra secrétaire de mairie, fut alors victime des courants d'air et dut se faire opérer. Mais il reporta l'intervention aux vacances, car il fallait avant tout voir le programme.

Du coup, la municipalité songea à offrir aux maîtres un autre local, qualifié de « vrai bijou », mais qui resterait largement sous-employé. La grande classe pouvait contenir 120 élèves et la petite 70 ! À la rentrée suivante, elles n'hébergèrent respectivement que 30 et 32 garçons. Néanmoins, le total atteindra 78 élèves en 1880-81.

... Lagraulet (32), sur un affluent de l'Auzoue, situé à 17 km de Condom et à 41 d'Auch, qui comptait 1 255 habitants en 1846, fit appel à son tour aux Frères instituteurs. Mais aucune trace n'atteste leur présence dans cette commune. De sorte que nous avons ici encore une illustration de ces multiples demandes qui ne purent être satisfaites faute de candidats.

7 - LE DOMAINE DE LAVACAN À PAVIE (32) : 1853-1903.

Mgr Delacroix et le Père avaient vite compris que l'ambiance particulière d'Éauze nuisait à l'éclosion des vocations. Aussi, rien d'étonnant qu'à partir du 1^{er} janvier 1853, le domaine de Lavacan, du nom d'un château situé dans la commune de Pavie (1 010 hab. en 1851), prît jusqu'en 1903 le relais du postulat et de la direction générale de la Province du Midi (*Mén.*, p. 527).

Il n'existe peut-être rien de plus doux, de plus apaisant, de plus propice à la réflexion que cette promenade de Pavie en direction d'Auch, par un lumineux après-midi d'automne, sous l'haleine chaude du vent du Sud, tandis que, tout proche, le Gers roule vers le Nord ses eaux clapotantes.

*... Conformément à la charte de 1849, l'année 1856 verra en septembre l'ouverture du noviciat de Saint-Nicolas-de-Lavacan qui fermerait en 1891, date à laquelle celui de Ploërmel, reconnu canoniquement, prendrait le relais et formerait à nouveau, comme à l'origine, les aspirants du Midi. Dans l'intervalle, d'ailleurs, certains avaient directement intégré Ploërmel, tandis que de rares autres étaient venus se former à Lavacan (*Mén.*, p. 715).*

Le **F. Jean-Louis Dubourdieu**, se succédant à lui-même à la tête du postulat, avait pris la responsabilité du noviciat, tout en restant chargé de la visite des autres écoles et de la direction de l'œuvre. Un Frère lui aidait plus que jamais pour les classes et le suppléait lors de ses déplacements. Mais le Supérieur, ébranlé dans sa santé, fut remplacé en 1866 par le **F. Adolphe Lacomme**.

La correspondance entre Ploërmel et Auch nous fournit la genèse de cette implantation, la plus importante du Midi. Le 24 décembre

1852, Mgr Delacroix écrit au Père : « Notre position par rapport au postulat va se trouver bien améliorée. Ce ne sera plus à Éauze, mais à Pavie, paroisse à trois quarts d'heure d'Auch, qu'il sera dorénavant et à partir du 1^{er} janvier prochain ...

« Je viens de faire l'acquisition non d'une maison, mais d'un vrai château avec jardin, prés, champs, cours ... Le tout de la contenance de trois hectares et demi. Position, château et bâtiment superbes, avec mobilier, linges, batterie de cuisine. De plus, les bâtiments sont accompagnés d'énormes granges et de pièces d'exploitation dont on pourra tirer un très bon parti. ...

« En appropriant un peu le local, on pourra y loger plus de 300 Frères. À part l'étendue du terrain, je crois, sans présomption, que cela vaut le marquisat de Boyac. » *Cette allusion plaisante renvoie au vieux « manoir » de la région de Ploërmel, acquis par le Père en 1848 en vue de pallier le problème d'hébergement des Frères lors des retraites annuelles.*

« Et cependant, continue le prélat, quoique les bâtiments soient neufs, à l'exception du château qui est en très bon état de conservation, le tout ne nous coûte que 22 000 F. Il ne manque plus, pour couronner cette affaire qu'une visite du cher Père dans le courant de l'été prochain ...

« Le **F. Jean-Louis** est arrivé hier de sa visite à Viella, Saint-Mont, Mirande, Bassoues et Barran. Il est reparti ce matin pour Éauze d'où il reviendra avec le **F. Stanislas Dupuy**, de Sarragachies, pour prendre possession du château de Lavacan, le 1er janvier prochain. »

Le 26 janvier suivant, le Père répondait à Mgr Delacroix : « Je suis fort aise, Monseigneur, que vous songiez à transférer à Auch notre postulat : il est certain que jamais il ne sera plus florissant tandis qu'il sera fixé à Éauze, et cependant l'œuvre sera languissante jusqu'à

ce qu'elle ait assez de sujets pour se développer et se faire connaître dans les différentes parties du diocèse. À Éauze, personne ne la connaît, rien n'éveille les vocations.



Le domaine de Lavacan à AUCH

Le 2 avril 1853, dans une circulaire envoyée au clergé, l'archevêque annonçait : « La maison provisoire d'Éauze vient d'être remplacée définitivement par une autre, vaste et commode, située à Pavie. C'est là que dorénavant on recevra les postulants pour l'examen de leur vocation et pour les envoyer de là, s'il y a lieu, dans le noviciat de Ploërmel ...

« Trois mois suffisent ordinairement pour juger de l'aptitude et de la vocation des sujets. » En 1855, Mgr Delacroix compléta ce premier lot de la propriété de Pavie par un second achat de 6 ha 90 effectué à ses frais, auprès de la même famille Sevin (*Archives, Séminaire d'Auch*).

8 - LECTOURE (32) : 1853-1861.

En 1853, le **F. Celse-Marie Bourgneuf** se chargea du cours supérieur de français au collège ecclésiastique Saint-Joseph de Lectoure (6 225 hab. en 1851), récemment initié par Mgr Delacroix. Du coup, la ville demanda également des FIC pour son école communale. En vain, apparemment.

Le **F. Eveurce Trovel**, descendu de Bretagne et successeur du **F. Celse-Marie**, avait en 1855, 6 h de classe et 2h ½ h d'étude, pour 20 élèves. Lors de la fermeture en 1861, deux Frères faisaient toujours classe, respectivement à 16 et à 11 élèves (*Mén.*, p. 100).

9 - MIÉLAN (32) : 1854-1866.

L'école de Miélan accueillit en 1854 les **FF. Victrice Kerneuf** et **Joseph-Marie Marsan**, son adjoint, chargé de la deuxième classe. Ce dernier était entré au noviciat, au grand dam de ses parents qui auraient préféré le voir prendre comme son aîné le chemin du séminaire et assister à la cérémonie de son ordination. Nous savons que les cas de ce genre n'avaient rien d'exceptionnel.

Le remplaçant du **F. Marsan**, le **F. Jean-Baptiste Dugoujon**, rédigea en août 1857 un courrier fort instructif sur l'emploi du temps d'un religieux de la province : « Messe, déjeuner, classe de 8 h à midi, dîner, école de 1 h à 5 h, dessin de 5h à 7 h, souper, adoration et prière en commun à l'église, coucher vers 9 h ... »

« Si je trouve un moment libre, je me mets à lire, et toujours dans les mêmes livres, savoir : *L'Imitation*, le *Nouveau Testament*, les *Psaumes*, « Rodriguez » et quelques autres livres de piété. Et quand je les ai finis, je recommence. » *L'Imitation* : il s'agit de « *L'Imitation de Jésus-Christ* », d'un auteur anonyme, généralement attribué au

moine Thomas a Kempis, écrit à la fin du XIV^e ou au début du XV^e siècle.

On doit à Félicité Lamennais une traduction remarquable qui le fit connaître dès 1824. Quant à « Rodriguez », il désigne le jésuite Alphonse Rodriguez (1538-1616), qui composa en 1609 la célèbre « Pratique de la perfection et des vertus chrétiennes », ouvrage qui, après la Bible - présentée alors en extraits - et « L'Imitation de Jésus-Christ », fut l'un des plus lus par les chrétiens au XIX^e siècle.

À l'école communale de Miélan (2 043 hab. en 1851), où les salles de classe avaient été construites en 1846, il n'y avait au départ, selon un rapport, « ni cour, ni préaux, ni jardin. Les classes étaient à l'étage. En dessous, c'étaient les Halles qui tenaient lieu de préaux. Le logement des maîtres manquait absolument ! »

En 1865, la situation s'exaspéra entre, d'une part le **F. Victrice** et la population, et d'autre part entre lui et les autorités représentées par le curé et le maire. Jugés inopportuns, les agissements du maître - au demeurant excellent classier - ne firent qu'aggraver sa position. On ne s'étonnera donc pas de constater le départ des Frères de Miélan dès 1866 (*Mén.*, p. 100).

D - L'ŒUVRE DÉBORDE LE GERS OÙ ELLE CONTINUE DE S'ENRACINER.

1 - IBOS (65) : 1854-1870.

Une première allait se produire en 1854 : la prise en charge d'une école communale située hors du Gers, à Ibos (2 047 hab. en 1851), dans les Hautes-Pyrénées. Cette commune, célèbre par son église du XIV^e, demandait des religieux enseignants. C'est ainsi que les **FF. Auxilien-Marie Gicquel** et **Osmond-Marie Chauvel**, quittant leur Bretagne natale, s'y rendirent en toute disponibilité.

Dès le 11 janvier 1855, le maire en personne écrivit à Mgr Delacroix : « Les deux Frères conviennent parfaitement ». Comme l'établissement dénombrait 160 élèves, que l'adjoint était momentanément tombé malade, le conseil municipal se chargea de payer un troisième enseignant, en la personne du **F. Jean Villa**.

Et Mgr Laurence, l'évêque des apparitions de Lourdes, s'adressa ainsi au Père, dès le 24 août 1856 : « Le grand bien que vous avez fait à la religion me font vivement désirer que vous soyez attaché à l'Église et au clergé de Tarbes. C'est pour ces motifs que je vous ai nommé chanoine de la cathédrale de Tarbes, avec dispense d'installation. » (Laveille, t. II : p. 453 ; *Mén.*, p. 149, 965).

... Le 7 septembre 1854, M. Nays, curé de Ploërmel, bénit la chapelle, non encore achevée, de la maison mère en présence de l'abbé Jean et de quelques prêtres, dont M. Raboisson, du diocèse d'Auch, venu pour les retraites. Ce dernier eut l'honneur de donner la première instruction en ce lieu qui allait devenir comme le cœur de l'Institut (Chr., jt 1954, p. 536-543).



2 - JEGUN (32) : 1855-1878.

L'année 1855 bénéficia de l'ouverture de quatre autres établissements. L'école libre de Jégun (2 039 hab. en 1851), à 19 km d'Auch, accueillit les **FF. Paul Lagarde** et **Sérène Meslin**, en vue de scolariser 30 élèves au total. Il y en aurait 70 élèves en 1858.

Mais à partir de 1876, surgirent divers obstacles, liés au contexte politique. Il y sera encore souvent fait allusion par la suite. Si bien que le 17 février 1878, le conseil municipal exprima unanimement un vœu suggérant au conseil départemental de décider la nomination d'un instituteur laïque à la direction de l'école communale. Les Frères furent alors obligés de quitter Jégun.

3 - PAVIE (32) - ÉCOLE PRIMAIRE : 1855-1862.

Au cours de l'année 1855, l'école primaire de Pavie (1 010 hab. en 1851), qui fonctionnera jusqu'en 1862, fut rattachée à Lavacan. L'état du 9 mars 1856 signale la présence d'un Frère et de 20 élèves. Puis, l'école libre de Pavie - la même que précédemment ? - reverra un religieux à partir de 1889.

4 - LOURDES (65) : 1855-2014.

Pour cet établissement qui synthétise en quelque sorte la présence et l'action des FIC du Midi et pour l'Institution Béthanie de Ciboure, voir le chapitre III.

5 - SAINT-PÉ-DE-BIGORRE (65) : ÉCOLE : 1855-1878.

L'école communale de Saint-Pé-de-Bigorre (2 907 hab. en 1851) - où « Pé » est l'apocope de Petrus ou Pierre -, reçut le 3 décembre 1855 les **FF. Adolphe Lacomme** et **Constantin-Marie Combes**, alors que les salles de classe étaient dans un état déplorable.

À tel point que le préfet en personne écrivit au sous-préfet que le bâtiment où étaient logés les maîtres menaçait ruine. Le conseil municipal avait bien songé à bâtir. Mais rien n'avait encore été fait en 1864, date à laquelle l'école comptait 30 payants et 60 gratuits.

Le 11 octobre 1873, le **F. Evariste Liezevski**, ancien de Mirande, dont l'accent ne s'était pas amélioré, subit une inspection très défavorable. Après une longue description de la situation, l'Inspecteur résuma ainsi l'état des lieux : « Cette salle présente moins la physionomie d'une classe que l'aspect d'une pièce convertie en cuisine, office et bûcher... »

Aussi suggéra-t-il de remplacer les deux maîtres par trois autres, plus aptes à l'enseignement, et d'engager le conseil municipal à assurer à ces trois Frères un traitement de 1 800 F. Cependant, après avoir considéré que ce service pouvait être rendu par des laïques qui offriraient les mêmes garanties que les congréganistes, la municipalité vota à l'unanimité le départ des religieux.

Contre toute attente, l'Inspecteur primaire s'adressa alors au maire pour lui émettre un avis contraire parce que la commune ne serait pas gagnante dans l'opération. Cependant, en butte à de sérieux obstacles, le **F. Mathurin Lardos**, titulaire, se sentit dans l'impossibilité de suffire à la tâche et donna sa démission en octobre 1878 : l'école communale devint alors laïque.

E - UNE DATE DES PLUS IMPORTANTES : 1856.

L'année 1856 revêt une importance significative. Elle prouve la vitalité des implantations scolaires. Elle marque la démission de Mgr Delacroix de son siège archiépiscopal d'Auch : les FIC du Midi perdent à la fois leur instigateur et leur protecteur. Elle permet enfin d'établir un bilan de l'œuvre de Gascogne, dix ans après la venue du premier instituteur enseignant en 1846.

1 - SAINT-PÉ-DE-BIGORRE (65) : SÉMINAIRE : 1856-1857.

Pour son collègue ecclésiastique, le supérieur du petit séminaire de Saint-Pé-de-Bigorre (2 723 hab. en 1856) demanda un Frère enseignant qui logerait et mangerait avec ses deux confrères de l'école communale. Il ne viendrait au petit séminaire que pour faire la classe de français. L'intéressé, le **F. Aldric Pigeon**, de santé fragile, quitta Auch où il avait été placé l'année précédente.

Le **F. Adolphe Lacomme**, aidé d'un confrère, continua d'exercer en ville. Un jour, il confie humblement au Père qu'il enseigne comme il peut, malgré, dit-il « les mille contradictions que j'ai à essayer des élèves, des parents, des autorités civiles et ecclésiastiques. Car ici nous avons un triple ennemi à combattre, et il faut l'avouer, nous sommes de tristes soldats. » (*Mén.*, p. 426, 904, 965).

2 - GIMONT (32) : 1856-1860.

En octobre 1856, le **F. Eveurce Trovel** s'était rendu au collège ecclésiastique Saint-Nicolas de Gimont (2.868 hab. en 1856), récemment fondé par Mgr Delacroix, dont il portait – par hasard ? - le prénom. Le fait de se montrer assez susceptible valut à ce maître, qui pourtant enseignait remarquablement, de sérieuses observations de la

part du supérieur de l'établissement qui, un peu hâtivement, demanda le départ du religieux. Lequel fut rappelé en Bretagne.

L'abbé Raboisson, responsable des Frères gascons, en avisa le Père. Il le suppliait de faire bon accueil au **F. Eveurce**, tout en lui manifestant son regret de perdre un tel sujet. Il déplorait que le supérieur se fût si vite emporté contre un pédagogue de cette trempe ! Succédèrent au malheureux enseignant les **FF. Jean-Baptiste Dugoujon** et **Aldric Pigeon**, tous deux guéris de leurs ennuis de santé. Mais ce dernier rechuta et les deux enseignants durent quitter cette attachante localité (*Mén.*, p. 233).

3 - NOGARO (32) : 1856-1867.

À l'unanimité, le conseil municipal de Nogaro (2 105 hab. en 1856) demanda à son tour des Frères instituteurs. Il y avait pourtant déjà sur place un maître de pension qui avait 40 élèves. Les **FF. Sébastien Tinarrage**, directeur, et **Emilien-Marie Touget** prirent possession de l'école libre durant l'hiver de 1856. Elle comptait environ 80 élèves, et 20 de plus le soir.

Comme l'adjoint - qui n'avait pas assez d'expérience -, éprouvait de la peine à enseigner et sous la pression de quelques parents, on lui associa un jeune novice : le **F. Thomas d'Aquin Maupomé**, né en 1838 à Bize-Nistos (65), qui réussit à merveille du premier coup, mais qui, à la stupéfaction générale, mourut trop tôt, emporté par la fièvre typhoïde.

Le **F. Luper Etcheverry**, un « homme entier », disait-on, assumait la direction de 1858 à 1865. Et reçut le renfort d'un troisième collègue, tandis que se détérioraient les relations entre lui et le curé. Accusé de faire de la politique, il se trouva trop compromis aux yeux de certains. Finalement, le maire en personne demanda au responsable « un homme nouveau à la tête de l'école ».

À sa fermeture, l'établissement comptait 80 payants. Les classes se faisaient dans des locaux prêtés par des particuliers. Autant de gestes généreux, certes, pour des solutions rapides, en vue de différer des constructions pourtant inévitables mais coûteuses. Par recoupements, nous savons que le **F. Louis-Bernard Trébois** avait enseigné dans le collège ecclésiastique tout proche.

4 - DÉMISSION DE MGR DELACROIX : 1856.

Le 9 juin 1855, le Père écrivit à Mgr Delacroix au sujet de la consécration de la chapelle de Ploërmel à laquelle on travaillait depuis 1853 : « C'est à votre grandeur à régler tout cela. Car il faut vous le dire : Mgr de Vannes (*qui était alors très âgé, NDLR*) ayant voulu me laisser le choix de l'évêque consécrateur, ce choix est immédiatement tombé sur vous et je prie votre Grandeur de croire qu'il n'y a nul hasard dans mon choix. Je vous supplie donc de fixer le jour et de bien vouloir me le faire connaître afin que je puisse faire à l'avance les invitations convenables. »

L'archevêque accepta la proposition et fixa la cérémonie au 3 septembre suivant. Mais à cause des grandes chaleurs de la fin août, il revint sur sa décision et prévint l'abbé Jean de l'impossibilité où il se trouvait de faire un si long déplacement. De sorte que la consécration eut lieu le 10 septembre 1856, des mains de Mgr Jacquemet, évêque de Nantes, qui remplaça Mgr Delacroix (*Chr.*, jt 1954, p. 536-543).

Néanmoins, l'attention de l'abbé Jean avait profondément touché le prélat qui, à la suite d'un jeu de mots sur son patronyme de « Delacroix », eut à cœur d'offrir douze « croix », en marbre des Pyrénées, qui lors de sa consécration seraient fixées sur les murs de la chapelle. Croix rituelles, artistiques, toujours visibles, garnies d'un portecierge, et dont on allumait la bougie le jour anniversaire de cette cérémonie. Chaque croix s'incruste dans un tore en quatre feuilles d'un effet gracieux.

Ainsi, la mémorable chapelle de Ploërmel renferme-t-elle tous les symboles de profonde unité entre les trois instigateurs historiques de l'Institut. Y repose depuis 1900 le corps de l'abbé Jean ; Gabriel Deshayes avait tenu à y laisser son pouce droit ; enfin les douze croix rappellent l'œuvre de Mgr Delacroix en Gascogne et dans le Midi de la France.

À cause de son âge – il avait 77 ans -, et de l'influence de son secrétaire, l'abbé Sentis, Mgr Delacroix présenta sa démission en 1856. Dès juin, il quitte Auch et se retire dans son château vignoble de Régnié, près de Beaujeu. Deux ans plus tard, il reprend contact avec les missionnaires de Saint-Irénée, ses anciens collègues. Pendant trois ans, il vit en leur compagnie dans une ancienne cellule de la Chartreuse. C'est là qu'il mourut, le 6 juin 1861.

... Avant de quitter son palais, le prélat avait dépêché à l'abbé Jean une lettre testament dont suivent ces extraits : « Me voilà bien près du moment où je vais remettre mon diocèse aux mains de Mgr de Salinis, et je l'ai informé des relations que nous avons depuis bien des années. Je laisse ici, grâce à vous, un bon petit commencement ; il faudra du zèle, de la sympathie, pour maintenir et étendre les heureux résultats de nos premiers soins. »

Puis, comme pour conforter le Père dans sa tâche, Mgr Delacroix ajoute : « Nos chers Frères d'ici comptent beaucoup sur votre intervention. » Deux paragraphes plus bas, il nous est donné d'admirer la classe et la modestie de l'archevêque d'Auch : « Je vous souhaite santé et force ; que Dieu vous assiste de son Saint Esprit pour poursuivre cette si bonne œuvre de votre vie ...

« Agréez, ainsi que vos chers Messieurs, tous les sentiments de respectueuse amitié et de reconnaissance avec lesquels, je suis,

Monsieur l'Abbé, votre très humble et très obéissant serviteur. »

Par la plume du **F. Cyprien Chevreau**, la réponse de Ploërmel ne se fit pas attendre. Elle n'avait non plus rien d'une formalité administrative. Le Père commence par déplorer que l'abbé Raboisson, responsable spirituel des Frères de Gascogne, ne puisse, conformément à l'usage, assurer cette année-là, à la maison mère, la direction de l'une des deux retraites.

Il ne peut s'empêcher alors d'épancher son cœur : « Je regrette vivement (cette absence, NDLR) et d'autant plus qu'il eût été pour moi presque un autre vous-même, et je me promettais tant de bonheur à m'entretenir avec lui de vous, Monseigneur, des relations si aimables et si bonnes que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous ; et enfin de notre œuvre, ou plutôt de la vôtre, Monseigneur, car elle vous appartient tout entière : vous en avez eu l'initiative, vous en avez fait tous les frais.

« Et Dieu sait tout le courage et tout le zèle qui vous ont fait affronter tant de fois les fatigues d'un long et pénible voyage. L'œuvre que vous avez tant aimée a établi entre nous des rapports que je n'oublierai jamais ». Enfin, en signe de reconnaissance non feinte, l'abbé Jean écrit de sa main le dernier paragraphe : « Je suis et serai à jamais, avec le plus profond et le plus tendre respect, Monseigneur, votre très humble et tout dévoué serviteur. »

5 – BILAN ET PERSPECTIVES : 1856.

Lors de la démission de Mgr Delacroix, les Frères du Midi étaient au nombre de 35. Parmi eux, 21 autochtones seulement, les autres étant venus les épauler de Bretagne ou d'ailleurs. Un précieux mémoire du **F. Jean-Louis Dubourdieu**, en date du 21 juin 1856, nous permet d'affiner ces données.

À Lavacan : maison principale et noviciat : 5 Frères, 3 novices et 8 postulants. En Bretagne (Ploërmel ou divers établissements) : 4 Frères et 2 novices ; Éauze, école communale, 3 Frères ; Bassoues, école communale : 2 ; Barran, école communale, 1 ; Auch, séminaire : 2 ; Mirande, école libre : 2 ; Viella, école communale, 2 ; Lectoure, collège ecclésiastique, 1 ; Miélan, école communale, 2 ; Ibos, école communale, 3 ; Lourdes, école communale, 3 ; Saint-Pé, école communale, 2 ; Jégun, école libre, 2 ; Auch, maîtrise, 1 (*A T C.*, 7^e Série, p. 327).

En dix ans d'existence (1846-1856), que de travail accompli ! Il restait à le consolider et à le développer, d'autant que les perspectives d'avenir paraissaient réconfortantes. Effectivement, la protection des prélats d'Auch, tant sur la plan pécuniaire que pastoral, se poursuivra avec les successeurs de Mgr Delacroix, jusqu'à la fusion de l'œuvre avec la Bretagne, en 1876. De leur côté, l'abbé Jean, puis le **R. F. Cyprien Chevreau** respecteront les clauses du contrat de 1849.

2^e PARTIE : LES FIC DU MIDI DE 1856 À 1903.

A - MGR DE SALINIS REMPLECE MGR DELACROIX (1856-1861)

1 - MGR DE SALINIS, SUCESSEUR DE MGR DELACROIX : 1856-1861.

Mgr Antoine de Salinis, né en 1798, à Morlaàs (64), remplacerait Mgr Delacroix. Il descendait d'une illustre famille béarnaise qui, fait rarissime, avait déjà donné à l'Église quatre prélats. Il irait régulièrement voir les Frères de Lavacan. Dans l'immédiat, il nomma M. l'abbé de Ladoue, son vicaire général, comme responsable des communautés religieuses du diocèse.

Sa formation l'avait fait passer par Saint-Sulpice où il avait également connu M. Emery. Peu après sa nomination, Mgr de Salinis exprima au **F. Jean-Louis Dubourdieu** son admiration pour l'abbé Jean qu'il connaissait depuis fort longtemps.



MONSEIGNEUR DE SALINIS,
Archevêque d'Auch.

Comme son prédécesseur, il ne manqua pas de soutenir matériellement l'œuvre qui restait encore fragile sous certains aspects. De la sorte, les liens demeurèrent comme du temps de Mgr Delacroix que d'ailleurs on consultait dans sa retraite avant les décisions importantes.

2 - LANNEMEZAN (65) : 1858-1888.

Le 2 novembre 1858, le **F. Jean-Louis Dubourdiu** conduisit à Lannemezan (1 570 hab. en 1856), chef-lieu de canton des Hautes-Pyrénées, les **FF. Eusèbe-Marie Charpentier**, un Breton qui vivait mal son déracinement, et **Alexis Duffourc**. Huit jours plus tard, démoralisé, le premier se confiait à un confrère : « Je n'ai jamais été plus déconcerté que maintenant : j'ai la première classe. Trois élèves seulement peuvent faire des dictées. Point de lecture ...

« Trois ou quatre se servent du même livre ; pour l'écrit, on ne sait ce que c'est. Pour le travail, on ne peut leur en parler. Habituellement, le tiers des élèves s'absente l'après-midi et plusieurs le matin. Et mon confrère (le **F. Alexis**, NDLR), avec un certain nombre d'élèves, se rend à la tribune de l'église pour chanter. Et moi je pleure. ».

« Il y a encore, renchérit-il, la langue gasconne, qu'on parle généralement, même en chaire. D'autres choses ont augmenté mon ennui : le pain sec du matin ou les trois noix, et une quantité de sermons à toutes les lectures spirituelles ». Vingt jours plus tard, le **F. Jean-Louis** constate que le **F. Charpentier** est redevenu joyeux à l'annonce de son placement en Bretagne. (*Mén.*, p. 149).

La brillante école communale de Lannemezan vécut un drame, le 29 janvier 1888, à la mort, à 43 ans, de son dernier directeur, le **F. Maurice Touron**. Dans les établissements où il avait exercé, il avait su se concilier l'affection de tous par sa modestie et sa noblesse de caractère. Issu d'une famille de commerçants riche et honorable de Gimont, il avait choisi sans jamais hésiter de devenir instituteur.

La population et ses élèves, jeunes ou anciens, ne s'y étaient pas trompés, qui tinrent à suivre son cercueil, dans une démarche d'estime et de reconnaissance. Mais nous savons l'évolution des esprits à l'époque : l'établissement fut laïcisé dès le lendemain de la cérémonie malgré les protestations des parents qui se rendirent en foule chez le maire qui se barricada chez lui pour ne pas avoir à les entendre (*Chr.*, 1888, *Mén.*, p. 149).

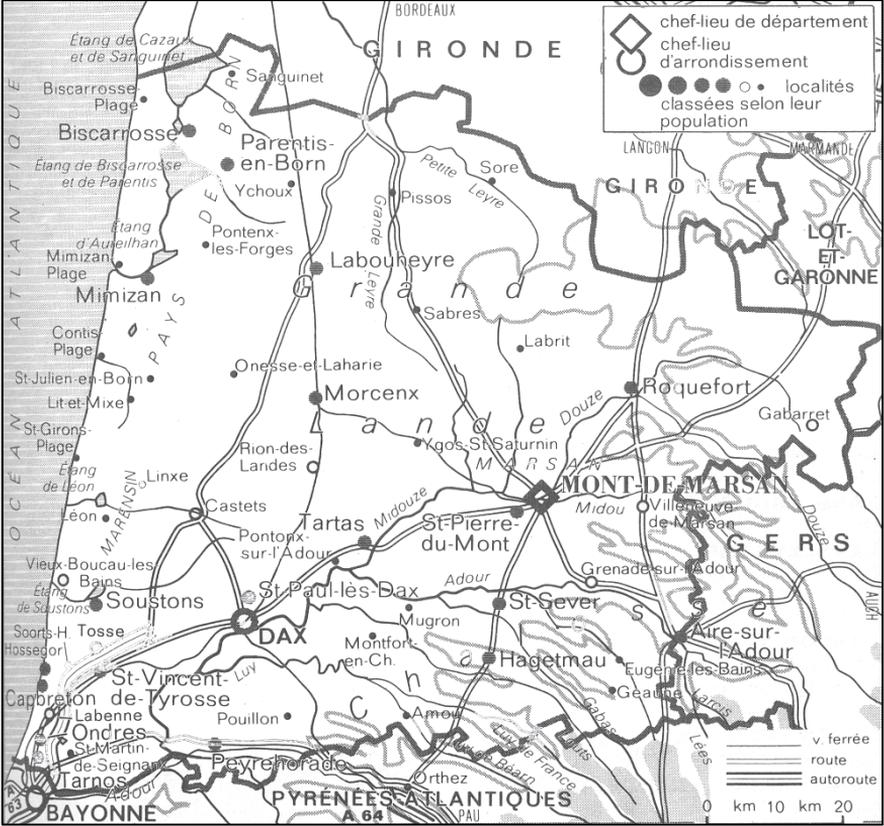
3 - BUGLOSE (40) : 1858-1881.

Les Landes possédaient un sanctuaire célèbre : Notre-Dame de Buglose. Le supérieur des Missionnaires lazaristes qui animaient l'ensemble confia à l'abbé Jean : « Ce lieu est devenu une succursale depuis trois ans et sa population est de 250 âmes. La pauvreté des lieux et le petit nombre d'habitants ne permettent pas d'avoir un instituteur. Les enfants restent sans instruction ...

« Aussi les Missionnaires sont-ils disposés à faire tous les sacrifices pour leur procurer ce bienfait. Ayant appris que vous avez formé un Institut dans le but d'élever les enfants de la campagne, ils voudraient obtenir un de vos Frères qu'ils recevraient volontiers chez eux. Il pourrait être utile dans ses temps libres à la chapelle ou à ce qui lui conviendrait dans la maison. »

On ne sait l'année exacte où les FIC abandonnèrent le service de ce sanctuaire, vraisemblablement entre 1860 et 1869. Cependant, l'idée

d'une école libre gratuite fit son chemin. Le 4 novembre 1858, pas moins de quatre Frères - on en avait demandé cinq : un cuisinier en plus -, arrivèrent sur les lieux. Le **F. Osmond-Marie Chauvel** prit les 35 élèves en main.



Le département des Landes

Le **F. François de Sales Pérès**, employé à l'église, fut en outre nommé supérieur. Le Frère jardinier sollicita de lire des livres d'horticulture. Le quatrième s'occupa des chambres d'hôtes. Comme

la scolarité était gratuite, le total des élèves passa vite à 80, dont 30 seulement venaient de Buglose..

La correspondance souligne que les membres de la communauté vivaient heureux et que « les enfants étaient charmants ». Ce lieu idyllique, les maîtres instituteurs furent pourtant obligés de le quitter en 1881, les Missionnaires, malgré leurs promesses initiales, ne pouvant plus en assumer les frais (*Mén.*, p. 426).

4 - CASTELMORON-SUR-LOT (47) : 1859-1915.

En 1859, les **FF. Joseph-Marie Marsan** et **Cérase Escoubas** ouvrirent une école privée, la première en Lot-et-Garonne, appartenant à la mense épiscopale de Castelmoron (2 224 hab. en 1856). Bien que ce lieu eût été un foyer calviniste dès la fin du XVI^e siècle, les deux communautés avaient réussi à vivre en bonne intelligence autour de leur église et de leur temple.

D'après le **F. Marsan**, trois religieux faisaient péniblement face à la situation en 1864. Il écrit à Ploërmel, le 12 décembre: « Le Frère qui a les petits enfants fait ses 6 heures de classe ; les deux autres se partagent le travail des grands ; chacun a ses divisions distinctes. Voici ce que nous faisons en plus de la classe : le matin, 1 heure d'étude avant la classe et 1/2 heure après. Le soir, étude encore pour les élèves, de 5 à 6h ½ ...

« C'est pendant ces études que nous donnons les leçons particulières réclamées par les parents. Un Frère a deux sections pour les répétitions, et l'autre trois. Il faut parler continuellement : ce qui est très pénible ... M. le curé percevait tout l'argent de ces surveillances et répétitions que nous donnons à nos élèves ...

« C'est donc un travail considérable pour un bien petit traitement. Vu les voyages et la cherté des vivres, nous ne pouvons avoir une personne à nous soigner. La santé des Frères ne pourra pas longtemps soutenir de pareilles fatigues. M. le curé croit nous avoir à ses gages et être maître de nous donner tout le travail qu'il voudra. »



Le département du Lot-et-Garonne

En fait, ce dernier ne se laissa pas fléchir. En septembre 1894, autre alerte. Le curé (s'agit-il du même ?) confie au provincial du Midi : « Le **F. Philippe-Joseph Gayan** se déplaît souverainement à Castelmoron. Il m'a dit souvent que nous étions une population à part et qu'il ne voulait pas rester dans un milieu pareil ...

« Impossible de faire le bien dans un milieu qu'on n'aime pas ! Recommandez au **F. Philippe-Joseph**, insiste-t-il, de cesser ses diatribes et de prendre les gens comme ils sont. On ne lui demande pas autre chose que d'être bon pour les enfants et affable pour leurs parents. » Un vœu tout à fait inattendu clôt ces échanges sans apprêt : « Mon plus vif désir est de le garder longtemps à la tête de l'école. » (*Chr.*, 1901).

5 - CASTELNAU-MAGNOAC (65) : 1859-1878.

Castelnau-Magnoac (1 603 hab. en 1856) avait demandé deux instituteurs pour son école communale. Aidé d'un adjoint, le **F. Jean-Baptiste Dugoujon**, récemment breveté à Agen, en devint directeur, le 1^{er} octobre 1859. Mais dès 1865, le conseil municipal décida de les remercier pour les remplacer par des laïques.

Quand on songe qu'il y avait en outre deux écoles libres dans cette commune et qu'une localité voisine en avait inauguré une autre ! Cette multiplicité d'établissements eut des conséquences indirectes. Le 5 octobre 1877, le provincial du Midi, confiait au **R. F. Cyprien** : « L'évêque de Tarbes a plaidé pour Castelnau-Magnoac ; le curé s'est engagé à compléter le traitement de nos Frères. Nous avons donc été forcés de conserver ce poste. »

Mais l'expérience tourna court. Dès le 17 septembre 1878, le Supérieur général écrivit au maire : « Par suite de l'insuffisance du traitement fait aux Frères dans votre commune et du surcroît de travail

qui leur incombe, nous sommes forcés d'abandonner ce poste. » Ce qu'ils firent (*Mén.*, p : 149, 931).

6 - PONSAN - SOUBIRAN (32) : 1860-1888.

Cette petite localité (environ 350 hab. en 1860) accueillit le **F. Clair-Marie Barbé**. Il fut placé seul à l'école communale. Il instruisait 38 élèves et logeait dans une maison attenante au presbytère, mais en communication avec lui. L'établissement, fort convenable, comportait au rez-de-chaussée une classe et une cuisine, tandis que la mairie et une chambre à coucher occupaient l'étage. À cela s'ajoutaient un préau et un jardin.

Plus tard, le contrecoup de la laïcisation se déroula en deux temps. Le 10 septembre 1888, le conseil municipal ne vit aucune raison de changer le statut existant qui donnait entière satisfaction aux habitants. Toutefois, il fit observer que s'il fallait choisir une autre formule, les dépenses qui s'ensuivraient grèveraient un budget déjà bien difficile à équilibrer.

Ce ne fut que partie remise. Dix jours plus tard, en effet, le conseil départemental, considérant que l'école de Ponsan-Soubiran était congréganiste, que les locaux où elle était installée appartenaient à la commune et que rien ne s'opposait à l'application de la loi, émit le vœu de la voir prochainement laïcisée. Ce qui eut lieu l'année même.

7 - MAULÉON - SOULE (64) : 1860 ?-1884 ?

Le 13 octobre 1860, le conseil municipal de Mauléon-Soule décida de supprimer l'école primaire de Licharre, localité limitrophe unie à Mauléon en 1841, dont l'instituteur communal venait de démissionner. Car il existait dans cette localité (environ 1 700 hab. en 1860) une autre école communale dirigée, on ne sait depuis quand, par un FIC, et située dans le même bâtiment que l'établissement secondaire des prêtres diocésains, l'actuel collège Saint-François, fondé en 1850.

Les deux écoles étaient proches l'une de l'autre. Pour contenter les familles, les élus décidèrent de supprimer celle de Licharre et d'appeler un second religieux à Mauléon. Par manque de précisions, la suite n'est pas facile à démêler. Et le nom des maîtres nous échappe. Cependant, le 2 février 1868, mention est faite, dans les délibérations municipales, de l'école communale des FIC.

Ces derniers quittèrent Mauléon en 1884. Les ordo du diocèse de Bayonne confirment les dates de 1860 et de 1884. Et les deux historiens de la commune : Joël Larroque et Jean-Marie Régnier sont formels sur la présence des FIC vers cette période (*Correspondance*). Ce que corroborent les « Recherches historiques » de l'abbé Haristoy, un chapitre des « Curiosités au Pays basque » du Chanoine Daranatz et le « Dictionnaire géographique de la France » d'Adolphe Joanne. Mais s'agit-il vraiment des FIC de Ploërmel dits aussi de Lavacan ?

8 - ANGLET (64) : 1860 ?-1884 ?

Il n'est pas facile de voir clair dans l'implantation de l'école des garçons d'Anglet (3 600 hab. environ en 1860). La délibération municipale du 1^{er} octobre 1857 est consacrée à « la location de la maison Larreat pour l'école communale, tenue par les Frères de la doctrine chrétienne, dits de Saint-Joseph ». Elle sera suivie de plusieurs autres

qui spécifient aussi que les « Frères de l'instruction chrétienne » en sont les éducateurs.

Pourtant, il n'est jamais directement question de ceux de Ploërmel ou de Lavacan. Par contre, de 1860 à 1884, les ordo successifs du diocèse de Bayonne mentionnent sans discontinuer leur présence à l'école communale. Y a-t-il contradiction entre la mairie et l'évêché ? Pas forcément : les confusions étaient possibles dans un siècle qui avait vu naître tant d'instituts enseignants.

Dans son livre : « Recherches sur le Pays basque », mentionné plus haut et édité en 1882, l'abbé Pierre Haristoy, historien de renom, signale la présence de deux écoles de FIC dans le diocèse de Bayonne : l'une à Anglet (4 425 hab. en 1880), l'autre à Bayonne (26 261 hab., en 1880). Etant donné les nouvelles lois, il entrevoyait d'ailleurs leur disparition comme imminente.

9 – OLORON-SAINTE-MARIE (64) : 1860 ?-1884 ?

Toujours selon les ordo du diocèse de Bayonne, les FIC auraient tenu à Oloron-Sainte-Marie (environ 9 360 hab. en 1860), d'abord « un noviciat en 1860 », puis « deux maisons en 1866 », et enfin, jusqu'en 1884, « trois au total à partir de 1868 ». En 1870, il est écrit plus précisément encore que ces religieux sont présents au petit séminaire de la commune.

Cependant, nous n'avons pu recouper ces dates par d'autres documents. Dans son « Dictionnaire géographique de la France », Adolphe Joanne mentionne bien pour 1868, dans cette riante cité béarnaise, l'existence du petit séminaire, ainsi que la présence des FEC, mais non celle des FIC. Or, nous savons qu'à une exception postérieure près - celle de Bordeaux La Bastide, en 1873 -, ces derniers évitaient soigneusement de cohabiter avec leurs aînés. Ce cas reste donc en suspens.

10 - STATISTIQUES DU MIDI EN 1860.

Le 14 juillet 1860, à la veille de la mort de M. de la Mennais, le **F. Jean-Louis Dubourdiou** fournit des statistiques éclairantes sur la Gascogne : 6 novices, 18 postulants, 17 établissements et 48 Frères. Mais cette dernière précision ne nous indique pas le nombre exact des religieux nés dans le Midi (*EM*, n° 33, p. 125 ; *Mén.*, p. 527).

*... L'entente de Ploërmel avec les responsables de Gascogne se poursuivrait comme auparavant, avec les **FF. Jean-Louis Dubourdiou** (1847-1866), **Adolphe Lacomme** (1866- 1869), **Sébastien Tinarrage** (1869-1878), **Anatolien Gérard** (1878-1879), **Simplicien Le Roch** (1879-1885), **Fauste Lay** (1885-1894), **Job Renault** (1894-1910), **Ulysse Baron** (1910-1922) et **Xavier Ménoret** (1923-1933).*

11 - MORT DE MGR DE SALINIS : 1861.

Mgr de Salinis s'éteignit à Auch, le 30 janvier 1861. Ses obsèques eurent lieu dans la cathédrale de la métropole, qu'il avait aménagée et qui frappe par ses 102,86 m de longueur, ses 54 piliers et ses 113 stalles sculptées. À l'entrée sud, un mausolée abrite sa dépouille mortelle. Néanmoins, par fidélité à son testament, on transféra son cœur à la cathédrale d'Amiens, en symbole d'attachement du prélat à son premier poste (*Chr.*, n° 377)

B - MORT DE MGR DELACROIX : 1861

Mgr François Delamare succéda à Mgr de Salinis. À peine intronisé, il décida d'aller voir à Lyon Mgr Delacroix. En un geste symbolique de continuité, il voulait recevoir le pallium de ses mains. Ce projet faillit se réaliser le 5 juin au matin, lorsque Mgr Delacroix fut subitement atteint d'une fluxion de poitrine. Dur à la souffrance, le patient continua d'accueillir ceux qui se présentaient à lui, dont Mgr Delamare, et le **F. Dubourdieu** qui se trouvait aussi de passage à Lyon.

Avec émotion, ce dernier lui demanda une double bénédiction : une pour l'Institut et l'autre pour lui-même. Rebelle aux honneurs, Mgr Delacroix avait exigé pour lui-même une messe d'adieux intime, comme s'il s'était agi du « plus petit de ses Chartreux ou du plus humble des Frères de Lavacan ». Une de ses ultimes volontés stipulait même que ses restes fussent déposés sans appareil, hors de la ville et « auprès de la croix du cimetière commun ».

Il mourut paisiblement, le jeudi 6 juin 1861, à 17h15. Il reposait dans son lit de sangles qui ne l'avait jamais quitté depuis le séminaire. En ce lieu, à cette heure, un tel exemple d'ascèse ne laissa pas de surprendre. Puis, en accord avec la famille, il fut décidé que la messe d'obsèques aurait lieu à la basilique Saint-Bruno, dans cette paroisse dont le défunt avait été responsable durant sa jeunesse et non à la cathédrale, comme l'auraient aimé beaucoup de Lyonnais.

La dépouille reposerait là-même, dans l'un des caveaux latéraux, à l'issue d'une cérémonie fixée au lundi matin 10 juin. Il n'en fut rien ! De Paris, l'Administration impériale, mise au courant, souligna que le disparu - archevêque, chanoine impérial de Saint-Denis, chevalier de la Légion d'honneur -, se devait d'être inhumé avec tout le faste dû à

son rang. Par télégraphe, le Ministère donna immédiatement ses propres instructions.

La même dépêche demandait à l'ordinaire de Lyon de reculer la date des obsèques, le temps de tout préparer en grande pompe. On les repoussa donc au lendemain. Ignorant ce changement et malgré toutes les précautions prises pour le faire connaître, une foule fervente se dirigea vers la basilique à la date initialement prévue.

Mais cette déconvenue n'empêcha pas les fidèles de revenir pour la cérémonie du lendemain. Et en ce mardi radieux, le Chapitre de la cathédrale arriva à Saint-Bruno, à 10 heures précises. La Cour impériale, le sénateur, le maire de l'arrondissement et toutes les autorités officiellement convoquées se massèrent à leur place, derrière les représentants de l'Église. Mgr Delamare présida la cérémonie et assura la grand-messe. Et Mgr Charbonel, évêque de Toronto, de passage dans la ville, prononça l'oraison funèbre centrée sur la modestie du disparu.

La déposition du cœur de Mgr Delacroix dans la cathédrale d'Auch n'eut lieu que le 27 septembre suivant, parmi une affluence exceptionnelle de fidèles et en présence de toutes les autorités de la ville, du département et du diocèse. Tandis que Mgr Delamare officiait, religieuses et religieux - dont les Frères de Gascogne -, ouvraient la marche, suivis de 300 prêtres du diocèse.

Un membre du clergé de la paroisse de Saint-Bruno prononça le panégyrique du défunt. L'orateur se permit d'évoquer à deux reprises les Frères de Lavacan sur lesquels le prélat comptait tant et qu'il aimait, selon l'expression consacrée - et touchante -, comme ses « fils de prédilection ».

En effet, Mgr Delamare, avant de retourner de Lyon à Auch, avait demandé et obtenu en souvenir pour la cathédrale d'Auch, le cœur de

cet homme qui s'était tant battu pour les Gersois. On le plaça à l'intérieur de la cathédrale, sous le vitrail nord, en plein mur, dans une petite cavité, entre le pavé et la fenêtre.



La dalle verticale

Une dalle verticale en marbre noir marque l'emplacement de la relique. Elle porte une inscription latine que nous traduisons : « *C'est ici que repose en paix le cœur du très vertueux pontife N-A de la Croix d'Azolette, qui, l'an du Seigneur 1856, se démit par humilité du siège d'Auch et s'éteignit à Lyon, le 6 juin 1961, d'une mort paisible.* »

Telles se présentent à grands traits

et la vie et l'œuvre de Mgr Delacroix

d'Azolette, « archevêque d'Auch, fondateur des Frères du Midi », comme aimait à le souligner le Père de la Mennais et comme le rappelle, tous les 6 juin, le calendrier religieux des FICP.

Son action et son influence laisseront un sillon aussi profond que durable. Dans la « Revue de Gascogne », M. Bordes, spécialiste de l'histoire du Gers, va jusqu'à écrire : « Mgr Delacroix est la personnalité qui a marqué le plus son passage à la tête du diocèse d'Auch, durant tout le XIX^e siècle » (*Revue de Gascogne*, n° 61).

Il convient d'évoquer encore, à grands traits, son œuvre de bâtisseur. Il embellit la cathédrale d'Auch et suspendit l'énorme bourdon de la tour Sud. Ses 9 700 kg furent hissés à leur place - on avait dû auparavant crever les voûtes,- à l'aide des cordes empruntées au Ministère de la Marine. Il veilla de près à la création ou à la restauration du petit séminaire, de trois collèges ecclésiastiques, du noviciat des Sœurs de la Providence de Gap et des implantations des FIC de Gascogne (Laveille, t. II, p. 427-449 ; Sœurs de la Providence : *La petite vigne*, p. 41- 45).

C – L'ŒUVRE SE POURSUIT SOUS MGR DELAMARE : 1861-1871.

1 - MGR DELAMARE.

À la mort de Mgr de Salinis, la charge du diocèse d'Auch incombait donc à Mgr Delamare, ancien élève des FIC. Il adopta les mêmes méthodes d'apostolat que Mgr Delacroix dont il se déclarait le continuateur. Aussi encouragea-t-il ce qui concourait à favoriser les vocations et à développer les établissements scolaires. Au nombre de 92 en 1850 dans le diocèse, ces derniers s'élevaient à 130 en 1870.



Entre 1861 et 1870, pour 25 000 F. environ, le prélat entreprit à Lavacan la construction de deux salles d'étude, surmontées d'un imposant dortoir. Comme il n'existait pas de chapelle - les offices se déroulaient dans une chambre - Mgr Delamare organisa dans un local séparé un espace provisoire de prière. Il appropria également le sanctuaire marial N.-D.-du-

Cédon, situé non loin de là. Il mourut dans le plus complet dénuement, après avoir touché un trimestre de 5 000 F.

2 - VERFEIL (31) : 1861-1927.

En octobre 1861, les **FF. Anselme-Joseph Toulouse** et **Antonin-Jean Siau** partirent fonder l'école privée de Verfeil (2 372 hab. en 1861). Elle comptait 103 garçons. Comme la maison des religieux présentait de mauvaises conditions d'hygiène, une bienfaitrice offrit la sienne en échange, située en face de l'église.



L'école de Verfeil

Trois éducateurs marquèrent l'établissement : les **FF. Casimir-Marie Piques**, directeur durant 54 ans, **Raymond Escudé**, son adjoint pendant 50 ans, et **Alexis-Julien Vignaux**, appelé en renfort après l'aménagement de l'école et l'installation d'un pensionnat. Le Doyen de la paroisse confia également à la communauté « la charge de la sacristie ».

En 1883, trois bienfaitrices achetèrent, pour 3 000 F., un magnifique jardin et firent creuser l'année suivante un puits de 30 mètres. La pompe coûta 305 F. L'école et le pensionnat prospérèrent. En décembre 1894, trois FIC scolarisaient 106 élèves et six internes. On arriverait même à 120 élèves pour quatre maîtres (*Chr.*, 1901; Maux, Léon, *Verfeil et son canton*, 1989).

3 - TOURNECOUPE (32) : 1861 - 1883.

En 1861, le **F. Côme-André Gilles** ouvrit l'école communale de Tournecoupe (859 hab. en 1861). Entre lui et son adjoint, il n'y avait guère d'empathie. Le 15 avril 1862, le **F. Jean-Louis Dubourdieu** écrivait au **F. Cyprien Chevreau** : « Le **F. Côme-André** est malade ; il tiendra son poste jusqu'aux vacances, à moins d'accident grave ...

« » Il se plaint de son adjoint, enfant de 17 ans, un peu original quelquefois. Il prétend qu'il le boude quand il le reprend. Je comprends, *poursuit-il*, que l'infirmité du supérieur le rende sombre et que cela produise un fâcheux effet sur un jeune Gascon. Le **F. Côme-André** fait presque consister sa guérison dans le changement de son adjoint. Les deux ne se conviennent pas. »

Au bout d'une semaine, cette intuition sembla se vérifier lorsque le directeur prit la plume pour annoncer : « Le **F. Jean-Louis Dubourdieu** m'avait donné un second dont il ne savait que faire (il me l'a avoué depuis). Il a été obligé de le changer à Pâques ... Ma santé est encore assez délabrée, quoique meilleure maintenant. »

4 - VIC-FEZENSAC (32) : 1861-1872 ; 1872-1912.

En 1861, le **F. Maurice Touron** fut le premier FIC placé à l'école du collège ecclésiastique de Vic-Fezensac (4 182 hab. en 1861). On y trouve deux maîtres pour deux classes à partir de 1863. En 1869, on dénombre 63 garçons, tous payants, tandis que l'école publique laïque en compte 127, dont trois payants. Si bien que les FIC se virent comme obligés de quitter les lieux en février 1872.

Avec à sa tête le **F. Alphonse Fillos**, l'école Saint-Joseph - située dans une maison récemment achetée - prit en octobre 1872 la relève de la section correspondante du collège qui venait de fermer en début d'année. Trois ans plus tard, trois maîtres y scolarisaient 80 élèves. En 1880, le **F. Anselme-Joseph Toulouse** ouvrit en outre un pensionnat qui deviendra un établissement privé en 1889. Mais en juin 1902, l'école, en pleine difficulté, n'avait plus que 60 élèves (*Chr.*, 1901).

5 - VILLENEUVE - DE - MARSAN (40) : 1862-1908.

C'est dans une maison particulière que les **FF. Adolphe Lacomme** et **Antonin-Jean Siau** inaugurèrent en 1862 (en 1863, selon *La Chronique* de 1901, p. 138) l'école communale de Villeneuve-de-Marsan (1 604 hab. en 1846). En juillet 1880, le préfet décida de « laïciser » l'école et suspendit pour six mois le titulaire, le **F. Fauste Lay**, et l'adjoindit : le **F. Martial-Joseph Peyrot**.

Porté à bout de bras par un comité de promoteurs, l'établissement congréganiste devint « libre » par le fait. Le **F. Fauste** en devint le responsable en 1881. Nommé directeur principal du Midi en 1885, il le transmet à son successeur. L'évêque d'Aire-sur-Adour avait écrit au **R. F. Cyprien Chevreau**, dès le 2 décembre 1880 : « Je vous demande instamment de suspendre le départ du **F. Fauste** et de retarder

le déménagement de vos Frères, jusqu'à ce que la situation soit éclaircie. »

En effet, le conseil municipal semblait n'avoir appelé qu'à regret un instituteur laïque en remplacement du **F. Fauste**. « S'il le fallait, *continuait le prélat*, je serais d'avis de sacrifier l'école libre de Buglose pour conserver la position si importante de Villeneuve. »

Malgré de multiples entraves, les **FF. Stanislas Bérard** et **Alfred-Nicolas Ordof** poursuivirent la tâche. En 1889, on comptait 78 élèves pour 3 FIC, dont l'un était affecté à l'internat. Mais leurs adjoints subirent tour à tour des épreuves de santé, spécialement le **F. Léon-Marie Malzac**, atteint d'un mal de poitrine : ce qui ne l'empêchera pas de vivre jusqu'en 1922 ! (*Mén.*, p. 727).

6 - ARREAU (65) : 1862-1884.

En mai 1861, la municipalité d'Arreau (1 330 hab. en 1861) demanda deux religieux pour son école. Le premier directeur en fut le **F. Augustin Richou**, aidé du **F. Dominique-Joseph Pailhé**. Dans cette commune, juchée à 704 m. d'altitude, les maîtres trouvaient l'hiver fort long et bien rude, de sorte que le **F. Augustin** tomba sérieusement malade

En 1869, arriva le **F. Joseph-Marie Marsan** qui dirigea l'école d'Arreau avec tant de compétence que le Préfet interposa son autorité



Église St Exupère d'Arreau

pour le maintenir dans la commune contre l'avis des Supérieurs qui voulaient le placer à Bordeaux : ce qu'ils firent un peu plus tard.

Les effectifs progressèrent : on dénombrait 102 élèves en 1879, répartis en deux salles au premier étage d'un bâtiment dont le rez-de-chaussée servait de préau. Mais la deuxième classe était mal éclairée. Et 17 ans après la fondation, il manquait encore deux bancs à huit places chacun, ainsi que deux grandes tables (*Chr.*, t. VII, p. 646 ; avril 1892 ; *Mén.*, p. 90, 99).

7 - BORDEAUX - TIVOLI (33) : 1864 - 1889.

À Bordeaux (162 750 hab. en 1861), les jésuites du collège-pensionnat Saint-Joseph de Tivoli demandèrent à Ploërmel « quatre Frères de Bretagne ». Il n'y en eut que deux à la rentrée du 1^{er} octobre. Dès novembre, le responsable écrivit au **F. Cyprien Chevreau** : « Le **F. Pallade Treussard** fait bien sa classe et le **F. Eunicien Bouland** mène parfaitement son petit monde. » Mais, tenaces, les jésuites continuaient à réclamer les deux autres FIC.

Le 29 mars 1880, Jules Ferry décréta leur expulsion. Ayant pressenti le coup, ils procédèrent sans délai à leur remplacement. Les FIC, non touchés par la mesure, ne



quittèrent Tivoli qu'en octobre 1889. Ce fut la première implantation dans cette ville qui en verrait bientôt deux autres : celle de Saint-Michel et celle de La Bastide-Cénon (*Mén.*, p. 254, 426, 951, 1192...).

8 - LA BASTIDE - D'ARMAGNAC (40) : 1864 - 1883.

Le 30 octobre 1864, le **F. Jean-Louis Dubourdiou** installa trois FIC à l'école communale de Labastide d'Armagnac (1 722 hab. en 1846). La localité paraissait favorable aux nouveaux maîtres. Cependant, le **F. Côte-André Gilles**, le directeur, soulignait dans sa correspondance le piètre état des locaux. L'année suivante, l'établissement ne comptait encore que 52 garçons, répartis en trois classes, et deux élèves seulement fréquentaient le pensionnat.

Si bien que l'on se sentit obligé d'inaugurer un cours pour adultes. En raison de sa santé, **F. Côte-André**, de Vitré, fut réduit à ne surveiller que les études. Ce fut le **F. Luper Etcheverry** qui le remplaça. Il se levait à 3 ou 4 h du matin pour jouer de l'harmonium à l'église. Il avait écrit à Paris pour en faire venir un qui serait « à l'usage de l'école ».

Un prospectus joint à la correspondance adressée au **F. Cyprien Chevreau**, le 7 octobre 1865, donne des renseignements précis sur un projet de cours supérieur : « Un local spacieux nous permet de recevoir pensionnaires, demi-pensionnaires et chambriers. Les pensionnaires et les demi-pensionnaires mangent à la table des maîtres et sont servis comme eux. »

Ce fut le **F. Paul Lagarde** qui de 1867 à 1881 fit les beaux jours de l'établissement, comme directeur, comme chantre et comme organiste. Quant au **F. Pierre-André Ollivier**, venu de l'Ouest, il s'était vu confier, en plus de ses horaires de classe, le soin d'enseigner le

dessin, la gymnastique et la musique instrumentale ! (*Chr.*, année 1876 ; *Mén.*, p. 904).

9 - PORTET-SAINT-SIMON (31) : 1865-1881.

Portet-Saint-Simon (1 121 hab. en 1861), situé non loin de Toulouse, au confluent de l'Ariège et de la Garonne, reçut en 1865, dans la liesse générale, les premiers FIC de son école publique. Le **F. Cyprien Chevreau** en fut même très agréablement surpris, qui écrivait à un Frère : « On se fait difficilement à l'idée d'un pareil enthousiasme » .

Secondé par un collègue, le **F. Casimir Piques**, étrenna les locaux. Avec 82 inscriptions, la première rentrée s'avéra positive. En 1870, le nombre d'inscrits atteignit même 94. Mais en 1881, en raison de la conjoncture, les FIC - qui ne scolarisaient plus que 62 élèves - furent dans l'obligation de quitter les lieux (*Mén.*, p. 149).

10 - TOULOUSE : LE CAOUSOU (31) : 1866 - 1909.

Pour la petite école du collège pensionnat Sainte-Marie du Caousou, à Toulouse (126 936 hab. en 1866), les jésuites demandèrent pour la rentrée d'octobre 1866 des « Frères de Bretagne », selon l'expression déjà employée. Entièrement séparés des élèves du collège, les élèves suivaient un règlement particulier que les Pères avaient édité avec une précision et une clarté étonnantes.

En 1880, les FIC purent rester sur place, en attendant l'arrivée des jésuites qui se séculariseraient après avoir été chassés par le décret de Jules Ferry, comme nous l'avons vu à Tivoli. Le 11 septembre, le supérieur demandait même quatre Frères. En 1889, ils seront cinq pour 120 élèves, soit trois enseignants et deux surveillants (*Chr.*, 1901 ; *Mén.*, p. 1147).

11 - LORMONT (33) : 1866-1894.

Le **F. Paul Lagarde** fut nommé en 1866 à l'école libre de Lormont (2 962 hab. en 1866) où existait déjà une autre école, communale celle-là, dirigée par un maître laïque choisi à l'unanimité du conseil municipal. Le curé de la paroisse, agissant en son nom personnel, avait ordonné des travaux sur le terrain communal dépendant du presbytère, afin d'y installer son établissement scolaire et le logement de fonction. Ce à quoi s'opposèrent maire et conseillers.

Or, voici que dès le 7 juillet 1867, des parents envoyèrent une pétition à Ploërmel dans le but d'empêcher le départ du **F. Paul** dont ils soulignaient les mérites. Selon l'usage, au mois de septembre de l'année en cours, le vicaire fit la déclaration d'ouverture de la nouvelle école, mais au nom du **F. Casimir-Marie Piques** - et non du **F. Lagarde**, en délicatesse avec le curé.

Le 11 octobre, le conseil départemental confirma le refus de la municipalité de transformer le presbytère en école. Les missives se croisèrent avec une sorte de fixation sur le mot « local ». Le 16 octobre, le maire écrit au Préfet : « Le mandataire des Frères a offert un local situé hors du presbytère, près de l'église. Ce local me paraît convenable. Je sais qu'ils cherchent à acheter un local beaucoup plus vaste. »

Deux jours plus tard, le maire s'adresse à nouveau au Préfet : « Les Frères ont choisi un autre local beaucoup plus convenable et que j'approuve également. Ce local est situé près de la Croix ». Et pour clore cette année mémorable, le **F. Paul Lagarde**, cette fois en total désaccord avec le curé, reçut une autre affectation : celle de Labastide-d'Armagnac.

En 1870, le **F. Mathieu Cazes** remplaça le **F. Casimir-Marie Piques**, incorporé dans la Garde Mobile, et prit l'établissement en

charge. Le 26 novembre 1874, ce fut le **F. Pierre Picot**, en poste depuis 1869, qui procéda à la déclaration d'ouverture de l'école libre.

Le 17 septembre 1878, l'Inspecteur d'Académie communiquait au Préfet : « Le sieur **Varlot (F. Théodore, NDLR)** a fait part à M. le Maire de son intention de transférer son école dans un autre local de la même localité. Deux jours plus tard, le sieur **Varlot** déclare l'ouverture de l'école précédemment tenue par **M. Picot (F. Pierre, NDLR)**, dans la Maison Acadie ... »

En 1880, l'établissement survivait grâce à un comité de bienfaiteurs qui assurait le traitement des Frères. De 52 garçons en mars 1880, les effectifs grimperent à 65 en 1881-82, sous le directorat du **F. Othon Fillos**, mais pour stagner l'année suivante.

Pourtant, un mieux se dessina en 1890 : 74 élèves fréquentaient les cours, sous la direction du **F. Alfred-Marie Laborie**, fort compétent, mais qui, selon une lettre du **F. Fauste Lay** au **R. F. Cyprien Chevreau**, datée du 14 novembre 1890, souffrait « des exigences de son curé et de celles de ses adjoints ». Il fallut quitter l'établissement en 1894 (*Chr.*, année 1877).

12 - GIRONDE-SUR-DROPT (33) : 1866-1872 ; 1878-1887.

Le 15 octobre 1866, le **F. Austinde-Marie Jacob** ouvrit dans une maison particulière l'école libre de Gironde (1 160 hab. en 1866), commune située sur le Dropt, un petit affluent de la Garonne, en aval de La Réole. Il lui annexa, l'année suivante, un pensionnat de huit garçons, nombre porté à quatre par l'Inspecteur, pour des raisons de sécurité.

La spécificité de cet établissement ne doit pas nous dérouter. Le 1^{er} novembre 1867, école et pensionnat furent transférés dans une autre maison. En 1872, la concurrence de l'école laïque obligea, semble-il,

les religieux à quitter la commune. Mais en novembre 1877, le conseil municipal reçut une pétition d'environ 170 signataires souhaitant leur retour.

Pour remplacer le maître laïc qui prenait sa retraite, l'arrêté du 17 décembre 1877 nomma comme instituteur communal public le **F. Théodore-Joseph Varlot** qui tenait sa classe dans « la maison d'école », sans occuper le logement de l'instituteur. Car il habitait dès le début un local cédé par un riche propriétaire. Il avait même manifesté le désir d'y transférer sa classe.

L'école communale ouvrit à nouveau le 2 janvier 1878. Le **F. Théodore-Joseph** reçut le concours d'un « sous-maître » en la personne du **F. Exupère-Joseph Escudé**, adjoint non par « l'Administration universitaire », qui n'accordait un second maître qu'à partir de 50 élèves – il n'y en avait que 49 en la circonstance -, mais par ses supérieurs religieux.

De son côté, malgré la réprobation du conseil municipal et après avoir rempli les formalités d'usage, le curé de la paroisse, ouvrit le 1^{er} mai 1878, « dans ladite maison », une école libre tenue par les FIC, avec lesquels le **F. Varlot** vivait en communauté. Mais la municipalité demanda à ce que l'école communale fût confiée à un instituteur laïque (*Mén.*, p. 553, 1398).

13 - MONTPEZAT (32) : 1866-1882.

Par une lettre du 28 février 1866, le **F. Jean-Louis Dubourdieu** présentait ainsi cette fondation au **R. F. Cyprien Chevreau** : « On vint à Lavacan demander un Frère pour l'école communale de Montpezat (623 hab. en 1866) ; je dis que je n'en avais pas. Cependant, le **F. Côte Gilles** était là. Vu qu'il ne pouvait se faire avec personne, nous avons pensé qu'il ferait mieux seul ; on lui offrit ce poste : il l'a accepté et on l'a accepté. Il y est déjà depuis quinze jours. »

Il devait y exercer durant une décennie ! Mais le curé ne pouvait ni ne voulait le recevoir, cette nomination ayant été faite, objectait-il, à son corps défendant. Il ajoutait même cette remarque : « Je ne consentirai jamais à fournir le logement du Frère, et encore moins sa nourriture ...

« Ma position, *poursuit-il*, ne me le permet pas et ma conscience me le défendrait Car il est autant dans l'intérêt du Frère que du curé que chacun demeure responsable de ses actes et qu'on ne puisse rejeter sur l'un les torts de l'autre si tous les deux se trouvaient dans la même maison. »

Sur ces entrefaites, un adjoint du maire se montra disposé à prendre chez lui le **F. Côme**, alors que, selon les statuts, un Frère seul ne devait être logé et nourri qu'au presbytère. Le curé réagit vivement à cette observation venue de Ploërmel, en écrivant au **R. F.** qu'en la circonstance – car il avait finalement envisagé de construire pour le maître un logement définitif– cette règle de l'hébergement devait admettre quelque exception !

Il protesta encore sur le même ton : « Si un Frère seul ne peut rester aux conditions établies, envoyez-en un second ! » Et de conclure ainsi cette lettre du 10 mai 1867: « Si l'affaire a été mal menée et a rendu notre correspondance étrange et unique dans son genre, les fautes qui ont été faites sont toutes parties de Lavacan. » Le **S. G.**, alors présent dans le Midi, dut passer par Montpezat pour régler le cas de ce Frère.

Cette école, dont l'état matériel laissait beaucoup à désirer, scolarisait 36 élèves en 1869 : 21 payants et 15 gratuits. En 1875, l'effectif stagnait toujours : 35 élèves pour deux Frères. L'établissement cessa d'être congréganiste en 1882, quand le **F. Pierre Picot** se sécularisa, mais fut maintenu à Montpezat par arrêté préfectoral.

14 - L'ENSEIGNEMENT DANS LE GERS EN 1866.

En 1866, le Gers comptait 294 467 habitants. Préfecture et archevêché se trouvaient à Auch. L'Instruction publique était dispensée dans un lycée, un collège communal, 10 institutions secondaires libres et 773 écoles primaires. Ces dernières scolarisaient 27 255 élèves et se divisaient en 504 publiques (446 de garçons ou mixtes et 58 de filles) et en 269 libres (37 de garçons ou mixtes et 232 de filles). Il fallait leur ajouter 13 « salles d'asile », toutes mixtes.

Le recensement de 1866 donne encore quatre indications intéressantes sur le degré de scolarité des Gersois : 159 880 ne savent ni lire, ni écrire - soit plus de la moitié ; 11 636 savent lire seulement ; 119 935 savent lire et écrire ; enfin, dans 3 216 cas, on n'a rien pu vérifier. Ces résultats parlent d'eux-mêmes et prouvent que les enseignants ne travaillaient pas en vain (A. Joanne : *Dictionnaire*).

Les relevés effectués à la même date dans les autres départements où exerçaient les FIC du Midi fournissent à peu de choses près les mêmes renseignements. Il ne nous semble donc pas nécessaire de les reprendre dans le cadre de notre travail. Nous attirons néanmoins l'attention sur les différents adjectifs, comme publique, privée, libre, communale ou congréganiste qui qualifiaient alors une école, dans des acceptions qui ont pu évoluer depuis.

15 - SAINT-PUY (32) : 1867-1878.

À la fondation de cette école congréganiste publique et communale, dépendant du collège ecclésiastique de Saint-Puy (1 506 hab. en 1866), à treize km d'Auch, nous trouvons le **F. Jean Villa**, secondé par le **F. Raymond Escudé**. Deux ans après sa fondation, cet établissement, très mal équipé, comptait 85 élèves et 12 adultes le soir.

Se succéderont comme directeurs les **FF. Adolphe Lacomme, Mathurin-Joseph Lardos, Jean-Marie Joly** et **Berchmans-Marie Long**. Ce dernier, très bon organiste, aimait les voyages et les pèlerinages. Comme il restait le seul religieux en résidence dans cette école endettée, il crut bon de donner sa démission en 1878. Si bien que le conseil municipal se prononça à l'unanimité pour un titulaire laïque (*Chr.*, t. III, p. 110 ; *Mén.*, p. 552, 1039).

... Le noviciat de Lavacan n'avait encore enregistré en 1867 qu'une seule recrue. Il s'agissait du F. Paulin-Joseph Pécasou, de Juillan (65), âgé de quatorze ans. On imagine aisément les difficultés rencontrées en pareils cas par les formateurs (Mén., 426) ... Auparavant, le 23 janvier, était décédé à Pavie, dans sa 28^{ème} année, le F. Basile Dubertrand, natif de Montfaucon (65).

16 - BORDEAUX - SAINT-MICHEL : « LA PSALETTE » (33) : 1868-1906.

Le 8 septembre 1868, le **F. Alphonse Fillos** fit à Bordeaux (194 241 hab.) la déclaration d'ouverture d'une école privée à trois Frères et deux classes, qui sera connue sous le nom de « La Psalette ». En 1880, on y construisit en outre deux classes gratuites. *La Chronique* nous fournit un détail significatif pour 1899 : « Il convenait que l'unique école des FIC de Bordeaux, ville où se trouvaient déjà les FEC ne parût en rien inférieure aux autres. » Les résultats aux examens le confirmeraient bientôt (*Chr.*, t. XIII, p. 35).

Pourtant, les conditions ne semblaient pas des plus idéales, car l'article poursuit : « La classe du **F. Irénée Cardeilhac** était divisée en quatre parties : corridor, parloir, réfectoire, cuisine. » Par ailleurs, les autres élèves s'entassaient dans les salles existantes. De plus, une centaine d'apprentis se réunissaient le dimanche dans la classe du **F. Honoré Arrouy** et assistaient plusieurs fois par semaine à un cours d'adultes confié aux Frères.

Une dernière allusion rappelle qu'en 1874 le **F. André-Pierre Costes** avait 70 élèves. Après ses huit heures de classe ou d'étude, il s'occupait du dessin, de la gymnastique pendant les récréations et de la musique après « souper » (notre « dîner », NDLR). Enfin, en tant que sous-directeur de la maison, il lui arrivait de remplacer le personnel malade.

En 1901, huit Frères enseignaient à Saint-Michel. En octobre 1902, les statistiques font état de six classes, six internes, sept maîtres et de 186 élèves. Il n'y eut que 137 à se présenter à la rentrée suivante. En cause : une véritable panique due aux événements. Soulignons ici que la situation de cet établissement était fort commode pour accueillir les missionnaires en partance du port de Bordeaux (*Chr.*, 1901, *Mén.*, p. 101, 552, 862, 904, 1039, 1171).

17 - MORLAÀS (64) : 1868 ? – 1884 ?

Toujours d'après l'ordo de Bayonne, les FIC se seraient installés à Morlaàs (environ 1 620 hab. en 1868), à 11 km de Pau, de 1868 à 1884. C'était la patrie d'Antoine de Salinis, premier successeur de Mgr Delacroix à l'archevêché d'Auch. Il se peut qu'il y ait eu un lien entre le prélat béarnais et la venue des FIC. Mais, dans nos recherches, nous n'avons trouvé aucune preuve supplémentaire de cette éventuelle présence dans cette commune béarnaise.

18 - ASTAFFORT (47) : 1869 - 1877.

En 1869, le curé de ce chef-lieu de canton (2.560 âmes en 1866) demanda des FIC pour son école. Au départ, il voulait qu'elle fût congréganiste. Mais en tant que titulaire, il la déclara comme établissement libre en 1871. Le **F. Léonard-Joseph Dorlanne** y enseignait en 1876. Il se plaignit au R. **F. Cyprien Chevreau** d'un emploi du temps surchargé, avec 9h 1/2 de travail passées chaque jour dans les classes.

Bientôt, le curé condamna une innovation du Frère devenu directeur : la petite récréation de dix minutes entre les classes, « aussi funeste aux progrès des élèves que désagréable pour le voisinage » ! En fait, il voulait instaurer en fin de matinée une leçon quotidienne de plain-chant ou de musique. Les relations se détériorèrent encore plus, si bien que l'école ferma en 1877.

19 - FONTET (33) : 1870-1882.

En mars 1870, le **F. Antonin-Jean Siau** fut nommé instituteur à l'école pensionnat de Fontet (753 hab. en 1866), à 64 km au sud-est de Bordeaux. Il fut secondé par le **F. Exupère Escudé**, puis remplacé le 20 septembre 1871 par le **F. Mathieu Cazes** qu'assisterait le **F. Sylvestre Barthe**. Peu après, deux anecdotes allaient surprendre les Fontésiens.

À commencer par les agissements du **F. Mathieu**, accusé de plusieurs griefs, comme de donner trop de devoirs à ses élèves, de s'absenter fréquemment de sa classe, de n'arriver au dortoir que vers minuit ou une heure du matin, et bientôt de s'être fait un parti dans la commune et de chercher à soulever la population ...

Aussi, dut-il quitter son état de vie et son école. Il courut alors chez tous les pères de famille, criant partout à l'injustice et attribuant sa révocation aux caprices de quelques individus. Du coup, 40 élèves s'abstinrent d'aller en classe, car on attendait ardemment la réinstallation du « sieur Cazes », tandis qu'une pétition de parents en sa faveur réunissait plus de 100 signatures et qu'il se suscitait de chauds partisans qui le présentaient comme une victime des plus noires calomnies.

L'affaire fit grand bruit et interpella l'archevêque de Bordeaux, Mgr Ferdinand Donnet, l'Inspecteur d'Académie, l'Inspecteur Pri-

mairie et, on le devine, le curé, la municipalité et les parents d'élèves de Fontet. C'était en 1872. Et l'autre esclandre survint en 1877. Il illustre le fait que les maîtres avaient déjà affaire à des imprévus de toutes sortes.

Ainsi, le 2 juin, le jeune Lemerle fut-il retenu après la classe pour acte d'indiscipline. Au lieu de faire la punition, il décida de prendre la clé des champs et de ne se présenter à l'école que le surlendemain, muni toutefois d'un billet de son père alléguant que « le garçon s'était retiré sur l'ordre de sa mère, pour garder les oies ».

Le directeur congédia l'enfant en lui manifestant le désir de voir son père. Le jeune Lemerle obéit et accourut avec son père, lequel s'exclama que « son fils, payant la rétribution, devait entrer à l'école sans subir de peine disciplinaire et sans condition ». Le Directeur, qui n'avait pas excédé les limites du règlement, contesta ces explications et ferma la porte de l'école sur l'enfant.

Le père l'introduisit alors par la fenêtre. Mais l'élève fut renvoyé à nouveau. Le pauvre garçon eut encore recours à son père. Hors de lui, ce dernier accourut une fois de plus à l'école, mais en proférant des menaces contre le Frère. Celui-ci jugea prudent de se barricader à l'intérieur pour se soustraire aux violences dont on le menaçait.

Le « sieur Lemerle » s'attaqua aux portes de l'école qu'il frappa à coups redoublés en poussant des cris. À l'intérieur, la frayeur eut tôt fait de saisir les élèves pendant qu'au-dehors s'assemblait la foule. L'affaire aboutit au parquet (*Archives départementales de Bordeaux*, 8 T 6A).

D – LES FIC DU MIDI DE 1871 À LA FUSION AVEC LA BRETAGNE (1871 – 1876).

1 – MGR DE LANGALERIE (1871-1896).

En 1871, Mgr de Langalerie succédait à Mgr Delamare à une période critique : les Français venaient de perdre la guerre et changeaient de régime. De plus, les nouvelles options politiques ne laissaient pas de diviser les catholiques. Mais comme ses prédécesseurs, le prélat veilla de près à l'œuvre de Gascogne et continua de donner une somme annuelle de 2 000 F pour l'entretien du noviciat.

En juillet 1876, il vendit le domaine de Lavacan à l'Institut des Frères de Ploërmel qui l'occupait gracieusement depuis l'achat consenti par Mgr Delacroix. Et qui plus est, pour le même montant que ce dernier l'avait acquis à l'origine. Sans doute y a-t-il un lien entre la fusion et la reconnaissance officielle de 1822 destinée à la Bretagne seule et étendue par le décret du 9 mai 1876 à tout l'Institut (D. Peyramond, *Le Site de Lavacant*, p. 24)..



Monseigneur de Langalerie

2 - ARGELÈS-DE-BIGORRE (65) : 1871-1877.

Nous n'avons que peu de renseignements sur la présence des FIC dans cette ville située dans une des vallées les plus fraîches et les mieux arrosées des Pyrénées, qui en 1869-1870 comptait 1.690 habitants et possédait une école laïque de 79 élèves pour deux maîtres, mais pas d'établissement libre. De plus, la direction était en froid avec les autorités civiles.

Il est presque sûr que les **FF. Celse-Marie Bourgneuf** et **Olympe Tinarrage** furent envoyés au collège ecclésiastique du lieu, qui était une annexe de celui de Saint-Pé-de-Bigorre, où le **F. Aldric Pigeon** n'avait pu enseigner à cause de sa santé que durant une année, cependant que les FIC continuaient toujours à diriger l'école communale des Saint-Péens.

Le 7 mars 1876, le député-maire d'Argelès faisait part au **R. F. Cyprien Chevreau** de son désir de voir le **F. Celse-Marie Bourgneuf** - frère du **F. Léobard Bourgneuf**, directeur de Lourdes - s'occuper de l'instruction musicale des enfants et de la conduite de la fanfare. Le **R.F.** lui répondit brièvement mais clairement : « Il ne m'est pas possible d'accorder cette autorisation, parce qu'elle est incompatible avec l'esprit et les règlements de notre Institut. »

3 - GOUTZ (32) : 1871-1882.

F. Mathurin-Joseph Lardos prit en 1871 la direction de l'école libre de Goutz, petite commune du Gers (415 hab. en 1866), avec comme adjoint le **F. Dosithée-Pascal Laffargue**, tandis que l'école communale laïque continuait d'accueillir 20 élèves. Un legs important de deux bienfaitrices leur assurait un traitement décent.

Cette localité ne doit pas être confondue avec les trois « Gouts », ses paronymes, situés en Dordogne, dans les Landes et en Lot-et-

Garonne. En 1875, après décision du conseil départemental, puis du conseil municipal, l'école communale des garçons fut supprimée par manque d'effectifs.

En 1875, le préfet écrivit au ministre que l'école libre tenait lieu d'école communale avec deux Frères et 40 élèves. Goutz devint le champ de prédilection du **F. Adolphe Lacomme**, ancien Provincial des Frères du Midi. Il était aidé du **F. Salvador Sohier** (22), à la santé précaire, ancien missionnaire, qui mourut à Pontmain en 1901 (*Mén.*, p. 103, 1038).

4 - BORDEAUX - LA BASTIDE ou CÉNON - LA BASTIDE (33) : 1873-1905.

Les **FF. François-Joseph Lapeyre**, titulaire, et **Paulin-Joseph Pécassou** ouvrirent le 1^{er} octobre 1873 cet établissement d'apprentis nommé Sainte-Marie. Le directeur, un autodidacte, était « doué en tout ». Il apprendrait l'allemand, l'anglais, l'espagnol et le basque, tout en gardant un faible pour les mathématiques et la musique. Il gardera son poste de directorat durant 30 ans (*Mén.*, p. 931).

Au début, les Frères prenaient dans une classe le déjeuner que leur servait le personnel d'un hôtel. Après l'étude, ils rejoignaient pour la nuit la maison Saint-Michel de Bordeaux. Peu nombreux - sans doute une quinzaine à l'ouverture tardive du 20 octobre 1873 -, les élèves affluèrent dès la rentrée suivante. Leur nombre atteignit vite 120. Ce qui nécessita la création d'une troisième classe.

Contre une modique rétribution, les FIC assuraient en outre le service des enfants de chœur, la direction de la chorale, la surveillance au sein de la « Société des Apprentis » et, le jeudi, l'accueil les élèves qui venaient faire leurs devoirs. Ne leur restait de libre que le premier jeudi de chaque mois ! Cette surcharge de travail provoqua à la longue un surcroît de fatigue chez certains maîtres.

En 1875, eut lieu l'ouverture d'un petit pensionnat après que l'école avait changé d'adresse. Mais la nouvelle formule, habilitée pour 32 pensionnaires, n'eut pas dans l'immédiat le succès escompté. Car la concurrence jouait à plein plus que jamais. Que faire, en effet, face aux fameux pensionnats des jésuites, des FEC et des Maristes ? Par contre, l'externat des FIC devint florissant.

Cependant, grâce à un meilleur suivi, il y eut de bons résultats. En 1881-82, il fallut songer à construire non loin un externat payant, deux classes gratuites et la maison des Frères. Le 31 octobre 1881, le **F. Lapeyre** ouvrit aussi un pensionnat plus grand. Le Cardinal Bonnet, de Bordeaux, bénit en personne ce nouvel ensemble, le 2 juillet 1882, devant une belle affluence.

L'état de 1883-84 signale la présence de cinq FIC, de dix internes et de 282 élèves. En 1891, lors de la laïcisation, le pensionnat fut pris en charge par une société civile. Mais les effectifs allèrent décroissant : 196 élèves en juin 1902, et 170 à la rentrée suivante, répartis en sept classes pour huit maîtres (*Chr.*, 1901).

5 - CAZAUBON (32) : 1874 - 1901.

Le 1er octobre 1874, après accord entre la municipalité et la paroisse, Cazaubon (2 666 hab. en 1872) accueillit les deux premiers FIC, en vue de scolariser les 75 élèves de son école publique. Malheureusement, le titulaire, le **F. Alexandre Labat** (Bellocq-Saint-Clamens, 32), qui d'emblée avait conquis l'estime de tous, dut rejoindre Lavacan où il mourut de maladie en 1878, à 34 ans.

En 1881-82, l'effectif des deux classes réunies atteignait 109 élèves. Mais l'école fut laïcisée le 1er janvier 1889. Le curé et un comité créèrent alors un établissement libre. Un bienfaiteur leur prêta sa maison et donna en outre 300 F. par an pour les diverses dépenses.

Aussi, les classes et les études restèrent-elles gratuites, tandis que les deux maîtres touchaient 1 800 F. Mais ils durent quitter la commune le 1er janvier 1902. Et le local fut converti en bâtiment de la Poste.

6 - MAUVEZIN (32) : 1874-1903.

Cet établissement libre tenant lieu d'école communale ouvrit le 3 novembre 1874, à Mauvezin (2 727 hab. en 1872). Le **F. Dominique Pailhé**, quoique natif de la localité, en devint le premier titulaire : ce qui était extrêmement rare. Au début, les maîtres devaient aller dans trois directions différentes : ils enseignaient à l'est de la ville, prenaient les repas au sud et couchaient au centre !

Au bout de cinq mois, ils réussirent à se faire porter la nourriture en classe. Ils se restauraient tout en surveillant les élèves qui mangeaient sur la cour. Trois nouvelles classes sortirent de terre dès 1875-76. La plupart des garçons ne fréquentaient l'établissement que l'hiver, le reste du temps ils s'adonnaient aux travaux des champs, selon l'usage d'antan propre à la campagne.

En 1881, avec 105 élèves, tout allait encore pour le mieux. Mais le ciel s'obscurcissait. En 1902, l'Inspecteur d'Académie écrivit au Préfet : « Les maîtres (il n'y en avait plus que deux, NDLR) s'adressent surtout à la mémoire et négligent de développer l'intelligence. L'éducation donnée est étroite et surtout antilibérale. Cette école n'offre aucun caractère d'utilité publique. » (*Chr.*, 1901).

7 - À LA VEILLE DE LA FUSION : 1875.

Le 7 juillet 1875, le **R. F. Cyprien** écrivit un important courrier à l'abbé Bénac, en charge des FIC de Gascogne : « La situation actuelle de Lavacan ne peut être que provisoire. Il faudra en effet me semble-t-il ou qu'elle se réunisse tout à fait à la maison de Ploërmel,

ou bien qu'elle s'en sépare complètement, et dans ce dernier cas qu'elle obtienne préalablement la reconnaissance légale ».

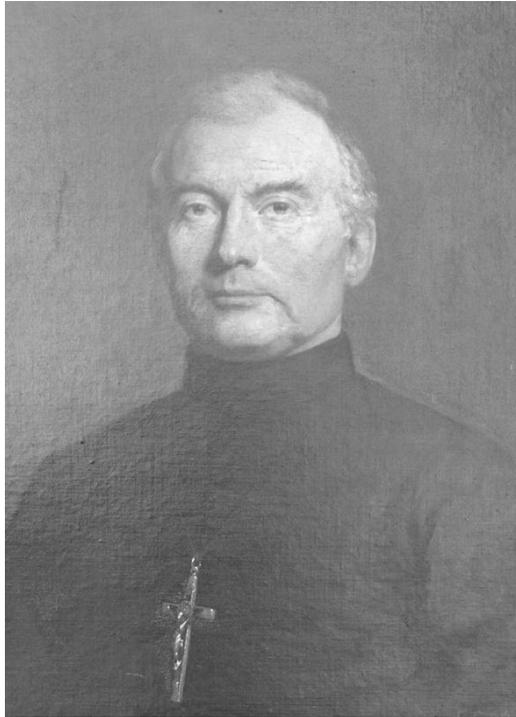
Mais le Supérieur général ajoutait aussitôt : « On doit tenir grandement compte du désir ou du sentiment général des Frères : ceux-ci, en masse, souhaiteraient ardemment la complète fusion avec la maison de Ploërmel. Monsieur et cher abbé, vous êtes à même de le savoir beaucoup mieux que moi. » (*EM.*, n° 39, p. 85).

*... En 1875, le prélat d'Auch clôtura les cérémonies de la retraite qui réunissait « les nouveaux profès et une centaine de religieux », avec à leur tête le **R.F. Cyprien**. Le prélat bénit au fond du jardin une grotte, réplique fidèle de celle de Lourdes, où se déroula le soir, la procession aux flambeaux, à l'image de celle de Lourdes. Le lendemain, on se rendit comme à l'accoutumée au petit sanctuaire de Notre-Dame-du-Cédon (*Chr.*, année 1875, n° 11).*

E - DE LA FUSION AVEC LA BRETAGNE À LA LAÏCISATION (1876 - 1891).

1 – LA FUSION DU MIDI AVEC LA BRETAGNE : 1876.

La demande officielle de fusion complète de l'œuvre de Gascogne avec l'œuvre mère de Bretagne, formulée le 4 mai 1876 par les délégués du Midi au nom de leurs confrères, fut accueillie avec « une vive satisfaction » et obtint l'approbation unanime du chapitre. À cette date, le « Midi » ne comptait encore que 70 Frères (*Chr.*, n^{os} 286, 287 ; *Mén.*, 527, 2249).



**Le Révérend Frère Cyprien, Supérieur général
des Frères de l'Instruction chrétienne, de 1861 à 1897**

Jusque-là, Lavacan n'avait jamais été une occasion de dépense pour Ploërmel. Mais Mgr de Langalerie, archevêque d'Auch, et les Frères étaient tombés d'accord pour la réalisation de cette fusion avec la Bretagne. Elle donnerait un élan à la région qui semblait toujours vivoter et comme subsister dans le provisoire et manquer d'une direction plus ferme.

D'où le contrat qui s'ensuivit, divisé en cinq points, dont voici l'essentiel : « Mgr de Langalerie cède à l'Institut des Frères de Ploërmel le domaine de Lavacan tel qu'il a été acheté par Mgr Delacroix. Cette cession est consentie moyennant la somme de 25 000 F que le **R. F. Cyprien** s'oblige à payer à Mgr d'Auch dans l'espace de cinq ans. »

Le dernier article, diversement interprété par la suite, stipule :

« Ce contrat devant conserver un caractère essentiellement canonique, les deux partis déclarent qu'elles renoncent au bénéfice d'une sanction légale et à tout recours devant les tribunaux civils. »

On procéda à un nouveau découpage géographique. La Gascogne devint immédiatement la « province Sainte-Marie », avec sa maison principale à Lavacan. De la sorte, furent réunis à Ploërmel, 32 établissements, dispersés dans le Gers, la Gironde, les Hautes-Pyrénées, la Haute-Garonne, les Landes et le Lot-et-Garonne (*Chr.*, nos 286, 287 ; *Circ.*, 40 et 44; *EM.*, no 39, p. 127).

La Congrégation s'étant développée au-delà de la Bretagne, il convenait de s'adapter à la nouvelle situation. Le **R. F. Cyprien** obtint la reconnaissance légale à toute la France par un décret gouvernemental - sur avis du Conseil d'Etat - signé par le Président de la République : le Maréchal de Mac-Mahon, le 9 mai 1876, si bien que le Midi en fut aussi bénéficiaire. (*Chr.*, n° 294).

2 - BÉZIERS (34) : 1876- 1892 ; 1904 - 1908.

Le **F. Olympe Tinarrage** se rendit à Béziers (38 227 hab.), en avril 1876, dans une petite classe du collège ecclésiastique de La-Trinité. Deux ans plus tard, on trouva de quoi employer six religieux. À l'évêque de Montpellier, qui en désirait trois ou quatre autres pour leur confier des classes de français dans le nouveau collège de Gignac (2 847 hab. en 1876), à 30 km de Montpellier, il fut répondu que l'on n'en disposait pas.

Puis, les effectifs scolaires baissèrent d'un coup. En 1889-90, on ne comptait plus que 57 élèves, pour 80 l'année précédente. Les Frères se retirèrent du collège en 1892, pour y retourner au nombre de trois ou quatre en 1904, à la demande de l'évêque, mais cette fois, comme d'ailleurs les Frères maristes, comme simples surveillants.

3 - AGEN (47) : 1876-1900.

En octobre 1876, le **F. Anselme-Joseph Toulouse** devint titulaire de cette implantation située au sein du collège ecclésiastique Saint-Caprais d'Agen (19 503 hab. en 1876). L'école sera lourde à gérer. Le **F. Jean-Baptiste Dugoujon** marqua durablement cette ville où il mourut à 49 ans, vénéré de tous. On lui fit de splendides funérailles auxquelles assista l'élite de la population.

Un second FIC exerça aussi beaucoup d'influence parmi les Agenais : le **F. Berchmans-Marie Long**, né à Mauvezin d'un père protestant et d'une mère catholique. Sur le point de mourir, son père demanda que ses enfants deviennent catholiques. Pour soustraire le garçon aux persécutions éventuelles de ses camarades, le curé du lieu consulta l'archevêque et le vicaire général.

Ce dernier conseilla au **F. Dubourdiou** de prendre le jeune catéchumène au juvénat afin de le préparer au baptême et à la commu-

nion. Agé de treize ans, l'adolescent ne désira plus retourner chez lui et entra par la suite à Lavacan. Il devait décéder subitement, à 47 ans, dans l'église de Pavie, où de sa voix mélodieuse il était en train de chanter l'office (*Mén.*, p. 233, 1286).

4 - TOULOUSE (31) : ORPHELINAT : 1876-1880.

Le 1er octobre 1876, deux FIC vinrent enseigner à l' « Orphelinat professionnel des jeunes Apprentis » de Toulouse (131 642 hab. en 1876), d'où deux garçons partiraient dans l'année pour le postulat de Lavacan. Le **F. Thomas d'Aquin Maupomé**, deuxième du nom, né à Dufort (32), en fut le premier directeur.

Mais, le Père Supérieur de l'Orphelinat et le directeur n'arrivèrent pas à s'entendre : leurs opinions divergeaient sur des questions matérielles comme la nourriture et le traitement. Aussi le **F. Thomas d'Aquin**, démoralisé, demanda-t-il de ne plus retourner à Toulouse, tandis que l'abbé était sur le point de ramener chez lui les recrues qu'il avait envoyées à Lavacan.

L'archevêque de Toulouse se mêla de l'affaire, et d'une plume trempée dans l'acide écrivit au **S.G.**, le 6 juillet 1878 : « Il y a une dissemblance entre les procédés de ces Frères et la conduite si digne et si dévouée de vos Frères de Ploërmel employés comme professeurs chez les Pères Jésuites, qu'on ne les aurait pas pris pour les membres d'une même congrégation ...

« Peut-être n'a-t-on pas su choisir pour la direction des orphelins-apprentis des religieux aux aptitudes convenables à ce genre de ministère ? Peut-être aussi la formation religieuse des Frères de Lavacan n'est-elle pas aussi parfaite que celle des Frères de Ploërmel ? » Voilà un reproche qui reviendra sporadiquement.

Et le prélat de poursuivre : « Si des religieux formés à Ploërmel vous paraissaient plus aptes à seconder les efforts de M. l'abbé Julien (le responsable de l'orphelinat, NDLR), j'espère que vous ne me les refuseriez pas. » Sans se démonter, le **R. F.** lui répondit qu'il tiendrait cas de la remarque. Finalement, il semble que les FIC aient déserté l'établissement vers les années 1880.

*... Après avoir exercé successivement à Buglose, Bordeaux-Tivoli, Saint-Pé et Tournecoupe, le **F. Paulin-Joseph Pécasou**, de Juillan (65), désireux de se rendre en mission, embarqua pour Haïti en 1876. Son séjour fut de courte durée : il fut anéanti par la maladie, à 28 ans, le 7 avril 1881, dans la ville de Jérémie, où il dirigeait un important établissement. Il ne laissa partout que des regrets unanimes (Chr. t. 3, p. 542 ; t. 5, p. 110 ; Mén., p. 426).*

5 - SAINT-DENIS-DE-PILE (33) : 1877-1903.

Le **F. Evariste Liezevski**, aidé du **F. Lucien Joly**, prit en 1877 la direction du pensionnat Sainte-Marie de Saint-Denis-de-Pile (2 511 âmes en 1876). L'établissement présentait à plusieurs examens : Service Vicinal, Ponts-et-Chaussées, PTT, Contributions, Volontariat, BE, Arts et Métiers, Ecole Supérieure d'Agriculture, de Commerce et d'Industrie (Chr., 1877).

Le 7 octobre 1885, la fièvre typhoïde emportait à 24 ans le **F. Similien-Marie Josso**, né à Missillac (44). Toute la population se rendit à ses obsèques. L'église s'avéra bien trop petite pour la circonstance. Le curé de Saint-Denis voulut que le défunt reposât dans le caveau des prêtres de la paroisse. Mais, brisé par l'émotion, il ne put terminer l'éloge du défunt (Mén., p. 1204).

À la faveur d'une personnalité locale, l'ouverture d'une « école gratuite » au sein de l'établissement fut fixée au 3 novembre 1890.

Quatre ans plus tard, l'école comptait 104 élèves, dont 36 pensionnaires, et dispensait des cours d'anglais et de musique. Les succès ne se firent pas attendre Mais les temps devenant rudes, l'école s'en alla à vau-l'eau et ferma en 1903, à la fin du délai légal imparti par le Gouvernement (*Chr.*, t. V, p.80).

*... Nous savons que le **R. F. Abel Gaudichon** était passé lui-même dans toutes les écoles. Il avait remis les feuilles de sécularisation, en précisant qu'elles n'avaient de valeur qu'au for externe. De plus, dès avril 1903, le directeur avait donné à chaque Frère 25 F par mois, plus 80 F. pour acheter des habits civils.*

Les statistiques de novembre 1902 faisaient état de huit Frères pour 117 élèves, avant que le 20 décembre 1903, le liquidateur mît la main sur ce bel établissement (*Chr.*, t. V, p. 166 ; t. VII, p. 166 ; t. VIII, p. 283 ; t. XI, p. 115 ; t. XII, p. 268 ; t. XIV, p. 297 ; *Mén.*, p. 415, 553, 796).

6 - MARMANDE (47) : 1877 - 188 ?

À la demande de l'évêque d'Agen, Mgr Jean-Emile Fonteneau, qui avait déjà eu affaire aux FIC dans son diocèse, une nouvelle école fut créée au petit séminaire de Marmande (8 961 âmes en 1876). Le **F. Bertrand de Comminges Maubé** y exerçait en 1879. Nous n'avons guère de renseignements supplémentaires sur cette fondation qui semble avoir été d'une courte durée.

7 - SAINT-MACAIRE (33) : 1877 - 1880.

Le 5 octobre 1877, le **F. Austinde-Marie Jacob** fit la déclaration d'ouverture de l'école libre- pensionnat de Saint-Macaire (2 252 hab. en 1876). Pour un total de 100 élèves, il allait être secondé par les **FF**.

Victorien-Marie Solle et **Marius Azan**. Les succès ne se démentirent pas. Mais l'établissement dut fermer très rapidement.

8 - CIBOURE (64) : BÉTHANIE : 1878 – 2014.

L'historique de cette « fondation » sera développé dans le troisième chapitre de nos recherches. Car il condense une partie non négligeable du vécu des FIC du Midi de la fin du XIX^e siècle jusqu'à nos jours.

9 - LES MATELLES (34) : 1879 - 1903.

Le **F. Gabriel-Édouard Cazenave** fut le premier directeur de l'orphelinat agricole Notre-Dame-des-Champs des Matelles (470 hab. en 1876). Les FIC ne devaient s'occuper que de l'instruction et de la surveillance d'une quarantaine d'enfants de sept à dix ans. C'était un poste difficile. « Il fallait, souligne un chroniqueur, y envoyer les Frères ... de force » (*Chr.*, 1901 ; *Mén.*, p. 553, 1422).

... Le supplément de La Chronique relate l'état statistique de l'Institut au 15 avril 1879. Le Midi s'étendait alors sur les départements suivants : Gers, Gironde, Haute-Garonne, Hérault, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées. Nombre d'établissements : 32 ; celui des Frères et novices : 108 ; celui des élèves, adultes et enfants : 2 500. De la sorte, nous suivons l'extension progressive de la province (Chr., 1879 et 1901; E. M., n° 39, p.129).

10 - VILLENEUVE-LES-BÉZIERS (34) : 1880-1896.

Villeneuve-lès-Béziers, (environ 2 000 habitants en 1880) avait demandé des FIC pour la prise en charge de l'école Saint-Joseph, parfaitement meublée et conçue exprès à leur intention. Le **F. Antonin-Jean Siau** en fut le premier titulaire. Il était aidé d'un adjoint. Ils

n'avaient à eux deux que 46 garçons à instruire. Mais les effectifs déclinerent : en 1894, on ne comptait plus que 29 élèves au total. Aussi, le conseil de l'Institut décida-t-il de fermer l'école en 1896 (*Chr.*, t. III, p. 281).

11 - CASTELNAUDARY (11) : 1881-1891.

L'école Saint-François-de-Sales, annexe du collège ecclésiastique de Castelnaudary (9 075 hab. en 1881), fut le seul établissement du département de l'Aude où travaillèrent les FIC. Le **F. Théodore Varlot** en fut le titulaire de 1881 à 1890. Plusieurs religieux s'y succédèrent, dont le **F. Cérèse Escoubas** qui, ne réussissant pas dans ses cours de sciences, se mit à nourrir une aversion extrême contre le collège. Si bien qu'il fallut le déplacer (*Mén.*, p. 531, 715).

12 - LA BASTIDE-CLAIRENCE (64) : 1881-1952



Pierre tombale au cimetière de la Bastide-Clairence

En dépit des progrès de la laïcisation, le curé du lieu (1 470 hab. en 1881) demanda deux FIC pour son nouvel établissement libre, fondé le 21 février 1881, qui accueillit dès le premier jour une soixantaine d'élèves. Le directeur, en fut le **F. Ambroise**

Pautret. Mais l'école accusa l'approche de la crise de 1903, avec 67 élèves en juin 1902 et 55 au mois d'octobre suivant. La survie s'annonçait très difficile (*Chr.*, t. III, p. 282).

13 – ÉCOLE LAÏQUE ET ÉCOLE LIBRE : 1882.

La loi du 29 mars 1882 rendit l'instruction primaire laïque et obligatoire pour tous les enfants des deux sexes, de six à treize ans. Le 30 octobre 1886, les religieux furent exclus de l'école publique qui prévoyait de dispenser une instruction morale et civique, d'affirmer la neutralité de l'État dans le domaine religieux et de séparer la sphère publique de la sphère privée. En plus du dimanche, un jour par semaine était réservé à l'enseignement éventuel du catéchisme.

Par conséquent, pas de clercs, de religieux, de catéchisme, de prières, de crucifix dans les nouvelles écoles publiques. Graduellement, locaux et programmes furent laïcisés, ainsi que le personnel enseignant, durant les cinq ans qui suivirent, le dernier délai étant fixé au 8 septembre 1891 (*Mén.*, p. 762).

Ces mesures aident à comprendre qu'il n'y eut plus de FIC dans les écoles publiques à l'expiration du délai imparti par le législateur. Elles expliquent aussi les nombreuses ouvertures d'établissements libres, ponctuées par autant de bénédictions. *La Chronique* s'en fait l'écho, qui en relate près de 150, dont la plupart ont trait à l'Ouest. Deux écoles seulement évoquent le Midi, celle de Lourdes et celle de Biarritz (*Chr.*, t. VIII, p. 241 ; t. IX, p. 60).

14 - BAYONNE (64) : 1882 ? - ?

Dans son livre : « Recherches historiques sur le Pays basque », Pierre Haristoy, historien du Pays basque, mentionne en 1882 l'existence des FIC à Bayonne et prédit la fermeture imminente de

leur établissement scolaire, à cause de la nouvelle vague de laïcisation qui s'abat sur la France.

Malgré nos investigations, nous n'avons pu trouver de preuve convaincante à cette assertion. Les FIC y exerçaient-ils avant 1903 ? Chez les Bétharramites ? Le P. Michel Garicoïts (1797-1863), fondateur de ces missionnaires, avait bien entretenu avec l'abbé Jean une relation épistolaire dont il ne nous reste plus qu'une lettre adressée à Ploërmel, le 25 octobre 1845 (Laveille, t. II, p. 463).

À ce sujet, Pierre Miéyaa remarque qu'elle « a été publiée avec quelques variantes », par Mgr Laveille. Avant d'ajouter : « Il a existé entre Saint Michel Garicoïts et le vénérable Jean-Marie de la Mennais une correspondance suivie, qui n'a point été retrouvée (*Correspondance de Michel Garicoïts*, Edition publiée et annotée par Pierre Miéyaa, t. I, 1959, p. 127).

Ce que nous savons de sûr, c'est que pour venir en aide à ses Pères le futur saint basque, envisageant d'instituer des Frères coadjuteurs chargés d'enseignement, avait demandé conseil à cet effet à l'abbé Jean. Il sera en outre question, de 1903 à 1908, de la présence des FIC à l'Institution Saint-Louis-de-Gonzague des Bétharramites de Bayonne.

15 - LOURDES (65) : ÉCOLE ET MAÎTRISE DES SANCTUAIRES : 1884-1975.

L'école datait de 1884, alors que la cité mariale dénombrait 5 864 hab. Elle se situait dans les Sanctuaires. Elle ouvrit une classe de 18 externes provenant de Lourdes et des environs. Elle fut dirigée un temps par le **F. Jérôme Dubarry** avant de se transformer en internat et en manécanterie quand les élèves durent en outre animer les offices, dimanches et jours de fête.

16 – LES SANCTUAIRES DE LOURDES : 1884 ?-2014.

En plus des Frères qui enseignaient, cette communauté accueillait et accueillerait jusqu'à nos jours, surtout en période de pèlerinages, des confrères de toute nationalité. Ces derniers travaillaient dans des services qui s'étaient diversifiés au fil des ans : correspondance, animation liturgique, expédition d'eau, enregistrement des dons et offrandes, vente de cierges, d'ex-voto ...

17 - BRANNE (33) : 1886-1903.

Branne était un petit chef-lieu de canton (608 hab. en 1886). À la rentrée du 18 octobre 1886, le **F. Gabriel-Édouard Cazenave** fut le premier directeur de l'école privée à deux maîtres et deux classes, naguère occupée par les Maristes et demeurée vide depuis trois ans.

Mais il n'y resta qu'un an. Les **FF. Lucien Joly, Aristide-Liguori Carrère** et **Sylvain-Joseph Combes** lui succédèrent dans cet ordre. En 1903, à la fermeture de l'établissement, les Frères remirent la clé au garde-champêtre, parce que, affectés par le départ des maîtres, ni le curé, ni le maire, ne voulaient la récupérer (*Chr.* 1901 ; *Mén.*, p. 553).

18 – CASTILLON-SUR-DORDOGNE (33) : 1886-1903.

Castillon-sur-Dordogne (2 954 hab. en 1886), aujourd'hui Castillon-la-Bataille, avait disposé jusqu'en 1881 d'une école communale de FEC. D'où la requête, le 13 mars 1881, du vicaire général de Bordeaux auprès du **R. F. Cyprien Chevreau**, en vue de d'obtenir trois FIC. Ils lui furent refusés, faute de personnel.

Si bien qu'un comité décida de la fondation d'une école privée avec la participation des seuls laïcs.

Mais ils ne firent pas l'unanimité. On demanda donc des Frères une seconde fois. Ce furent les **FF. Louis-Bernard Trébois** et **Dosithée-Pascal Laffargue** qui ouvrirent en octobre 1886 l'établissement en question où ils donnèrent immédiatement entière satisfaction.

Le 18 janvier 1889, grande fut la consternation des Castillonnais en apprenant la mort à 48 ans du **F. Trébois**. Ce Tarbais avait refusé jusqu'au bout tout dérangement, de sorte que son auxiliaire ne l'avait remplacé que la veille. La paroisse entière assista à ses funérailles, « même ceux qui par option politique étaient dans la nécessité de confier leurs enfants à d'autres maîtres ...

« Ceux-ci s'honorèrent en faisant aussi cortège à l'instituteur religieux. Le curé, très ému, exprima les sentiments d'affection et les profonds regrets de tous ; le président du comité catholique rendit au défunt un dernier hommage ...

« Après l'ultime bénédiction, le cercueil fut placé dans le dépôt, en attendant le tombeau que lui érigerait la paroisse. Par la suite, les succès aux examens se répétèrent d'année en année. Néanmoins, le 11 octobre 1903, on ferma l'école avant que les portes ne fussent crochétées. » (*Chr.*, 1889 n° 9 ; *Mén.*, 17, 90 et 862).

19 - MATHA (17) : 1886-1897.

L'école du collège pensionnat Saint-Joseph de Matha (2 344 âmes en 1872), en Charente-Maritime, dépendait alors de la circonscription de Bordeaux. Les deux premiers maîtres furent les **FF. Célestin-Victor Cauhapé** et **Polycarpe-Privas Grousset**. Le 15 septembre suivant, le **F. Etienne Dastugue** se chargea de la surveillance des pensionnaires.

À la surprise générale, le **F. Célestin-Victor Cauhapé** fut cassé de ses diplômes en 1891, à la suite de basses intrigues, et dut revenir à

Lavacan. Il fut remplacé par le **F. Antonin-Jean Siau**. Puis, en novembre 1893, une vive querelle éclata entre le curé et les FIC, qu'un journal local étala sur la place publique. L'affaire resta en suspens.

Mais en août 1894, le **R. F. Cyprien** fut amené à écrire au curé : « Devant les difficultés sans cesse renaissantes, et surtout devant les soupçons que votre lettre laisse planer sur le **F. Antonin-Jean** et sur la maison, le conseil de l'Institut a pensé qu'il était plus avantageux pour nous et pour vous de nous retirer de ce poste. Nous serions heureux de vous voir accepter ce projet ». Cette riposte eut le don de calmer les esprits. Et en janvier 1895, tout était rentré dans l'ordre.

... Mgr Louis-Joseph Gouzot (1887-1895) succéda à Mgr de Langalerie, mort en 1886. Quoique dégagé depuis 1876 de toute responsabilité envers les FIC, le nouvel ordinaire tenait beaucoup à Lavacan. Nous le voyons lors de la retraite annuelle rendre visite aux FIC. C'est fortifiés par ses encouragements qu'ils vécurent les décrets d'application des nouvelles lois, l'incertitude du lendemain et la gêne financière si difficile à vivre au quotidien.

20 - COUTRAS (33) : 1887-1903.

Le 31 août 1887, le **F. Apollo Le Gal** prit la direction de l'école libre de Coutras (5 092 h en 1886). Il la dirigea seul la première année. Mais on l'appréhendait quelque peu à cause de son extérieur quelque peu bourru. En 1889, les FIC scolarisaient 74 élèves, 49 en 1894, 65 en 1899 et 65 en 1902 (*Chr.*, 1901).

*... Le **F. Jean-Louis Dubourdieu**, grande figure de la province de Gascogne, mourut à Lavacan, le 33 mai 1888, à 74 ans. Le premier directeur principal de Lavacan, des écoles du Midi, du postulat et du noviciat, entouré de l'affection de ceux qu'il avait si bien connus et longtemps conseillés, fut inhumé au*

cimetière de Pavie, auprès des Frères qui l'y avaient précédé (Mén., 714).

21 – PAVIE (33) - ÉCOLE LIBRE : 1889-1908.

Cette école privée à une classe, promue par le curé et initiée par le **F. Omer Rietch**, ouvrit le 1^{er} janvier 1889. Elle appartenait au Comte Dillon. Elle était installée, le logement de l'instituteur y compris, dans une aile qui faisait partie d'un ancien couvent. Par ailleurs, diverses quêtes permirent l'acquisition du mobilier scolaire. Elle avait encore 21 garçons en novembre 1902.

... La loi du 15 juillet 1889 soumit à l'obligation du service militaire de trois ans, aussi bien les séminaristes que les religieux. Il fallut en tirer les conséquences en remplaçant les conscrits et en s'intéressant à eux au long de leur casernement (Chr., 1901; Mén., 817).

22 - LA RÉOLE (33) : 1890-1913.

Le **F. Théodore Varlot**, secondé du **F. Léonidas Guillot**, ouvrit en septembre 1890 l'école libre pensionnat de La Réole (4 343 hab. en 1886). Peu après la rentrée, le **F. Fauste Lay**, provincial du Midi, écrivait au **S. G.** : « L'établissement de La Réole éprouve des difficultés par suite des divers genres d'opinions des membres du comité (de l'école libre, NDLR). » (*Chr.*, 1898 et 1901).

Les effectifs grimpaient rapidement. En 1895, on totalisait quatre Frères pour 104 élèves et huit pensionnaires. Le **F. Léontien-Joseph Crampette** succéda au premier directeur et, dès l'année suivante, passa la main - pour sept ans -, au **F. Camille-Joseph Lassus**. Ce fut ensuite le **F. Florent Lollivier** qui affrontera la crise de 1903.

F - DE LA LAÏCISATION À LA SÉCULARISATION (1891-1903).

1- BIARRITZ (64) : 1891-1926.

Le dernier délai avant la laïcisation des écoles congréganistes expirait le 8 septembre 1891. Le 27 octobre suivant, le **F. Jean-Chrysostome-Ernest Milhau** prit la direction de l'école privée de l'Immaculée-Conception à Biarritz (9 177 hab. en 1891). Cette ville était devenue célèbre grâce aux villégiatures de Napoléon III et de l'Impératrice Eugénie (*Chr.*, février 1894).

Avec le concours de trois FIC, elle accueillit 150 élèves au départ. En juin 1902, quatre religieux instruisaient 225 garçons, répartis en quatre classes. Nous ne savons pourquoi « La lettre pastorale » (1899, n°73) de Mgr Jauffret, évêque de Bayonne, place cette fondation en 1887.

... C'est en 1891 que cessa de fonctionner le noviciat Saint-Nicolas de Lavacan, inauguré en 1856. Il serait relayé par celui, canonique, de Ploërmel. C'était la condition exigée par le Saint-Siège pour l'approbation définitive de l'Institut pour laquelle travaillait de longue main l'administration générale de l'Institut (Chr., 119, p. 647).

Comme maîtres des novices, s'étaient succédé à Pavie les **FF. Jean-Louis Dubourdieu, Sébastien Tinarrage, Anselme-Joseph Toulouse, Théodorit-Marie Joubault** et **Antonin-Jean Siau**. C'est le **F. Célestin-Victor Cauhapé** qui continuera jusqu'en 1903 la formation des postulants du Midi, avant de rejoindre l'Espagne.

2 - GUÎTRES (33) : 1892-1903.

L'école privée de Guîtres (1 543 hab. en 1891) appartenait à un particulier qui l'avait cédée aux FIC. Le promoteur de la fondation n'était autre que Mgr Lecot, archevêque de Bordeaux. Il y eut au départ deux maîtres pour deux classes, dont le titulaire, le **F. Cérase Escoubas**. Sur ces entrefaites, le 11 octobre, l'Inspecteur Primaire écrivit à l'Inspecteur d'Académie une lettre dont voici un extrait qui mérite d'être cité pour son coefficient pédagogique.

« J'estime dans l'intérêt de la santé des enfants de devoir faire opposition à l'ouverture de l'école, sur les motifs suivants : 1°) emplacement humide, souvent noyé dans les brouillards et recouvert en partie par les eaux (du Lary, NDLR) à l'époque des crues ; 2°) salle de classe froide, non planchéiée, mais bétonnée ; 3°) voisinage malsain : parcs à lapins, porcs, teinturerie ».

À son tour, le maire adopta la même attitude. Mais le **F. Cérase** éluda ces deux interdictions. Il résista d'abord au premier magistrat, et dans un second temps passa outre la décision du conseil départemental contre laquelle il avait fait appel. Il fit savoir qu'il continuerait de diriger l'école privée dans un nouveau local. Il y exercera jusqu'en 1903.

*... Le 19 janvier 1892, était mort à Bordeaux, presque subitement, le **F. Joseph-Marie Marsan**, né à Bassoues en 1837. Enfant précoce, il avait demandé à entrer au postulat de Lavacan. Ce qui suscita une vive opposition de la part de ses parents qui auraient préféré pour leur fils une situation plus en vue, le sacerdoce par exemple.*

À l'occasion de sa nomination à Lectoure, le curé, le maire et la population avaient couvert de signatures plusieurs listes de pétitions

et forcé les responsables à revenir un temps sur leur décision. Puis, on l'envoya fonder, à 22 ans, une école catholique à Castelmoron, commune à moitié protestante. Il y réussit à merveille, avant de se rendre plus tard à Auch, puis à Arreau.

Quand il fut question de le déplacer de ce village pyrénéen, le préfet en personne interposa son autorité contre la volonté des Supérieurs désireux de lui attribuer un autre poste. Mais M. Meynard, curé de Saint-Michel de Bordeaux, qui pour initier une école paroissiale avait jeté son choix sur cet éducateur né, obtint gain de cause contre le préfet, par des arcanes qui nous ignorons encore !

Le **F. Marsan** arriva ainsi à Bordeaux en 1871 avec mission de diriger l'école de la « Psallette, rue de la Crèche ». On le verra à l'œuvre pendant 22 ans avec une admirable constance. Par sa compétence, son sens de l'accueil, il donnait le goût de vivre et de s'instruire. Ce qui ne l'empêcha pas d'éveiller de nombreuses vocations et de suivre de près le parcours de ses anciens élèves.

Ses obsèques furent des plus émouvantes : on ne peut s'en faire une idée. C'était l'ami de tous qui s'en allait. On évalua à plus de 10.000 le nombre de participants. Après l'absoute, la foule défila devant le cercueil qui fut inhumé dans l'immense cimetière de Bordeaux. Ses anciens élèves éditèrent, l'année même un opuscule intitulé : « Le Cher Frère Joseph-Marie : Notice biographique » (*Chr.*, VII, p. 646 ; *Mén.*, p. 99).

3 - CASTELJALOUX (47) : 1893-1900.

Au mois d'octobre 1893, le **F. Léontien-Joseph Crampette** inaugura l'école libre pensionnat de cette localité (3 716 hab. en 1891). Ce que le curé réclamait depuis plus de dix ans. En effet, les FEC ne pouvaient plus en assurer la direction et les nouvelles lois les obli-

geaient à se réserver pour les grandes villes. Bien des FIC passèrent par cet établissement à deux classes (*Chr.*, 1901).

4 - TOULOUSE (31) : SAINT-STANISLAS : 1893-1903 (1904 ?).

Cet établissement jésuite de Toulouse (149 791 hab. en 1891) venait d'être construit pour recevoir les jeunes élèves pour lesquels la montée au collège Sainte-Marie du Caousou était trop fatigante. Selon le désir des Pères, trois FIC arrivèrent « de Bretagne ». Ils débutèrent l'année avec le **F. Gatien-Joseph Morice** pour titulaire. Ils furent ensuite secondés ou remplacés par ceux du Midi qui scolarisaient, en novembre 1902, 120 élèves répartis en deux classes (*Chr.*, 1893 et 1901).

5 - SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT (64) : 1894-1938.

Voici une fondation qui ne manque pas de cachet. Au départ, on trouve le Père Arbelbide, Supérieur des Missionnaires d'Hasparren (64). Il offrait au **S. G.** un juvénat, une maison avec six salles et un oratoire au rez-de-chaussée, et dix pièces à l'étage. Sans compter le reste : porcherie, écurie, jardin d'agrément, jardin potager, verger, prairie et châtaigneraie. « Le tout d'une superficie de 3 ha 36 a et 68 ca » (*Chr.*, 1901)

Saint-Jean-Pied-de-Port (1 546 hab. en 1891) accueillit les premiers FIC à la rentrée de 1894. Ils souffrirent de l'isolement géographique - le train n'y passait pas encore-, et de la barrière de la langue basque. Quittant ses responsabilités de Lavacan, le **F. Fauste Lay** procéda à l'ouverture de cet ensemble qui accueillait 100 garçons. Il y déploiera toutes les ressources de sa personnalité et de son expérience (*Mén.*, p. 965, 1010).



Saint-Jean-Pied-de-Port : sur les hauteurs à gauche, l'ancien juvénat des frères du Midi (avril 1999).

Un document du 25 décembre 1899 mentionne les effectifs de l'établissement, savoir « 4 FIC, 3 classes, 24 internes, 70 externes et 11 juvénistes ». En 1901, le nombre de juvénistes atteint le record de douze. L'année suivante, on assiste encore à une progression : 6 FIC et 100 externes, puis 102 pour la rentrée de 1902. Mais les difficultés allaient surgir de toutes parts (*Chr.*, n° 282).

6 - MONTPELLIER (34) : 1894 - 1904.

Pour leur école du Sacré-Coeur, intégrée au collège de Montpellier, les jésuites firent appel aux FIC, dans les mêmes conditions que précédemment à Tivoli de Bordeaux, ou au Caousou et à Saint-Stanislas à Toulouse. Ils désiraient trois maîtres « de Bretagne » : un pour une classe de 23 élèves et deux surveillants qui auraient des chambres à part et un réfectoire particulier (*Chr.*, 1901).

En fait, *La Chronique* relate le placement, au bout du compte, de quatre FIC. Le premier directeur, le **F. Paul Apollo Le Gal**, venait de Séné. Durant cette présence de dix ans, un nombre non négligeable de

religieux passèrent par ce chef-lieu de département (69.258 hab. en 1891), où – fait rarissime de coexistence –, enseignaient déjà les Frères de La Salle (*Chr.*, 1894 et 1901).

7 - POUZOLS (11) : 1894-1897.

Le **F. Cénéric Audrain**, natif de Héric, fut le premier Frère enseignant à exercer dans ce modeste bâtiment de Pouzols (593 hab. en 1891) qui servait d'orphelinat. En 1896 et 1897, le **F. Bernard-Jean Villa** semble avoir été le dernier religieux instituteur à exercer, seul, dans cette localité vinicole du Minervois (*Mén.*, 1198).

*... Le F. Lucien Joly, né à Arrodets (65), s'était engagé à 33 ans, à Lavacan, après sept ans de service militaire. À 41 ans, il se fit un devoir de passer le brevet, exigé des seuls titulaires, « afin de mieux servir ». Cet éducateur très estimé veillait à la qualité de son enseignement. Mais rongé par la maladie, il rendit son dernier soupir à Lavacan, le 8 mai 1894 (*Chr.*, X, p.113, 118 ; *Mén.*, 552).*

8 - SARLAT (24) : 1895 – 1901 ; 1910-1911.

Non loin du château de Fénelon, futur évêque de Cambrai, les jésuites avaient rouvert en 1850 leur collège de Sarlat (6 615 hab. en 1891). Ils avaient demandé des FIC qui arrivèrent en 1895. En décembre 1899, trois religieux instruisaient 87 élèves répartis en deux salles, sous la conduite du **F. Théodore Varlot**.

... Le 10 janvier 1895 avait été inaugurée la maison de formation d'Hennebont qui fonctionnerait jusqu'en 1903, d'abord comme juvénat, de janvier à septembre 1895, puis comme postulat et noviciat... En 1895, le R. F. Cyprien prit encore part à toutes les retraites, y compris à celle de Lavacan. Il rentra à la maison mère, réconforté, après avoir incité ses confrères à la

confiance et à la générosité, malgré les nuages qui s'amoncelaient à l'horizon (Chr., p. 1895).

... Avec son Conseil, il avait décidé de constituer un support légal destiné à couvrir les biens mobiliers et immobiliers de la Congrégation. D'où la naissance de deux entités. En premier, la « Société Civile de Ploërmel », initiée dès le 21 décembre 1878, pour la création et l'entretien des écoles et des pensionnats de l'enseignement primaire.

Et en second lieu, la « Société Civile de Béthanie », fondée le 20 septembre 1895, dont le siège social était au 7, rue Saint-Melaine à Rennes. Elle fut inaugurée par des Frères et l'un de leurs amis, Me Joseph Zudaire, avoué à Ploërmel. Le président en était le Comte Léonard de Mongermont, domicilié à St-Méen-le-Grand (35).

Il s'agissait de veiller à l'administration et à l'exploitation de tous objets mobiliers et immeubles apportés à la Société, ainsi qu'à l'acquisition des meubles et immeubles qui pourraient devenir ultérieurement nécessaires ou utiles à la Société ».

Ce qui intéressait alors quatorze propriétés, réparties sur neuf départements.». Ces deux Sociétés furent poursuivies en justice dès octobre 1903 par Me Henri Lecouturier, liquidateur de la congrégation des FIC. Et leur traitement traîna en longueur (Chr., 1901; EM, n° 27, p. 72).

9 - ACCOUS (64) : 1896-1903.

Dans la commune d'Accous (1 072 hab. en 1896), en vallée d'Aspe, à 653 m d'altitude, deux Frères assurèrent la rentrée du 5 octobre 1896, dont le titulaire, le **F. Gabriel-Édouard Cazenave**. Pas de surcharge : il n'y eut que 22 élèves au départ. Mais ce nombre pouvait varier au cours des saisons. En 1897, par manque de place, on

rrêta les inscriptions à 40. Mais les deux maîtres se gênaient mutuellement car ils enseignaient dans le même local !

L'état de l'année 1898 fournit aussi de précieux détails concernant la vie scolaire. « La première classe mesurait 7,5m x 5,75m x 3,3m. La petite : 5,5m x 5m x 3,3m. Les tables avaient 3 m de long et 0,68 m de haut. Il restait pourtant encore à se procurer un tableau noir » Les deux FIC quittèrent l'établissement en 1903, un mois après la notification officielle de sa fermeture. Ils faisaient alors la classe à 29 garçons, pour 35 l'année précédente (*Chr.*, 1897 et 1901).

10 - MOISSAC (82) : 1896-1901.

Qui n'a entendu parler de Moissac dans le Tarn-et-Garonne, célèbre par son ancienne abbatale du XIIIe et du XVe, devenue un haut lieu pour les touristes et les pèlerins de Saint-Jacques ? La commune avait 8 769 hab. en 1896. Son orphelinat ouvrit tardivement ses portes, le 8 novembre 1896 (*Chr.*, 1901).

L'abbé Touzac, le fondateur, et quelques bienfaiteurs avaient légué à cette œuvre une propriété de 32 ha de bonne terre. Avec à leur tête le **F. Cénéric Audrain** (Héric, 44), trois FIC y enseigneraient. Selon la correspondance du **S. G.** adressée à un prêtre, le 9 décembre 1896, il s'agissait là d'une exception. Car rares étaient alors chez les FIC les maisons de ce genre.

En vue d'obtenir une subvention de la « Société des Agriculteurs », le **F. Abel Gaudichon** envoya le 23 mai 1897 un questionnaire au **F. Cénéric**. Ce dernier lui fit parvenir des réponses précises : « Tous les orphelins seront payants, excepté douze à la disposition de l'évêché. Ce qui, avec les charges, représente le prix du fermage pour l'Institut de Ploërmel, à la fois administrateur et directeur de l'orphelinat. À cela s'ajoutent 800 F d'impôts et 900 F de redevances au petit séminaire et aux pauvres de Saint-Benoît (qui ne sont pas spécifiés autrement, NDLR). »

L'état de 1898 mentionne le nom de trois maîtres : les **FF. Cénéric Audrain, Omer Rietch et Marie-Daniel Roquefeuil** (un des rares FIC à porter un premier prénom féminin). Celui de Noël 1899 relate encore la présence de trois Frères pour deux classes et douze orphelins. Les difficultés financières et le manque d'effectifs - il n'y avait que sept élèves en avril 1901 -, firent que l'établissement reçut un avis défavorable dès cette année-là.

... Le nouvel archevêque d'Auch, Mgr Mathieu-Victor Balain (1896-1905), remplaça Mgr Gouzot décédé en 1895. Intronisé à 49 ans, il venait d'occuper le siège épiscopal de Nice de 1877 à 1896. En février 1902, il publia une lettre pastorale sur un thème d'actualité : la vie religieuse, juste avant de voir partir ceux que toucherait le décret de mars 1903.

11 - SOREZE (81) : 1897-1898.

Nous ne possédons que peu d'éléments sur cette école dépendant du célèbre collège des dominicains de Sorèze (2 049 hab. en 1896). Son église paroissiale abrite la tombe de Lacordaire (1802-1861), l'un des chefs de file, avec Félicité Lamennais, du catholicisme libéral au XIX^e siècle. *La Chronique* de 1897 (t. XI, p. 285) mentionne la nomination au poste de directeur d'école du **F. Eugénien-Joseph Drougard**, venu de Ploërmel.



... Le 1^{er} février 1897, le conseil général de l'Institut autorisa l'édification à Lavacan d'un second bâtiment à deux étages, de 25 m sur 7m 50, de largeur intérieure. Plans et devis furent confiés au **F. Ulbert Charlot**, venu exprès de Bretagne. La bénédiction des nouveaux locaux se déroula à l'issue de la retraite, le 17 septembre 1898, en présence du **F. Job Renault**, provincial du Midi (Chr., n° 269 ; Mén., 209, 257, 426).

... La même année, 17 novices du Midi franchirent la porte du noviciat, tandis que la mort frappait durement la province. Le **F. Jonathas Merlet** (Crugel, 56) venait de laisser ses fonctions d'enseignant à Saint-Denis-de-Pile pour se rendre à l'Armée. Après une hémorragie mal soignée qui le prit sur le champ de manœuvre, il fut envoyé d'office, mais trop tard, à l'hôpital de Poitiers, où il décéda le 4 avril 1897.

À son tour, le **F. Silas-Marie Audirac** (Beaumarchais, 32), ancien missionnaire, mourut à Ploërmel où il se soignait, le 22 mai 1897, à 54 ans. Puis les **FF. Léobon Meillenc** (Gèdre, 65) et **Jérôme Dubarry** (Labriche, 32) expirèrent à Saint-Jean-Pied-de-Port : le premier, le 14 août, dans sa 17^e année et le second à 57 ans, le 10 octobre 1897. Enfin, le 7 décembre 1897, au noviciat de Ploërmel, décéda dans sa 17^e année le **F. Sixte-Marie Vignette** (Agos-Vidalos, 65) (Chr., 1897).

12 - EYMET (24) : 1898-1903.

À Eymet (1 531 hab. en 1896), ce fut un comité qui se constitua comme propriétaire de l'école privée et de son mobilier. Le 1^{er} octobre, deux enseignants procédèrent à la rentrée, dont le directeur : le **F. Gabriel-Édouard Cazenave**. En 1900-1901, l'effectif n'était plus que de 30 élèves, alors que maison d'habitation, local scolaire, cour, préau et mobilier offraient ce qu'il y avait de mieux et de plus spacieux. Mais l'établissement périclita à cause de la conjoncture.

... Depuis 1891, le Midi se mit à envoyer ses aspirants au noviciat canonique de Bretagne, renouant ainsi avec les origines - bien que dans l'intervalle il y en eût à entrer exceptionnellement à Ploërmel, et d'autres : de l'Ouest ou d'ailleurs, à venir à Lavacan. À titre d'illustration, contentons-nous de mentionner ceux de 1898. Ils provenaient de six départements différents.

Il s'agissait des **FF. Cyriaque-Marie Bonrepaux** (Vèbre, 09); **Anaclet-Marie Verdier** (Laas, 32); **Alpert-Joseph Oxibar** (Camou-Cihigue), **Jérôme Galçadet** (Ainhoa), **Léobon Larralde** (Mendive), **Cléomène Mendiboure** (Hasparren), **Bernard-Alphonse Arrateig** (Bilhères), tous les cinq du 64 ; **Marius-Henri Lomp** (Tréban, 81) et **Delphin-Joseph Millet** (Sillars, 89).

Mais en tête figuraient les Haut-Pyrénéens : les FF. Armand-Pierre **Duthu**, Symphorien-Henri **Duthu** et Laurent-Henri **Pène** (Esparros), Louis-Célestin **Lavit** (Espèche), Eloi-Joseph **Sempé** (Arcizans-Avant), Elie-François **Miègeville**, Sénéry **Tajan** et Léonien-Joseph **Duprat** (Avezac-Prat), Timoléon-Louis **Dours** (Libaros), Didier-Joseph **Dupouts**, Séraphin-Jean **Serres** (Tilhouse). Cette liste prouve la vitalité de la province. À titre de comparaison, nous la ferons suivre de celle de 1903 (*Chr.*, 1898, XII, p. 108, 307).

13 - LARRESSORE (64) : 1899-1903

Le 4 août 1897, le Supérieur du petit séminaire de Larressore (841 hab. en 1896), sur la Nive, insista auprès du **S. G.** pour obtenir des Frères. Les bâtiments s'étendaient sur une colline d'où le regard embrasse toute l'étendue du Labourd, de la plaine landaise à la chaîne des Pyrénées. À Noël 1899, deux maîtres scolarisaient 38 élèves répartis en deux classes. Le titulaire, le **F. Gatien-Joseph Guillemoto**, venait de Plouhinec (*Chr.*, 1899, 1901 et 1902).

14 - CORNEILHAN (34) : 1900-1904.

Corneilhan (635 hab. en 1872) se situe à 7 km de Béziers, sur le penchant d'une colline, non loin de l'Orb, aux caprices redoutés. En octobre 1900, le **F. Léontin-Joseph Crampette** et son adjoint, venu de Bretagne, ouvrirent une école à deux classes, de 28 externes en tout. Elle en aurait 37 l'année suivante. Elle appartenait au curé et le mobilier à une bienfaitrice (*Chr.*, année 1900).

15 - PERPIGNAN (66) : COLLÈGE : 1900-1905 ; SANCTUAIRE : 1900-1917.

Le 21 juin 1878, l'évêque de Perpignan (35 088 hab. en 1896) avait demandé des religieux pour trois implantations dirigées par des prêtres diocésains : le collège de Prades, le petit séminaire Saint-Louis-de-Gonzague et l'école du Sanctuaire ou maîtrise, attenant à la cathédrale. Mais il fallut attendre 1900 pour voir l'arrivée à Saint-Louis-de-Gonzague des premiers Frères **Elisée Erguy** et **Abbon Boussinot**. Ils n'y effectuèrent d'ailleurs que des surveillances.

Quant aux **FF. Stanislas Bérard** et **Orens-Marie Danos**, ils s'employèrent à l'école du Sanctuaire à instruire un nombre assez réduit d'élèves divisés en deux classes. C'est là que mourut ce dernier, le 6 décembre 1902, âgé seulement de 21 ans. Il était natif de Cazaux-Villecomtal (32), de l'arrondissement de Mirande (*Chr.*, 1900).

16 - PRADES (66) : 1901-1903.

L'ordinaire de Perpignan dut attendre 1901 pour bénéficier des services de trois FIC destinés au petit séminaire collège de Prades (3 835 hab. en 1901). Le **F. Victor-Charles Loyrette** en fut le titulaire. En ces cinq années de présence, le collège accueillera en outre,

comme maîtres, ou comme surveillants, sept autres FIC, pour seulement deux classes.

... La nouvelle loi du 1er juillet sur le « Contrat d'Association », fort libérale par ailleurs, visait à mettre les congrégations dans l'impossibilité d'éduquer l'enfance et la jeunesse. Elle avait été préparée par celles de 1880, 1882, 1886 et 1889. Chaque congrégation, pour continuer à vivre, devait demander une autorisation légale dans un délai de trois mois, sous peine d'être dissoute.

Celle des FIC ayant été reconnue en 1822 pour la Bretagne et en 1876 pour toute la France, restait à savoir comment interpréter la loi pour la parer éventuellement. Les supérieurs firent une « demande subsidiaire » qui, en réservant les droits conférés par l'ordonnance de 1822 et le décret de 1876, garantissait les œuvres menacées, au moins pour un temps, contre toute surprise (*Mén.*, p. 329).

17 – DAX (40) : 1901-1918.

Les **FF. Théodore Varlot** et **Norbert-Henri Etcheverry** prirent possession des deux classes primaires du collège de Dax, ville thermale de 10 329 âmes en 1901, déjà en vogue du temps des Romains. L'action des FIC restera quelque peu obscure, surtout lors de l'épreuve de 1903 qu'ils réussirent à traverser bien péniblement.

18 - VILLENEUVE-SUR-LOT (47) : 1902-1903.

En 1902, les **FF. Sébastien-Joseph Janaud**, titulaire, et **Anacle Marie Verdier** inaugurèrent cette école qui était une annexe du collège ecclésiastique de Villeneuve-sur-Lot (13 594 hab. en 1901). Cet établissement ferma en 1903. Dès le mois d'août suivant, l'adjoint quitta l'Institut pour devenir prêtre.

... Aussi curieux que cela paraisse, le 5 décembre 1902, l'État français demanda un Frère de Ploërmel pour diriger l'École secondaire Saint-Louis du Sénégal. Le 4 mai 1877, Léon Gambetta (1838-1882) avait dit à la Chambre des Députés : « Le Cléricalisme ? Voilà l'ennemi. » Avant d'ajouter peu après : « L'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation. »

*... D'après le témoignage du **F. Alpert-Marie Ropert**, il y eut 112 Frères à la retraite de Lavacan, en 1902. La province n'avait jamais paru aussi fervente et dynamique. Et le nombre des aspirants du Midi affluant à Ploërmel se maintenait avec bonheur.*

19 - LE NOVICIAT DE FÉVRIER 1903.

L'énumération des aspirants du Midi entrés au noviciat le 2 février 1903 constitue comme un dernier adieu à une période à jamais révolue. Ces noms enracinés fleurissent bon le goût de l'aventure et la confiance dans l'avenir. Ils évoquent aussi la liste de ceux qui se destinaient à les rejoindre quelque temps après, lors de la seconde session par exemple. En vain !

Il s'agissait des **FF. Basile-Marie Combes** (Saint-Rome-de-Cernon, 12), **Orens-Joseph Gasc** et **Claude-Joseph Cambefort** (Labastide-Pradines, 17), **Blaise-Marie Mauran** (Gimont, 32), **Timoléon Mas** (Larressore, 64), **Hubert-Félix Artigau** (Arudy, 64), **Prosper Arburu** (Ascain, 64), **Gervais-Marie Serres** (Avezac-Prat, 65), **Florent-Joseph Lapène** (Agos-Vidalos, 65) et **Séraphin-Jean Trébois** (Tarbes, 65) (*Chr.*, t. XVI, n° 3, 1903, p. 46 ; t. XVI, p. 68).

20 - L'ÉTAT DES LIEUX À LA VEILLE DU 18 MARS 1903.

Au mois de janvier 1903, il y avait dans le Midi, 139 FIC. Ils étaient répartis dans 35 établissements : 8 collèges, 25 écoles et 2 sanctuaires : celui de Prades et de Lourdes. Il fallait leur ajouter 7 conscrits, ainsi que les postulants de Lavacan et les juvénistes de Saint-Jean-Pied-de-Port (*AFICP* ; Elias Sainz, *Los Hermanos de Gascona*).

Par rapport au mois de juin 1902, la tendance des effectifs scolaires était à la baisse. Le différentiel dépassait les 200 élèves. Ainsi, Mirande perdit 19 garçons sur 41, Bordeaux-Labastide 26 sur 196 ; Biarritz 32 sur 225 ; Saint-Joseph de Lourdes : 43 sur 370 ... L'inverse, avec des écarts moindres, se notait plus rarement : Saint-Jean-Pied-de-Port passa de 100 à 102 ; Vic-Fezensac, de 70 à 85...

Mais qui songeait à ce qui allait advenir et s'abattre si brutalement dès le mois de mars 1903 ?

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT ET REMERCIEMENTS.	4
Sigles et abréviations	5
Prologue.....	6

1^{ère} PARTIE : MGR DELACROIX ET DÉBUTS DE L'OEUVRE (1842). 11

A - NICOLAS-AUGUSTIN DELACROIX À LA RECHERCHE D'UN PARTENAIRE..... 11

1 - Origines, enfance et jeunesse : 1779-1786.	11
2 - Premiers engagements : 1806 - 1836.	14
3 - Mgr Delacroix, évêque de Gap : 1836 - 1840.	15
4 - Mgr Delacroix, archevêque d'Auch : 1840.	15
5 - Premier voyage de Mgr Delacroix à Ploërmel : 1841.	17
6 - Mgr Delacroix et l'abbé Jean : Seconde entrevue à Paris : 1841. ..	18
7 - Postulat d'Éauze (32) : 1842 - 1850.....	19
8 - Premiers novices gascons : 1843 - 1844.....	20
9 - Second voyage de Mgr Delacroix à Ploërmel : 1846.	23

B - LES LABORIEUX DÉBUTS DE L'ŒUVRE DE GASCOGNE (1846 - 1849). 27

1 - Éauze : un pionnier venu de ... l'Ouest : 1846.	27
2 - Éauze : Les premiers Fic gascons : 1847 - 1884.....	28
3 - Le postulat d'Éauze : 1850 - 1852.	30
4 - Bassoues - d'Armagnac (32) : 1848 – 1888.	31
5 - Barran (32) : 1849-1866.	32

**C - DE L'ASSOCIATION À LA DÉMISSION DE MGR
DELACROIX (1849 -1856). 33**

1 - Le contrat d'association : 1849.	33
2 - Castex (32) : 1851 – 1852.	35
3 - Saint-Mont (32) : 1851 - 1856.	35
4 - Auch (32) : 1851 - 1869.	36
5 - Mirande (32) : 1852 - 1903.	38
6 - Viella (32) : 1852 - 1882.	40
7 - Le domaine de Lavacan à Pavie (32) : 1853 - 1903.	41
8 - Lectoure (32) : 1853 - 1861.	44
9 - Miélan (32) : 1854 - 1866.	44

**D - L'ŒUVRE DÉBORDE LE GERS OÙ ELLE CONTINUE
DE S'ENRACINER. 46**

1 - Ibos (65) : 1854 - 1870.	46
2 - Jegun (32) : 1855 - 1878.	48
3 - Pavie (32) - école primaire : 1855-1862.	48
4 - Lourdes (65) : 1855 - 2014.	48
5 - Saint-Pé-de-Bigorre (65) : École : 1855 - 1878.	48

E - UNE DATE DES PLUS IMPORTANTES : 1856..... 50

1 - Saint-Pé-de-Bigorre (65) : Séminaire : 1856 - 1857.	50
2 - Gimont (32) : 1856 - 1860.	50
3 - Nogaro (32) : 1856 - 1867.	51
4 - Démission de Mgr Delacroix : 1856.	52
5 - Bilan et perspectives : 1856.	55

2^E PARTIE : LES FIC DU MIDI DE 1856 À 1903.

56

A - MGR DE SALINIS REMPLACE MGR DELACROIX

(1856-1861)..... 56

1 - Mgr De Salinis, successeur de Mgr Delacroix : 1856 - 1861.....	56
2 - Lannemezan (65) : 1858 - 1888.....	57
3 - Buglose (40) : 1858 – 1881.....	58
4 - Castelmoron-sur-Lot (47) : 1859 - 1915.....	60
6 - Ponsan - Soubiran (32) : 1860 - 1888.....	63
7 - Mauléon - Soule (64) : 1860 ? – 1884 ?.....	64
8 - Anglet (64) : 1860 ? – 1884 ?.....	64
9 - Oloron-Sainte-Marie (64) : 1860 ? – 1884 ?.....	65
10 - Statistiques du Midi en 1860.....	66
11 - Mort de Mgr De Salinis : 1861.....	66

B - MORT DE MGR DELACROIX : 1861..... 67

C – L'ŒUVRE SE POURSUIT SOUS MGR DELAMARE : 1861 - 1871. 71

1 - Mgr Delamare.....	71
2 - Verfeil (31) : 1861 - 1927.....	72
3 - Tournecoupe (32) : 1861 - 1883.....	73
4 - Vic-Fezensac (32) : 1861 - 1872 ; 1872 -1912.....	74
5 - Villeneuve - de - Marsan (40) : 1862–1908.....	74
6 - Arreau (65) : 1862 - 1884.....	75
7 - Bordeaux - Tivoli (33) : 1864 - 1889.....	76
8 - La Bastide - d'Armagnac (40) : 1864 - 1883.....	77
9 - Portet-Saint-Simon (31) : 1865–1881.....	78
10 - Toulouse : Le Caousou (31) : 1866 - 1909.....	78
11 - Lormont (33) : 1866 - 1894.....	79
12 - Gironde-sur-Dropt (33) : 1866-1872 ; 1878 - 1887.....	80
13 - Montpezat (32) : 1866-1882.....	81

14 - L'enseignement dans le Gers En 1866.	83
15 - Saint-Puy (32) : 1867 - 1878.	83
16 - Bordeaux - Saint-Michel : « La Psalette » (33) : 1868-1906.	84
17 - Morlaàs (64) : 1868 ? – 1884 ?.....	85
18 - Astaffort (47) : 1869 - 1877.....	85
19 - Fontet (33) : 1870-1882.	86

D – LES FIC DU MIDI DE 1871 À LA FUSION AVEC LA BRETAGNE (1871 – 1876). 88

1 - Mgr De Langalerie (1871 - 1896).....	88
2 - Argelès-de-Bigorre (65) : 1871 - 1877.....	89
3 - Goutz (32) : 1871- 1882.....	89
4 - Bordeaux - La Bastide ou Cénon - La Bastide (33) : 1873-1905.....	90
5 - Cazaubon (32) : 1874 - 1901.	91
6 - Mauvezin (32) : 1874 – 1903.....	92
7 - À la veille de la fusion : 1875.....	92

E - DE LA FUSION AVEC LA BRETAGNE À LA LAÏCISATION (1876 - 1891). 94

1 - La fusion du Midi avec la Bretagne : 1876.	94
2 - Béziers (34) : 1876- 1892 ; 1904 - 1908.....	96
3 - Agen (47) : 1876-1900.....	96
4 - Toulouse (31) : Orphelinat : 1876-1880.	97
5 - Saint-Denis-de-Pile (33) : 1877-1903.	98
6 - Marmande (47) : 1877 - 188 ?.....	99
7 - Saint-Macaire (33) : 1877 - 1880.....	99
8 - Ciboure (64) : Béthanie : 1878 – 2014.....	100
9 - Les Matelles (34) : 1879 - 1903.	100
10 - Villeneuve-les-Béziers (34) : 1880 - 1896.	100
11 - Castelnaudary (11) : 1881-1891.....	101
12 - La Bastide-Clairence (64) : 1881-1952	101
13 - École laïque et école libre : 1882.	102
14 - Bayonne (64) : 1882 ? - ?.....	102
16 - Les Sanctuaires de Lourdes : 1884 ? - 2014.	104
17 - Branne (33) : 1886-1903.	104
18 - Castillon-sur-Dordogne (33) : 1886-1903.....	104

19 - Matha (17) : 1886-1897.	105
20 - Coutras (33) : 1887-1903.....	106
21 - Pavie (33) - École Libre : 1889-1908.....	107
22 - La Réole (33) : 1890 - 1913.....	107

F - DE LA LAÏCISATION À LA SÉCULARISATION (1891-1903). 109

1 - Biarritz (64) : 1891-1926.....	109
2 - Guîtres (33) : 1892 – 1903.....	110
3 - Casteljaloux (47) : 1893-1900.....	111
4 - Toulouse (31) : Saint-Stanislas : 1893-1903 (1904 ?).....	112
5 - Saint-Jean-Pied-de-Port (64) : 1894-1938.....	112
6 - Montpellier (34) : 1894 - 1904.....	113
7 - Pouzols (11) : 1894-1897.....	114
8 - Sarlat (24) : 1895 – 1901 ; 1910-1911.....	114
9 - Accous (64) : 1896-1903.....	115
10 - Moissac (82) : 1896-1901.....	116
11 - Soreze (81) : 1897-1898.....	117
12 - Eymet (24) : 1898-1903.....	118
13 - Larressore (64) : 1899-1903.....	119
14 - Corneilhan (34) : 1900-1904.....	120
15 - Perpignan (66) : Collège : 1900-1905 ; Sanctuaire : 1900-1917.....	120
16 - Prades (66) : 1901-1903.....	120
17 - Dax (40) : 1901-1918.....	121
18 - Villeneuve-sur-Lot (47) : 1902-1903.....	121
19 - Le noviciat de Février 1903.....	122
20 - L'état des lieux à la veille du 18 mars 1903.....	123